QUAND LE PEUPLE DORT

Notre tragédie en Asie, et ses responsables.

John T. Flynn

Quand le peuple dort

Notre tragédie en Asie et ses responsables

John T. Flynn

1951

Traduction française : 2021 par l'équipe du Saker francophone.
Version : 2023-12-15
https://lesakerfrancophone.fr
Version anglaise : While you slept — Our tragedy in asia and who made it

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Table des matières

Table des matières **3**

Table des illustrations **4**

Contribution du lecteur **6**

1 Pendant votre sommeil **7**

2 Le Déluge Rouge **11**

3 Les deux Guerres de la Chine **13**

4 Deux grands Desseins **26**

5 Les architectes du désastre **32**

6 Ouverture de la route vers la Corée **48**
6.1 Le Caire 50
6.2 Québec 53

7 La grande dissimulation **60**

8 La piscine emplie de poison **66**

9 Les hommes de main **79**

10 La Gauche déclenche la foudre sur la Droite **92**

11 La Presse et la Propagande rose **100**

12 La Propagande Rouge dans les Films **112**

13 Du poison dans les airs **124**

14 L'Institut des Relations du Pacifique **133**

15 L'affaire Amerasia **154**

16 Le grand échange **166**

17 La guerre de Chine **173**

18 Les bévues qui ont provoqué la perte d'un continent **180**

19 Les deux guerres des États-Unis **206**

Table des illustrations

1.1 Carte de l'Eurasie 10

3.1 Tchang Kaï-tchek 14
3.2 Les régions conquises par le Japon en Chine jusque 1945. 16
3.3 Les régions de Chine convoitées par les Soviétiques. . . . 17

6.1 Mackenzie King, Roosevelt et Churchill à Québec, le 18 août 1943. 58

Contribution du lecteur

Cet ouvrage a été traduit et relu par une équipe de volontaires non rémunérés.

Si le lecteur trouve des corrections à apporter au présent ouvrage, ses retours, même mineurs, même pour une seule faute, sont les bienvenus à l'adresse : relecture-livres@lesakerfrancophone.fr.

Veuillez préciser dans votre message le ou les chapitre(s) concerné(s) et laisser des informations de contexte, comme la phrase entière autour de l'erreur que vous nous notifiez. Cela nous fera gagner beaucoup de temps.

Chapitre 1

Pendant votre sommeil

Alors que s'approchait l'année 1950, les États-Unis n'accordaient guère d'attention à un endroit appelé Corée. Trygve Lie, secrétaire général des Nations Unies, exhortait à l'expulsion du gouvernement de Tchang Kaï-tchek des Nations Unies pour laisser la place au gouvernement communiste chinois de Mao Zedong. La délégation britannique pesa de tout son poids en faveur de cette proposition. Le secrétaire d'État Acheson affirma ne pas pouvoir voter en faveur de cette proposition, mais que si les Nations Unies décidaient d'admettre à nouveau la Chine Rouge, il n'userait pas du veto — il ne pensait pas que le veto s'appliquât à une telle situation [1].

À Séoul, le premier parlement élu de Corée était en train de se constituer. John Foster Dulles, représentant les États-Unis, était présent, et s'adressa au parlement. Il le salua comme produit d'une élection libre à laquelle 80 % des inscrits avaient participé. Le représentant britannique affirma qu'il avait vu de nombreux nouveaux pays entrer dans l'aventure du gouvernement représentatif. Mais il n'en connaissait aucun « dont le progrès fût aussi rapide et

1. *Times* de New York, 8 juin 1950.

aussi solide » [2].

En début de journée du dimanche 25 juin, alors que les Étasuniens découvraient ces éléments dans leurs journaux du matin, les armées communistes de Corée du Nord avaient traversé la frontière pour envahir la république du Sud. Deux jours plus tard, le président Truman annonça : « J'ai ordonné à l'armée de l'air et à la marine étasuniennes d'apporter au gouvernement de Corée des soldats, une couverture et un soutien. » Le lendemain, les armées étasuniennes terrestres et aériennes étaient pleinement engagées en Corée du Sud, dans le cadre de ce que le président appela une « action de police. »

C'est ainsi que nous nous empêtrâmes dans un obscur enchevêtrement de circonstances, dont nombres relèvent d'un monde oriental peu compris, mais sont liées à plus d'un égard à la civilisation anéantie et en cours d'effondrement de l'Europe.

L'objet du présent ouvrage n'est pas de retracer une histoire de la guerre. Il vise à découvrir comment notre grande nation libre, préservée d'un tel désastre par une Constitution et un long héritage d'idéaux, a pu se retrouver attirée dans une telle lutte, impliquant des objectifs si mal perçus, s'affairant sur des problèmes aussi insolubles, et promettant des tensions sur notre système économique et politique telles qu'elles pouvaient bien finir par le déformer totalement.

Examinons ce qui s'est produit. Le président des États-Unis, en totale désobéissance avec la Constitution, nous a plongés sans consultation du Congrès dans une guerre orientale lointaine, à la poursuite d'objectifs que nul n'a compris, et impliquant des coûts et des conséquences qui ne sont pas mesurables. Le président ne pourrait pas faire cela — il n'oserait pas le faire — si par quelque processus obscur, n'avait été créée dans nos esprits une suite d'hypothèses et d'attitudes qui avaient complètement mis à bas la résis-

2. *Ibid*, 25 juin 1950.

tance normale que manifesterait notre peuple face à une entreprise aussi étrange et osée.

Avant que cela fût possible, il avait fallu, au fil des années, qu'une transformation fût appliquée à l'esprit du peuple étasunien. L'objet du présent ouvrage est d'explorer les techniques qui permirent la réalisation de ce travail, et d'identifier, si possible, les agences et les hommes qui en furent responsables. Je suis conscient que le lecteur va avoir à croire des affirmations qui apparaissent comme incroyables. Au cours des vingt dernières années, ce pays est devenu un laboratoire pour la science sombre et insidieuse qui est celle de la propagande révolutionnaire moderne. Il est difficile pour les Étasuniens de comprendre que les idées, les préjugés, les convictions qui sont les leurs ont pu être délibérément implantés dans leur esprit par des hommes qui ont un objectif bien défini, consistant à accomplir cette opération, qui disposent des instruments de contrôle mental et comprennent comment en faire usage. Des miracles peuvent être réalisés par ceux qui pratiquent cet art.

Jamais une population aussi sophistiquée dans l'ensemble et aussi importante ne s'était trouvée en situation aussi impuissante face à une telle entreprise que le peuple des États-Unis. D'attitude généreuse, perturbés par un long siège de guerre, exposés aux plus puissants moteurs de propagande que le monde ait jamais connus, ils ont été pris pour cible par les experts qui avaient appris à en faire usage.

On peut à ce stade se souvenir de la parabole prononcée par Jésus, aux premiers jours de Sa mission — la parabole de l'homme qui a semé du bon grain dans son champ. Mais une fois récolté, la récolte se trouve parsemée d'ivraie. Et lorsque ses serviteurs viennent le voir et lui indiquent ce qu'ils ont trouvé, il répond — *un ennemi a fait cela, pendant notre sommeil.*

Lorsque nous sommes arrivés à la fin de notre grande guerre, nous avons trouvé parmi les trophées de la victoire des désastres que nous n'avions pas négociés. L'objet du présent ouvrage est d'essayer de décrire comment ces désastres ont été préparés — *pendant notre*

sommeil.

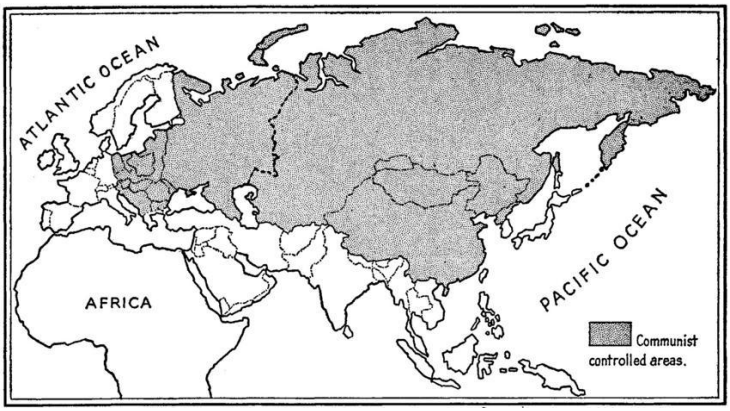

FIGURE 1.1 – La région grisée représente la part dominée par la Russie de l'Europe et de l'Asie. Les zones en blanc représentent ce qui reste de non-communiste sur ces deux continents.

Chapitre 2

Le Déluge Rouge

Avant de poursuivre, il sera pertinent de nous représenter l'énormité du désastre qui a déferlé sur l'Europe et l'Asie. Il est donc demandé au lecteur de regarder avec attention la carte de l'Eurasie présentée sur la page précédente. Elle ne fait que représenter en noir et blanc les contours de ces deux continents. Les portions grisées mettent en évidence la vaste étendue de masse terrestre continentale de l'Europe et de l'Asie tombée sous la domination du monde communiste. Ce qui reste de l'Europe et de l'Asie en dehors de ce vaste nuage sombre représente la partie de ces vieux continents qui n'est pas encore tombée sous le contrôle du monde soviétique. Cette partie restante non-conquise apparaît sur la carte comme une sorte de petite frange — tout ce qui reste du vieux monde non-communiste. Il serait bien entendu inexact de supposer que l'ensemble de cette portion non-conquise contient les éléments essentiels à la société libre. Par conséquent, la carte sous-estime plutôt qu'elle n'exagère la gravité du destin qui a déferlé sur l'Europe et l'Asie.

Quelques chiffres simples pourront illustrer ce point d'une autre manière. En Europe et en Asie, la Russie domine une région de

33 600 000 km², alors que tous les autres pays ne couvrent qu'environ 18 100 000 km². L'ensemble des pays d'Europe et d'Asie, hors des régions dominées par la Russie, disposent d'une population d'un peu plus d'un milliard d'habitants. La Russie contrôle une population de 779 millions d'âmes.

Cependant, il y a une différence. La Russie domine sa région et ses peuples. La région et les peuples en dehors de la Russie sont divisés en 38 nations séparées et indépendantes. Et ce n'est pas terminé. L'appétit vorace du monde communiste reste insatisfait. Si la Russie atteint ses objectifs immédiats en Asie, elle ajoutera encore plus de cent millions d'habitants à son monde d'esclaves.

Chapitre 3

Les deux Guerres de la Chine

Pour comprendre la suite d'événements qui nous ont amenés en Corée, il faut prendre conscience qu'ils ont trouvé leur origine dans la lutte qui a commencé en Chine il y a plus de quarante années. Durant la seconde guerre mondiale, nous considérions les événements qui se produisaient en Chine comme articulés autour d'une lutte entre le Japon et le gouvernement chinois. Mais des années durant, la Chine a été engagée dans deux guerres parallèles. L'une de ces guerres l'opposait au Japon. La seconde était contre la Russie. Rien ne pourrait davantage obscurcir le véritable sens des événements que supposer que la Chine était en guerre contre le Japon et que la Russie était son alliée dans cette guerre. Deux guerres séparées avaient lieu, menées implacablement par les deux ennemis historiques de la Chine — la Russie et le Japon.

Le Japon s'est battu contre la Chine en l'envahissant au moyen d'une armée, d'abord en 1931, puis en 1937. La Russie s'est battue contre la Chine au moyen d'une armée de révolutionnaires, dirigés et armés par la Russie. La guerre menée par la Russie en Chine

était précisément la même que la guerre menée par la Russie en Corée. En Chine, Tchang Kaï-tchek se battait contre le communisme dans l'espoir de rétablir la paix et d'établir une république. Pour comprendre ce que nous avons fait en Chine, on pourrait essayer d'imaginer notre gouvernement faire en Corée ce que nous avons fait en Chine — appeler les Coréens à l'unité, exiger de Syngman Rhee qu'il forme un gouvernement de coalition avec les Coréens du Nord et menacer, en cas de refus, de couper toutes nos livraisons d'armes et de fournitures. La seule différence entre la guerre menée par la Russie en Chine et sa guerre en Corée a été qu'en Corée, nous avons aidé et armé les Coréens du Sud à se battre contre le communisme, alors qu'en Chine, aussi incroyable que celui puisse paraître, nous avons de fait dit au gouvernement chinois de faire ce que voulait la Russie — s'unifier avec les Communistes. Lorsque Tchang Kaï-tchek a refusé, nous l'avons désarmé.

FIGURE 3.1 – Photographie de Tchang Kaï-tchek en 1943. Source : Wikipedia.

Quels étaient les objectifs du Japon en Chine ? En 1931, il envahit la Mandchourie et procéda rapidement à la conquête de cette riche province, établissant un gouvernement marionnette. Puis, en 1937, le Japon a envahi de nouveau la Chine et a au cours d'une lutte longue et sanglante conquis l'ensemble de la région côtière de la Chine, aussi loin que Canton, au Sud. À Nankin, le Japon établit un autre gouvernement fantoche, qu'il dénomma gouvernement de la Chine. Il est difficile de savoir jusqu'où le Japon aurait pu aller. L'entreprise fut interrompue, et enrayée définitivement par la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle les États-Unis firent apparition dans le Pacifique comme conquérants du Japon. La petite carte qui suit va permettre au lecteur de se représenter la Chine et des sections de ce pays que le Japon avait convoitées, conquises, et continua de conserver jusqu'en 1945, jusqu'à ce que sa défaite face aux armées étasuniennes l'oblige à les évacuer.

Mais qu'est-ce qui attirait la Russie en Chine ? Ses ambitions étaient très anciennes. Mais avec la montée du Parti Communiste chinois, elles se trouvèrent quelque peu modifiées. La Russie, au travers de ses vastes domaines de Sibérie, jouxte toute la frontière Nord de la Chine, jusqu'à l'Océan Pacifique. La Russie convoitait les provinces de Mandchourie, de Mongolie Extérieure, et du Xinjiang, qui s'étendent le long de la frontière Nord de la Chine tout au long de la frontière avec la Sibérie. La carte qui suit illustre cette situation.

La Russie avait jadis détenu la Mongolie Extérieure sous un régime de protectorat, durant le règne des Tsars (en 1912-1913). Elle l'avait perdue durant la Révolution russe. Lorsque des pans entiers de l'Armée Blanche s'étaient enfuis en Mongolie, l'Armée Rouge avait été envoyée là-bas, et y était restée jusqu'en 1925. La Mongolie avait été transformée en dépendance russe, et fut le premier pays hors de Russie à devenir l'une des régions de la zone soviétique. Elle est restée une province chinoise, mais une dépendance soviétique.

Quant au Xinjiang, la Russie tsariste avait des années durant

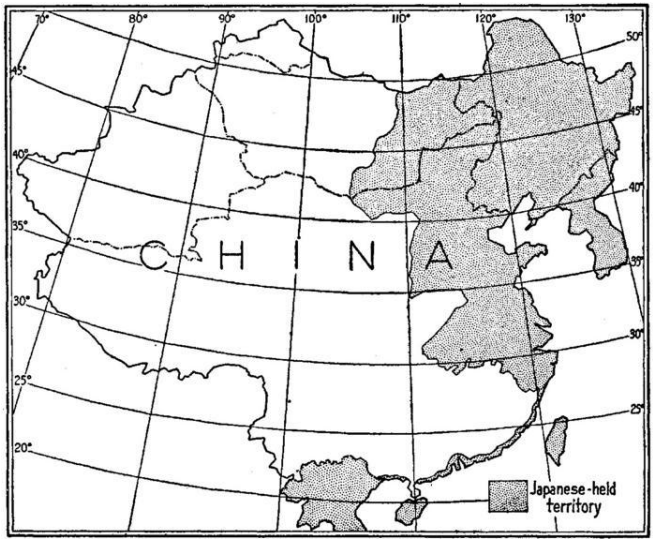

FIGURE 3.2 – Les régions conquises par le Japon en Chine jusque 1945.

essayé de l'annexer. La Russie soviétique poursuivit la même politique. La Russie tsariste avait été expulsée de Mandchourie par les Japonais en 1905, et avait perdu Port-Arthur, Dairen, ainsi que le port de l'Île de Sakhaline, dont elle s'était emparé des années plus tôt. Mais la Russie soviétique n'avait jamais renoncé à ses desseins consistant à récupérer ses territoires « perdus. »

Outre ce point, les Soviétiques chérissaient l'ambition de convertir ce qui restait de la Chine en rempart communiste en Asie. Ainsi, les ambitions de la Russie en Chine étaient de transformer tout le Nord de la Chine — le Xinjiang, la Mongolie et la Mandchourie — en strictes dépendances de la Russie, et de convertir ce qui restait de la Chine en satellite communiste.

Le *Times* de New York (l'édition du 22 avril 1940) a imprimé

FIGURE 3.3 – Les régions de Chine convoitées par les Soviétiques.

une dépêche en provenance de Chine, affirmant qu'au Xinjiang, des conducteurs de camions soviétiques distribuaient des cartes de la Chine telles que les Soviétiques voulaient qu'elle soit. Une ligne pointillée montrait les frontières proposées entre la Sibérie et la Chine. Du côté soviétique de cette ligne, se trouvaient la plus grande partie du Xinjiang, l'ensemble de la Mongolie et une partie de la Mongolie Intérieure. La Mandchourie n'y figurait pas, car la Russie était alliée au Japon et avait déjà reconnu la Mandchourie (le Mandchouko) comme japonaise. Frederick Vanderbilt Field, sur du papier à lettre de l'*Institute of Pacific Relations*, écrivit une lettre cinglante au *Times*, qualifiant le récit publié de « falsification malhabile », et le *New Masses* communiste y alla de ses propres dénonciations. Et pourtant, c'est ce qui s'est produit.

Il est intéressant de noter que de nombreuses années avant que le Japon frappe la Chine, ces rêves communistes étaient déjà en cours d'exploitation. Le premier ouvrage écrit par M. Owen Lattimore — *Desert Road to Turkestan* (1928) — et son second — *Mongols of Mandchouria* (1934) — contiennent des observations intéressantes sur ces provinces. Au sein de ces deux ouvrages, il a insisté sur le fait que les habitants de ces provinces n'étaient pas du tout Chinois, ce qui correspondait parfaitement avec les intentions russes de s'en emparer. Au sujet de la Russie, il a écrit :

> Par la critique d'un type courant de Russe... que l'on peut trouver en Mongolie ou dans le Turkestan chinois (le Xinjiang), je ne désire pas implicitement condamner l'influence soviétique sur la Mongolie Extérieure... Si je devais en juger depuis l'extérieur, je serais enclin à affirmer qu'il s'agit d'*une situation très forte du point de vue de la position soviétique* (Emphase ajoutée par l'auteur) [1].

Dans un ouvrage ultérieur — *Mandchuria, Cradle of Conflict* (1935) — Lattimore fait sans arrêt mention avec indulgence des intérêts et ambitions manifestés par la Russie envers la Mandchourie, alors que la Chine se trouve de fait *décrite comme agresseur, sans droits sur la Mandchourie en tant que domaine chinois.* Il se fait expansif au sujet de la Russie :

> La Russie apparaît comme la seule nation du monde moderne qui soit assez « jeune » pour disposer d'« hommes du destin. » Elle crée son Lénine et son Staline... La Russie, davantage que la Chine et davantage que toute nation occidentale, est lancée sur une carrière de croissance et elle va grandir, nonobstant l'identité de son dirigeant [2].

1. *Desert Road to Turkestan*, par Owen Lattimore (Boston, 1928), p. 247.
2. *Manchuria, Cradle of Conflict*, Owen Lattimore (Rev. 1935), p. 293.

La prophétie de Lattimore s'est avérée tout à fait juste. Il est intéressant qu'il n'y ait rien à trouver dans son texte montrant la moindre désapprobation envers la Russie, alors que la Chine, qui s'apprête à devenir la victime de cette « croissance, » est qualifiée par des adjectifs tels qu'« agressive, » « expantionniste, » et « affirmée. »

Je me suis attardé sur ce sujet, afin de corriger l'impression aux États-Unis que le Japon pousse ses ambitions contre le territoire chinois, mais que la Russie, à contrario, est un voisin amical de la Chine. La Russie entretient des ambitions agressives plus anciennes que celles du Japon, et tout aussi étendues, mais nos radicaux étasuniens refusent de le reconnaître. Il est tout à fait frappant qu'en fin de compte, le Japon a perdu sa guerre de conquête à l'Est de la Chine, cependant que la Russie a presque achevé la sienne au Nord. À cet égard, nous disposons d'une autorité en la personne de Dean Acheson, ni plus ni moins qu'un secrétaire d'État, qui a affirmé le 12 janvier 1950, lors d'une allocution prononcée face au *National Press Club* :

> Ce qui se passe en Chine est que l'Union soviétique détache les provinces chinoises du Nord de ce pays, et les attache à l'Union soviétique. Ce processus est achevé en Mongolie Extérieure. Il est quasiment achevé en Mandchourie et je suis certain que depuis la Mongolie Intérieure et le Xinjiang, les agents soviétiques envoient à Moscou des rapports extrêmement satisfaits[3].

Il a reconnu l'immense signification de ceci en ajoutant qu'« il s'agit du fait le plus significatif, le plus important, dans les relations de toute puissance étrangère avec l'Asie. »

Nous pouvons désormais percevoir que lorsque le Japon a envahi la Mandchourie, il ne frappait pas seulement la Chine, mais aussi la Russie, car il s'implantait alors directement dans l'espace des

3. New York Times, 13 janvier 1950.

agressions planifiées par la Russie contre la Mandchourie. De fait, il est tout à fait évident que l'une des raisons qui poussa le Japon à agir fut qu'il savait que s'il ne le faisait pas, la Russie finirait par le faire. En 1931, la Russie était évidemment impuissante à contrer le Japon sur ce terrain. Elle ne put rien faire jusque 1945, après que que les États-Unis ont absolument annihilé la capacité du Japon à faire la guerre. Et lorsque la Russie est arrivée en Mandchourie pour achever son projet à long terme, elle l'a fait en envoyant 1 250 000 soldats russes, *armés par les États-Unis.*

Mais ceci ne dit pas tout des plans nourris par la Russie en Chine. La révolution menée en Chine contre les Mandchous avait été lancée par Sun Yat-sen longtemps avant la révolution communiste en Russie. Elle ne déboucha guère que sur le renversement de la monarchie — et à l'avènement des Seigneurs de guerre. Elle a repris vie aux environs de l'année 1921, lorsque Abram Joffé, ambassadeur de Russie à Pékin et agent communiste, s'associa avec le Dr. Sun dans le Kuomintang. Le Dr. Sun avait lutté des années durant pour trouver le bon véhicule à un mouvement profond. Au mois de janvier 1922, Sun Yat-sen et Abram Joffé publièrent une déclaration commune. Celle-ci affirmait que « Le Dr. Sun soutient que l'ordre communiste, ou même le système soviétique, ne peuvent pas être introduits en Chine », car les conditions sur place ne sont pas réunies pour cela. La déclaration ajoutait que « cette vision est tout à fait partagée par M. Joffé [4]. »

Il estimait que la Chine avait besoin, par-dessus tout, d'une pleine indépendance nationale et d'une unification. Joffé assurait à Sun qu'il pouvait offrir le plein soutien de la Russie. La Russie renonçait généreusement à toute prétention territoriale sur la Mandchourie, et niait tout désir de séparer la Mongolie Extérieure de la Chine. Les communistes étaient autorisés à rejoindre le Kuomintang, mais ce à titre individuel, et non comme représentants d'un parti. Cependant, après quelques années, les communistes avaient

4. *Tinder Box of Asia*, George Sokolsky (1932).

arraché le contrôle du Kuomintang aux groupes modérés. À ce moment, le mentor rouge de la Chine était le célèbre Borodine. Tchang Kaï-tchek, qui avait visité la Russie en 1923, était encore un jeune homme. Une fois rentré en Chine pour diriger une académie militaire, il s'éveilla bientôt aux dangers des desseins communistes. Il dénonça les dirigeants rouges, leva l'alarme face à eux, et déménagea à Nankin où il établit un nouveau gouvernement fondé sur les principes de Sun. Borodine prit hâtivement la fuite, avec ses partenaires communistes. Tchang entreprit alors d'évincer les Seigneurs de guerre militaire qui dépouillaient la Chine.

Dans le même temps, le mouvement communiste en Chine s'était véritablement mis en branle. Mao Zedong et Chu Teh, puis ensuite Chou En-lai, établirent un gouvernement soviétique dans deux provinces centrales de Chine. Cela fut suivi en 1931 par une tentative plus ambitieuse et plus intelligente. Cette année-là, le comité exécutif de l'Internationale communiste de Moscou donna pour instruction à Mao Zedong d'organiser un Soviet sur le modèle russe [5]. Nym Wales, épouse d'Edgar Snow et admiratrice éperdue de l'Armée rouge, en fait mention sous le nom de « Congrès des Soviets de la Chine toute entière [6]. » Un cabinet fut nommé, appelé Soviet des commissaires du peuple, et fut doté du pouvoir de gouverner le pays.

En 1940, Mao écrivit un livre, qui fut vendu dans la bibliothèque *Daily Worker* de New York, sous le titre *The New Democracy.* Il était précédé d'une introduction écrite par Earl Browder. En voici quelques extraits :

« Le monde dépend désormais pour son salut du communisme, et il en va de même pour la Chine. »

« Nous ne pouvons pas nous séparer de l'assistance de l'Union soviétique. »

5. *Soviet Russia and the Far East*, David J. Dallin (New Haven, 1948).
6. *Inside Red China*, Nym Wales (N. Y., 1939).

« Qu'importe qui vous suivez, dès lors que vous êtes anti-communiste, vous êtes un traître. »

En 1933, le Komintern, organisation officielle de l'Internationale rouge, adopta cet hommage en fidélité à Mao et à ses collègues :

> Depuis l'époque de la douzième plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste, et jusqu'à présent, il n'y a eu et il n'y a aucune déviation politique importante, ni aucune faction ou groupe anti-parti au sein du parti communiste chinois [7].

Au cours de la même année, le parti chinois envoya un message à Staline : « Amène-nous, ô notre pilote, de victoire en victoire ! [8]. » En 1935, Mao et Chou En-lai furent élus au Comité exécutif de l'Internationale de Moscou. Ils restèrent membres de ce comité jusqu'à sa dissolution, en 1943.

Je cite tous ces éléments pour montrer que les communistes chinois étaient tout à fait francs, non seulement pour s'auto-qualifier de communistes, et à adhérer aux doctrines communistes orthodoxes, mais également dans leur soumission à la direction de Staline. Pourtant, comme nous le verrons, les dirigeants du département d'État des États-Unis et une vaste clique de correspondants de journaux et de magazines étasuniens allaient imprimer aux esprits non seulement du peuple étasunien, mais de nombre des dirigeants du gouvernement, l'incroyable arnaque selon laquelle les communistes chinois n'étaient pas vraiment communistes, mais des « démocrates à l'ancienne » et des « réformateurs agraires. »

Il était bien sûr possible, en 1943, en 1945 et même plus tard, pour divers journalistes et hommes politiques de nous assurer que Mao Zedong et son mouvement n'étaient pas communistes. Pour le général George C. Marshall, il restait possible, malgré des éléments

7. Cité par Dallin du *Kommunistichesky Internatsional* (1933), No. 34, pp. 10-12.

8. Citation par Dallin du 17ème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Stenog, Report, p. 1323.

écrasants, de tourner en ridicule un observateur basé à Hong Kong qui en 1946 avait qualifié Mao et ses adeptes de communistes. « Ne soyez pas ridicule, » affirma le général. « Ces gars ne sont guère que des réformateurs agraires à l'ancienne [9]. » Mais aucun homme sensé ne peut plus affirmer cela de nos jours. Désormais, toutes les sombres prédictions de ceux qui insistaient pour reconnaître ces révolutionnaires chinois pour ce qu'ils étaient ont été réalisées à la lettre. Désormais, nous savons que ceux qui ont réfuté que le soulèvement en Chine était une véritable insurrection communiste, et qui avaient insisté sur l'idée que ses dirigeants n'étaient pas soumis à la Russie, et que nous pouvions sans problème conclure des affaires avec eux avaient, pour dire le moins, désespérément et tragiquement tort.

Il faut conserver à l'esprit ce bref résumé de cet épisode afin de comprendre la thèse que je propose d'avancer dans le présent ouvrage, et dont tout ceci n'est guère que le contexte.

En 1934, Tchang Kaï-tchek avait réussi à battre les Communistes dans leur principale place forte, la province centrale du Kiangsi. À ce stade, Mao Zedong et Chu Teh brisèrent avec 20 000 soldats l'encerclement de Tchang et commencèrent leur dite « Longue Marche » vers les provinces de Shensi et de Kansu, au Nord-Est, où ils établirent un nouveau gouvernement de Soviet avec pour capitale Yenan. Vingt-mille soldats communistes commencèrent cette « Longue Marche » et « 10000 » d'entre eux survécurent au voyage d'un an jusque Yenan. En 1936, le gouvernement révolutionnaire dans le Nord-Ouest était solidement établi, et le parti communiste était le seul parti communiste au monde à être armé, en dehors de la Russie.

Néanmoins, les communistes étaient très affaiblis. Malgré les récits énoncés par nos correspondants, le général Claire Chennault affirme qu'ils étaient désespérément poussés par les nécessités de la

9. Ces propos ont été rapportés à l'auteur par l'observateur lui-même.

vie[10]. De fait, à ce stade, Mao demanda un armistice à Tchang — il était prêt à tendre la main au gouvernement. En 1937, Tchang accepta, pourvu que les Rouges laissassent leurs armées sous le commandement du gouvernement national, dissolvent ledit Soviet chinois, missent fin à la lutte des classes et cessassent leur propagande communiste. Cela fut rejeté.

Puis, en 1937, les Japonais menèrent une seconde offensive, au pont Marco Polo. La Chine était désormais dans une situation désespérée. Tchang demanda l'aide de la Société des Nations. Chennault affirme que seule la Russie répondit — elle envoya deux escadrilles de chasseurs au gouvernement central et accorda par la suite un crédit de 22 millions de dollars et 400 avions de combat, ainsi qu'un peu d'artillerie anti-aérienne[11]. La seconde invasion japonaise avait créé une crise pour l'ensemble des parties — la Russie, le gouvernement nationaliste, et les Rouges chinois. Les Communistes chinois reçurent pour instruction de coopérer avec le gouvernement chinois. Et c'est ce qu'ils firent, sous pression de la crise en cours. Mais Mao préparait une directive secrète qui fut remise à ses adeptes. Il affirma :

> La guerre sino-japonaise fournit à notre parti une excellente opportunité d'expansion... la première étape est une étape de compromission... mais en réalité elle tiendra lieu de camouflage à l'existence et au développement de notre parti. La seconde [étape]... devrait être consacrée à établir les fondations des pouvoirs politiques et militaires de notre parti... jusqu'à ce que nous puissions répondre et briser le Kuomintang. La troisième étape est offensive... au cours de laquelle nos forces devraient pénétrer le centre de la Chine... isoler et disperser [les armées du gouvernement central] jusqu'à ce que nous soyons prêts pour la contre-offensive

10. , Claire Lee Chennault (N. Y., 1949).
11. Ibid.

> et arrachions les clés du gouvernement des mains du Kuomintang [12].

Le gouvernement nationaliste ne se laissa pas « briser ». Il finit par s'établir à Chungking et survécut à la seconde guerre mondiale.

En 1939, la situation changea avec la conclusion du pacte entre Hitler et Staline. La Russie était en guerre aux côtés de l'Allemagne. Le parti communiste cessa pour la plus grande partie de se battre contre les Japonais, ignora les ordres émis par le gouvernement nationaliste, et attaqua les armées du gouvernement aux endroits où elles étaient les plus faibles. En 1941, lorsque Hitler se retourna contre son soi-disant allié, le communisme s'impliqua dans une lutte pour la survie jusqu'en Russie. Les communistes chinois s'étaient alors éparpillés en un grand nombre de zones de guérillas sur le territoire chinois, et s'engagèrent dans une guerre âpre contre les guérillas nationalistes. Ils ne prirent quasiment aucune part dans la lutte contre les Japonais. Les grandes histoires qui énoncent le contraire relèvent de la pure invention. Ils consacrèrent leurs énergies presque entièrement à lutter contre le gouvernement pour des portions de Chine orientale situées entre les voies ferrées, tenues par les Japonais.

La situation dériva ainsi jusque l'année 1943, lorsque des conditions totalement nouvelles émergèrent, et que la Russie et ses satellites chinois apparurent avec un nouveau plan.

12. Documents au sujet du problème du parti communiste chinois (Chungking, 1944).

Chapitre 4

Deux grands Desseins

Entre le mois de juin 1941 et la fin de l'année 1942, les armées russes subirent le massacre le plus massif de l'histoire, des désastres et des pertes terrifiants, se terminant par l'assaut immense mené sur Stalingrad. Cependant, à la mi-novembre de l'année 1942, les Russes lancèrent une contre-offensive depuis Stalingrad. À ce moment, les grandes pertes en hommes et en équipements subies par les armées de Hitler commencèrent à apparaître. Dans l'intervalle, les efforts colossaux et effrénés réalisés par les États-Unis débouchèrent sur ce qui fut appelé le « miracle de la production. » Une grande armée s'accumula en Grande-Bretagne en vue d'une invasion de la France, et bientôt les campagnes militaires et maritimes croissantes de MacArthur et de Nimitz dans le Pacifique se mirent à détruire les matériels japonais à un rythme plus rapide que celui de la production de ce pays.

Au cours des premiers mois de l'année 1943, Staline fut donc en mesure de sortir son esprit épuisé de l'horreur d'une défaite en approche, et de diriger son attention sur les fruits de la victoire à venir. Il pouvait à présent revenir au rêve soviétique classique d'un empire Rouge. Et à ce stade, Staline se mit à révéler ses plans pour

le monde d'après la victoire.

Le président Roosevelt était également occupé par la forme que prendrait la victoire. Le *Times* de New York et le *Herald Tribune* — d'anciens camarades de la Société des Nations — imprimaient de longues discussions autour d'un monde unifié sous le règne de la loi. Puis, au mois d'avril 1943, le *Saturday Evening Post* imprima un article signé de Forrest Davis [1] décrivant le rêve de victoire de Roosevelt. Il s'agissait de toute évidence d'un article inspiré directement par la Maison-Blanche. Roosevelt, nous informait-on, nourrissait un Grand Dessein. Il s'agissait d'un projet pour les Nations Unies. Mais Roosevelt était convaincu que ceci ne fonctionnerait que si Staline s'y inscrivait comme partenaire sincère et volontaire. Il décida par conséquent de cultiver la bonne volonté de Staline. Il savait qu'il allait falloir qu'il vende son Grand Dessein à Staline. Et il allait devoir vendre Staline au peuple étasunien. Au cours des 22 mois durant lesquels Staline avait été allié de Hitler, Roosevelt avait déversé un torrent d'invectives sur la tête du dictateur russe. Bien sûr, nous avions déjà fermé les vannes de ce torrent lorsque Hitler s'était retourné contre Staline. En l'espace d'une nuit, nous commençâmes à transformer le « diable-camarade du Führer assoiffé de sang » en un dirigeant épris de liberté de l'une des plus grandes démocraties. Il s'agissait bien sûr d'un travail de longue haleine. Mais désormais, Roosevelt se retrouvait confronté à la tâche de faire entrer Staline comme partenaire dans une union de « peuples épris de libertés » et de « nations éprises de libertés », et le travail consistant à vendre Staline et la Russie aux Étasuniens était bien lancé.

Au début de l'année 1943, Roosevelt s'était donc décidé à s'asseoir en face à face avec Staline. Il n'avait pas le moindre doute vis-à-vis du fait qu'il pourrait adoucir Staline et l'amener à rejoindre une grande institution de gouvernement du monde dont lui, Roo-

1. « Roosevelt's World Blueprint », Forrest Davis, *Saturday Evening Post*, 10 avril 1943.

sevelt, serait le dirigeant — Président du Monde. Il s'agissait du grand dessein fatal, et l'ingrédient le plus mortel de ce mélange fut sa décision d'accorder à Staline toutes les concessions imaginables pour l'amener à rallier sa cause.

Mais Staline avait lui aussi un Grand Dessein — pas quelque improvisation hâtive, mais un programme d'expansion du pouvoir soviétique en Europe ainsi qu'en Asie. Il s'agissait du rêve communiste bien mûri, visant à un monde rouge. Aucun homme disposant même de la plus petite compréhension des ambitions de la Russie — dont la plupart avaient été répétées sans détour à de multiples reprises — n'aurait pu entretenir de doute à ce sujet. Staline avait révélé une petite fraction de ces ambitions lorsqu'il avait conclu son accord éhonté avec Hitler. Il avait rapidement envoyé ses armées dans tout territoire qu'il pouvait oser envahir sans soulever de veto de la part de Hitler. Il avait désormais perdu les fruits de son agression, par suite de l'invasion de la Russie par Hitler, mais y avait-il hors de Washington quiconque d'assez crédule pour supposer que Staline avait abandonné ces projets ?

En tous cas, le Grand Dessein de Staline sautait aux yeux. Pour commencer, si possible, il utiliserait sa puissance, créée par la guerre, pour écraser les deux ennemis qu'il craignait aux deux bouts de son vaste empire — l'Allemagne et le Japon. Son objectif inflexible était de conclure une paix carthaginoise avec ces pays une fois qu'il les aurait vaincus — les ruiner militairement, industriellement et politiquement en leur volant leurs ressources matérielles, en détruisant leurs usines de production, en emportant tout ce qui pourrait l'être et en détruisant ce qui resterait sur place.

Deuxièmement, la Russie était déterminée à conserver sous son aile, si possible, tous les pays d'Europe de l'Est aux abords de ses frontières. Et Staline était déterminé à en faire autant en Asie — en commençant par la Chine et la Corée, qui étaient essentielles à ses ambitions sur le Japon, à savoir désarmer ce pays, prendre la Corée, et priver le Japon de son empire asiatique. Il est tout à fait probable que Staline n'ait guère espéré pouvoir mener à bien

cette vaste conquête avec une telle facilité. Il supposait sans doute qu'il allait rester aux États-Unis quelques cerveaux et un certain instinct de sécurité, qui finirait par lui imposer des limites. Il n'aurait guère pu se montrer optimiste au point de supposer qu'il allait jouir d'une coopération aussi totale de la part de son allié crédule de Washington.

Tels étaient les deux Grands Desseins — celui de Roosevelt qui aspirait à une fédération mondiale, avec lui-même trônant en majesté au sommet ; et celui de Staline, visant à mordre un gros morceau du globe vaincu afin d'amener dans son orbite de pouvoir l'Europe de l'Est et la Chine, en maintenant impuissants le Japon et l'Allemagne aux confins Est et Ouest de son empire.

Roosevelt tenait à amener Staline à une conférence au cours de laquelle il était certain de pouvoir convaincre et manœuvrer son antagoniste de fer. Mais Staline avait à chaque fois une bonne raison pour reporter cette rencontre. Ses problèmes se trouvaient sur le champ de bataille. Il mendiait armes et munitions. Ce n'était pas une position propice à s'installer à une table de négociations. Mais au début de l'année 1943, la guerre changea d'aspect, et à l'été 1943, Hitler battait en retraite. L'invasion alliée du continent fut planifiée pour le mois de juin 1944. La marée s'était inversée dans le Pacifique. La défaite ultime du Japon n'était plus qu'une affaire de temps.

Le moment était désormais à portée, où Staline pourrait s'asseoir avec Roosevelt et Churchill. Il allait s'agir d'un gigantesque échange — le Grand Dessein de Roosevelt contre celui de Staline. Et l'échange serait conclu selon les conditions énoncées par Staline. Il allait parvenir à un accord selon lequel il pourrait finir par s'emparer de la Lituanie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Hongrie, de l'Albanie, d'une partie de l'Allemagne aussi importante que possible, et obtenir la destruction de l'Allemagne en tant qu'agent militaire et industriel pour une durée d'un siècle. En Asie, il allait récupérer tout ce que les Tsars avaient perdu au

bénéfice du Japon, et tout ce dont le Japon avait pu s'emparer en Asie, y compris la Chine, un ancrage en Corée, et le démantèlement pour toujours du potentiel militaire du Japon. Pour parvenir à tout ceci, tout ce qu'il avait à faire était d'accepter d'adhérer aux Nations Unies de Roosevelt. Ce faisant, il ne concédait bien sûr rien de concret. Ceci est d'une évidence flagrante de nos jours — à présent que le dessein a été accompli. Sa position aux Nations Unies, disposant d'un droit de veto, allait lui accorder une arme avec laquelle il pourrait paralyser l'action du monde occidental au moyen d'un simple vote. Au mois de juin 1951, à un moment critique, nous avons vu la matérialisation parfaite du rêve insensé de Roosevelt. Nous étions en guerre contre la Russie, exactement comme la Chine était en guerre contre la Russie — la Russie se battant au moyen des armées chinoises communistes. Et à ce moment-là, Malik, le délégué russe, présida les Nations Unies, disposant non seulement de l'autorité de dominer l'administration, mais du pouvoir d'appliquer son veto à toute action que nous pourrions désirer y mener.

La différence saute désormais aux yeux, entre Staline et Roosevelt. Le dessein de Staline était limpide à ses propres yeux, défini jusque dans ses détails, et pour fantastique qu'il puisse nous apparaître, il était réalisable, car il y avait œuvré durant de nombreuses années. Le plan de Roosevelt se résumait à une marotte personnelle, dont il n'avait considéré les détails que vaguement. La structure de ce plan fut définie au sein d'un Département d'État fortement chargé d'amis et d'agents de Staline. Tout ceci serait difficile à croire si nous ne disposions pas face à nous de l'histoire comme fait accompli pour le constater.

Il ne servira à rien désormais de fulminer contre le sens moral de Staline et de son gouvernement soviétique. Il s'agit du sens moral de la guerre. Nous recrutons des espions, nous corrompons les dirigeants ennemis si nous le pouvons, nous émettons de fausses nouvelles pour tromper l'ennemi. La grande erreur de nos dirigeants résida dans leur échec à comprendre que la Russie était et continue

d'être en guerre contre nous et contre le monde. Nous avons persisté dans l'illusion que nous étions en paix avec elle et qu'elle figurait parmi nos alliés. Nous l'avons traitée en amie et en alliée, et elle nous a traité comme un ennemi. Durant tout ceci, elle poursuivait un objectif bien défini — prendre possession du Nord de la Chine, rendre communiste le reste de la Chine, et amener l'ensemble de la Corée dans l'orbite communiste. Elle avait et continue d'avoir un objectif défini à amener un Japon sans défense dans cette orbite. Et à moins que nous ne nous débarrassions de ce dangereux bagage constitué par les superstitions enfantines nourries par notre gouvernement sur la Russie, et que nous commencions à la percevoir comme une ennemie, Staline va accomplir chacun de ses objectifs. On pouvait refuser de croire à tout cela en 1945. À présent que la Russie a accompli tout ce que l'on sait, il ne s'agit plus d'une supposition. Il s'agit d'un fait qu'il appartient à chacun de constater de ses propres yeux.

Chapitre 5

Les architectes du désastre

Lorsque les généraux auraient accompli leur tâche par la victoire, le travail passerait entre les mains du Département d'État. Les décisions finales, bien entendu, reviendraient au président. Mais il allait s'appuyer sur le Département d'État pour façonner la paix.

Jusque 1944, Cordell Hull avait été secrétaire d'État. Mais à l'issue de sa visite à Moscou du mois de septembre 1943, il se consacra entièrement à la formation des Nations Unies. C'était un homme très malade, et au mois d'octobre 1944, il démissionna pour entrer à l'hôpital, où il resta durant sept mois. Dans les faits, c'est Sumner Welles qui gérait le Département d'État ; il ne lui manquait que le titre officiel. En 1939, lorsque Jim Farley se plaignit auprès de Hull [1] de ses problèmes avec Roosevelt, Hull répondit : « Mon Dieu, Jim ! Vous ne savez pas ce que c'est que les vrais problèmes. Roosevelt me court-circuite en s'adressant à Welles et Berle... il me court-circuite en s'adressant directement à nos ambassadeurs... Il ne me consulte pas ni ne se confie à moi, et je dois trouver mon che-

1. Les divers personnages des administrations Roosevelt et les incidents ici évoqués sont décrits en détail dans l'excellent ouvrage du même auteur, également traduit par nos soins, *Le Mythe Roosevelt*, NdT

min dans l'obscurité[2]. » Hull confirme ce fait dans ses mémoires[3]. Mais avant de démissionner, il régla ses comptes avec Welles. Il contraignit Roosevelt à le renvoyer en 1943.

Une fois Welles hors circuit, Edward Stettinius devint sous-secrétaire et après la démission de Hull en 1944, Stettinius grimpa au poste de Secrétaire d'État. Stettinius dut cette promotion au fait qu'il était le fils d'un homme riche — son père était associé de J.P. Morgan — ainsi qu'au fait que Stettinius et la firme Morgan étaient pleinement en accord avec la politique étrangère menée par Roosevelt. C'était un homme agréable, féru de vie nocturne et assez brillant, sans exagération. Il devint une sorte de protégé et de financier pour Harry Hopkins. Il consacrait presque l'intégralité de son temps à porter des messages de Roosevelt auprès des conférences internationales. Lorsque Stettinius devint Secrétaire d'État, Joseph C. Grew, qui avait été notre ambassadeur au Japon durant de nombreuses années, fut nommé sous-secrétaire. Il ne resta à ce poste que durant neuf mois.

Dean Acheson fut nommé assistant au Secrétaire d'État en 1941. Lorsque Grew démissionna en 1945, il devint sous-secrétaire et resta à son poste durant le mandat de secrétaire de James F. Byrnes, et durant une partie de celui de George C. Marshall. En 1949, Acheson, autour de qui les controverses ont tourbillonné durant de nombreuses années, devint Secrétaire d'État après la démission de Marshall. Dès qu'il entra au Département, en 1941, Acheson commença à faire sentir sa présence. Il s'occupa principalement du personnel, en faisant croître ses influences au sein du Département de manière de plus en plus énergique. Il y parvint surtout une fois Welles parti.

Cette influence penchait vers une politique modérée envers la Russie. Adloph Berle, qui avait été assistant au Secrétaire d'État, a témoigné :

2. *Jim Farley's Story*, James A. Farley (N. Y., 1948), p. 233.
3. *Memoirs of Cordell Hull*, (N. Y., 1948), p. 1227.

> Comme beaucoup de gens le savent, selon moi, à l'automne 1944, il y eut une différence d'opinions au sein du Département d'État. J'estimais que les Russes n'allaient pas se montrer sympathiques ou coopératifs. La victoire était alors assurée, mais pas totale, et les rapports émis par les renseignements dont j'étais responsable, entre autres choses, indiquaient une politique très agressive, absolument pas alignée sur la forme de coopération que chacun espérait, et je me fis l'avocat d'une confrontation bien tranchée à ce moment-là, c'est-à-dire au moment où notre position était la plus forte. Le groupe opposé au sein du Département d'État était surtout composé des hommes du groupe de M. Acheson, bien entendu, avec M. Hiss comme assistant principal sur ce sujet. . . . J'ai perdu ce combat, et me suis rendu de ce fait ensuite au Brésil, ce qui mit fin à ma carrière diplomatique [4].

Comme nous nous intéressons ici aux événements qui se produisirent en Extrême-Orient, il nous faut identifier l'organisme qui, au sein du Département d'État, avait en charge l'Extrême-Orient. Notre Département d'État est une institution immense. Elle dépense environ 350 millions de dollars par an, et emploie les services de milliers d'employés à Washington et partout dans le monde.

Il n'est pas nécessaire d'errer dans les couloirs de ce vaste établissement pour déterminer quels dirigeants nous intéressent ici. Qui s'intéressait, par exemple, à façonner la politique étasunienne en Chine n'avait pas besoin de convaincre l'ensemble du personnel du Département d'État. Le Département se divise en de nombreux bureaux. L'un de ces bureaux est la Division Extrême-Orient. Si une école de pensée sur les relations en Extrême-Orient parvient à placer son homme à la tête de ce département, le travail est bien en-

4. Témoignage devant le Comité de la Chambre sur les activités anti-américaines, 30 août 1948.

tamé. Jusqu'en 1944, ce fut Joseph W. Ballantine qui la dirigea. Au sein de ce département, on trouvait une section dédiée à la Chine. John Carter Vincent la dirigeait. Une autre division était consacrée aux affaires politiques. Alger Hiss était adjoint au directeur, puis directeur, de cette division-là.

M. Ballantine ne succomba pas aux idées singulières des Acheson, des globalistes et des pro-roses. Il fut par conséquent muté à un autre poste, et ce fut John Carter Vincent qui fut placé à la tête de l'ensemble de la Division Extrême-Orient en 1945. Il n'est pas nécessaire que je précise que Vincent était tout à fait en ligne avec les idées de M. Acheson, et allait même jusqu'à les dépasser largement. Il était absolument anti-Tchang Kaï-tchek et pro-Mao Zedong. Je n'affirme pas qu'il était communiste. J'affirme qu'il préférait les communistes en Chine au gouvernement nationaliste, et qu'il jeta dans cette lutte tout le pouvoir, l'influence et les structures de la Division Extrême-Orient. Vincent fut par la suite récompensé par un poste important de représentant en Suisse. Pour des raisons qui n'ont pas été divulguées, il a récemment été rétrogradé dans un bureau consulaire lointain, à Tanger, à un moment où un comité du Sénat désirait l'interroger.

Bien sûr la Division employait un grand nombre de personnes. Nous pouvons cependant être certains que le personnel était bien instruit de ses missions. En fait, le Département d'État était dans une certaine mesure envahi de gens étranges. À une période — en 1947 — suite à une investigation que le Département, sous pression du Congrès, fut contraint de mener dans ses propres affaires, 203 membres de son personnel furent congédiés d'un coup. Parmi eux, quelque 91 personnes furent congédiées parce qu'elles étaient homosexuelles — un contingent plutôt important — et les autres, 112 personnes, parce qu'elles présentaient des risques de sécurité [5]. Ils étaient tellement dangereux qu'un Département d'État qui pouvait

5. Témoignage produit devant le sous-comité du comité aux appropriations du Sénat, 28 février 1950.

tolérer un grand nombre de sympathisants Rouges soviétiques et chinois les expulsa malgré tout.

On trouvait une autre division d'une importance primordiale — la Division des affaires politiques. Alger Hiss avait d'abord été directeur adjoint, puis directeur de cette division. Il s'agissait de l'homme du Département le plus proche d'Acheson, qui s'appuyait largement sur lui. On ne peut être que surpris lorsque l'on s'attarde sur ce jeune homme d'apparence modérée, et érudite, qui promut si hardiment à chaque occasion les intérêts de son maître, le gouvernement russe. Il établit un plan de réorganisation du Département d'État. Un autre dirigeant du département émit des protestations face au plan, indiquant qu'il était intelligemment conçu afin d'accorder à Hiss et à son groupe « un contrôle stupéfiant sur le Département. » Cela se produisit en 1946, et il fut aussitôt suggéré que l'affaire soit portée à l'attention du FBI.

Le Département disposait d'un Comité de Coordination, dont Dean Acheson était le président. Hiss et John Carter Vincent étaient également membres. Ses pouvoirs étaient immenses au sein du Département. Comme énoncé dans le Répertoire du Congrès, il avait « la responsabilité d'examiner les affaires de politique ou les actions et questions des relations entre bureaux, à lui rapportées par le Secrétaire, le Sous-Secrétaire et le Comité du Personnel du Secrétaire, ou initiés par les membres » (du Comité de Coordination.) Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'à ce stade, Acheson était l'homme le plus puissant du Département dans son impact sur la politique, et que Hiss était le second homme le plus puissant derrière lui.

Nonobstant ce que les autres pouvaient penser de lui, Acheson avait absolument gagné l'estime des Communistes étasuniens. L'édition du 7 juin 1945 du *Daily Worker* affirmait qu'Acheson était « l'un des hommes les plus visionnaires du Département d'État. »

Le Département d'État disposait d'agences diplomatiques en Chine. Outre les hommes en poste dans ces consulats, on trouvait une suite de correspondants de journaux et de magazines, dont certains se trouvaient sur place parce qu'ils étaient nés en Chine

ou parce qu'ils s'y étaient rendus pour d'autres raisons, et étaient devenus utiles comme correspondants ; d'autres encore étaient des étudiants ou des apôtres enflammés de la grande révolution communiste. L'une des personnes exerçant une profonde influence sur les correspondants était Agnes Smedley, qui était de fait un agent communiste, bien que cela fût toujours réfuté. Il s'agissait apparemment d'une femme dotée d'une ferveur chaude et contagieuse, profondément convaincue de la mission sacrée qui était celle des Rouges. Il y en avait d'autres, tous conscients à des degrés divers des pêchés du Kuomintang et des vertus des Communistes.

Pour ce qui est de nos propres agents en Chine, leur positionnement ne fait aucun doute. En annexe au (tristement) célèbre Livre Blanc sur la Chine[6] produit par le Département d'État, on trouve des passages de dépêches envoyées à Washington par les agents du Service Étranger en Chine. L'un des plus importants de ces agents était John P. Davies. Le 24 juin 1943, Davies écrivit que les révolutionnaires chinois étaient en train d'abandonner le concept de révolution mondiale, et se dirigeaient vers le nationalisme. Il envoya plusieurs dépêches en 1944 et en 1945, indiquant que le gouvernement nationaliste s'émiettait et se décomposait. Il n'avait de cesse de souligner la corruption du gouvernement central. Le Kuomintang, d'après ses rapports, perdait le respect et le soutien du peuple du fait de ses politiques égoïstes, cependant que la mégalomanie de Tchang et son adoption de la posture du « sage » lui avaient fait perdre le respect de nombre de ses anciens admirateurs. Il y avait un catalogue sans fin des défauts et des vices des dirigeants du Kuomintang — qui désiraient se maintenir au pouvoir.

D'un autre côté, Davies s'appesantissait sur les bons points des Communistes. Il avertit que Tchang userait de toute tentative pour « nous impliquer dans un soutien actif du gouvernement central. »

Le 15 novembre 1944, il écrivit au Département d'État : « Nous

6. *United States Relations with China* (The White Paper), Département d'État (Washington, 1949), pp. 564-576.

ne devrions pas abandonner Tchang. Agir ainsi à ce stade nous ferait perdre davantage que ce que nous aurions à y gagner… Mais nous devons nous montrer réalistes. Nous ne devons pas souscrire à un régime politiquement failli… Un gouvernement chinois de coalition au sein duquel les Communistes trouvent une place satisfaisante est la solution qui est la plus désirable pour nous à cette impasse[7]. »

On se demande comment les hommes supposés être rompus à articuler et gérer les mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie purent, durant un moment, supposer qu'une quelconque coalition serait possible entre les Communistes et quiconque, sauf selon des termes qui leurs permettraient de balayer leurs partenaires. Ces insensés persistaient à parler des Communistes comme s'il s'agissait simplement d'un parti politique, et non d'une armée révolutionnaire. Tchang Kaï-tchek était toujours prêt à faire entrer les Communistes au gouvernement dans une tentative d'unité contre les Japonais. Mais les Communistes n'acceptèrent jamais de se cantonner à cela. Ils voulaient entrer au gouvernement avec leur armée intacte. Et durant toutes ces manœuvres pitoyables de la part du Département d'État, on restait toujours aveugle au fait brut que nous avons décrit au chapitre trois du présent ouvrage — à savoir que Tchang se battait sur deux fronts, un contre le Japon et l'autre contre la Russie — et qu'il se devait de remporter les deux guerres. Tchang était pressé par les dupes de notre Département d'État d'abandonner sa guerre contre les Communistes pour centrer son attention sur les Japonais. Après 1943, cette proposition relevait de la folie.

Après tout, Tchang Kaï-tchek était un dirigeant chinois. Il était tout à fait correct de notre part d'estimer que la guerre était favorable aux intérêts étasuniens, et pour la Russie de suivre également ses propres intérêts. Mais il semble que le fait que Tchang réfléchissait selon les termes des intérêts de la Chine constituait un crime.

7. Ibid., p. 574.

Le pays de Tchang était envahi par les Japonais. Comme l'a rappelé l'amiral Leahy, il tint en respect une immense armée constituée de deux millions de soldats japonais en Chine, pendant que nous nous battions dans le Pacifique[8]. Ce ne fut pas rien. Mais ces étranges dupes du Département d'État ne semblèrent pas penser qu'il y avait quoi que ce fût de néfaste à voir la Russie non seulement rester en dehors de la guerre japonaise en Chine, mais aller jusqu'à reconnaître le Mandchouko et à vivre comme une sorte de semi-alliée du Japon. Eugene Dennis, le dirigeant communiste aux États-Unis, dénonça même une fois Sumner Welles « pour tentative d'entrave dans les relations amicales entre l'URSS et le Japon. »

John Stewart Service, un autre dirigeant du Département d'État en Chine, exploitait continuellement la ligne communiste. Il rapportait à Washington que les agents et correspondants étasuniens visitant la région communiste convenaient tous que les Rouges se battaient activement contre les Japonais, que leur révolution avait été modérée et démocratique, que les gens du peuple, pour la première fois, avaient reçu de la part des Rouges une raison pour laquelle se battre. De l'autre côté, il rapportait que le Kuomintang était au bord de l'effondrement en 1944, que le gouvernement était rongé de haut en bas par la corruption à une échelle sans précédent, et que tous — paysans, classes salariées, groupes professionnels — avaient perdu tout respect pour le Kuomintang. Il accusait également Tchang de mégalomanie. Service adopta une étrange position de compromis en référence à une publication pro-communiste du nom d'*Amerasia*, que nous allons examiner plus loin.

Nous ne citons ici que des exemples des rapports qui affluaient de la part de Messieurs Davies, Service et Raymond Ludden. Le 14 février 1944, Service et Ludden câblèrent bel et bien au Département que le temps était arrivé d'abandonner Tchang Kaï-tchek et de faire en Chine ce que nous avions fait pour Tito en Yougoslavie[9].

8. *I Was There*, par l'amiral William D. Leahy (N. Y., 1950), p. 202.
9. *U.S. Relations with China*, p. 567-576.

Le grand enseignement de la guerre est que dans la conduite de ses affaires étrangères, le gouvernement des États-Unis doit disposer d'un Département d'État composé d'hommes et de femmes qui raisonnent en tant qu'Étasuniens, qui représentent les États-Unis, et que l'on ne saurait laisser se faire bercer par les rêves, les ambitions et les projets d'autres nations, au point de devenir les agents de ces nations.

L'ensemble de l'attitude de notre gouvernement vis à vis de l'Orient était illustré par des stratagèmes tels qu'envoyer Henry Wallace en mission en Sibérie et en Chine en 1944. Après un mois en Sibérie et quelques jours en Chine, il était prêt à écrire un livre sur le sujet, faisant les éloges de la Sibérie soviétique [10].

Le processus suivant lequel des esprits comme celui d'Acheson et ses satellites intellectuels au Département et en Chine parvinrent à ces visions pathétiquement déformées au sujet de la Chine et de la Russie est relativement plus compréhensible de nos jours qu'il ne l'était il y a quelques années. Il y a une chose que nous pourrions appeler culte de l'intellectualisme, qui intègre de nombreuses personnes qui ne sont pas des intellectuels. Il comprend des âmes très élevées qui se perçoivent comme nageant dans un ether plus lumineux que l'âpre atmosphère qui enveloppe la réalité. Pour beaucoup d'entre eux, ce n'est guère qu'une posture. Il y avait d'autres personnes qui voyaient en Russie un mélange de bons et de mauvais éléments et qui s'imaginaient que, par quelque alchimie, les mauvais pourraient un jour se trouver éliminés, et les bons prendre les commandes. Et au fond de toute cette notion, se trouvait la conviction que la société était désormais hors de contrôle, que la société moderne contient tellement d'éléments hostiles qu'il n'y a aucun moyen d'assurer l'ordre et la paix, ni d'assurer à chacun une belle vie, sauf suivant l'hypothèse du contrôle par les « experts » pour produire une société planifiée. Ces gens ont réussi à édifier et à habiller cette notion d'une telle manière qu'ils pourraient la soutenir

10. *Soviet Asia Mission*, Henry A. Wallace (N. Y., 1946).

sans même se faire qualifier de socialistes. Ils ont vu en Russie une expérience historique et dramatique, visant à produire une belle vie suivant une société planifiée. Il s'agissait d'une première ébauche, pleine de trébuchements et de pièges. Ils avaient voulu excuser les erreurs, et mêmes les cruautés des expérimentateurs de Moscou, en espérant qu'en sortirait quelque chose que le monde pourrait utiliser.

Ils réfutent avec indignation la qualification de communisme. Ils n'aiment même pas être appelés socialistes. Le terme de « société planifiée » leur plaît, exprime leur philosophie sans la teinte prolétaire et sale des étiquettes du socialisme ou du communisme. Le remodelage de la société est un ouvrage qui n'est pas à laisser aux prêcheurs de rue fulminants d'Union Square, mais aux ingénieurs, aux scientifiques, aux philosophes et aux experts dans leur ensemble. Il s'agit en réalité d'un socialisme en habits de soirée. La vérité est que dans certains cercles, il est tout simplement devenu démodé de croire en la chose que nous appelons capitalisme. Ce n'est pas la mode de croire au communisme. Mais c'est une marque des grands esprits de ne pas se montrer étroitement intolérants au communisme, et au sein de cette noblesse, il est devenu un peu vulgaire de défendre le capitalisme. Lorsque nous ajoutons à ceci le fait qu'aux États-Unis, les communistes et ceux qui leur sont proches disposent d'environ un million de voix lors des élections, distribuées dans les bureaux de vote critiques de quelques États industriels, nous pouvons commencer à percevoir comment ce mélange de nobles philosophie et de basse politique a pu produire cette étrange tolérance envers Staline et son gang.

Cette étrange myopie se répandit comme une peste sur les esprits de Washington. Hopkins fut envoyé en hâte à Moscou dès qu'Hitler eut envahi la Russie. À son retour, Roosevelt affirma : « Harry et l'Oncle Joe se sont entendus comme des larrons en foire. Ils sont devenus copains. » Hopkins affirma : « Il est ridicule de penser à Staline comme à un Communiste. C'est un nationaliste russe. » Harriman affirma la même chose — Staline n'était pas un

révolutionnaire communiste, mais juste un nationaliste. Roosevelt assura à des visiteurs que Staline n'était pas du tout communiste, mais simplement un « patriote russe. » Cela devint la ligne établie. Aussi tard que le 14 novembre 1945, après que furent mises au jour tant de preuves de la duplicité de Staline, Acheson se rendit dans une assemblée à Madison Square Garden pour rendre honneur au Doyen Rouge de Canterbury. Il s'exprima face à une foule rouge aux côtés de Paul Robeson, de Corliss Lamont et d'autres, avec sur la scène, autour du hautain Acheson, une guirlande de conspirateurs rouges dont la plupart sont désormais en prison. Il affirma : « Il y a par exemple le fait que jamais, en aucun endroit du globe, les intérêts vitaux des peuples étasunien et russe n'ont été en conflit ou antagonistes... et il n'existe aucune raison objective de supposer que cela devrait se produire de nos jours ou à l'avenir [11]. » Même jusqu'au moment du débat sur la Corée, Acheson affirma devant les Nations Unies, après que les Soviétiques ont amassé une pile de preuves de leur duplicité et de leur caractère impitoyable :

> Cette perspective prend en compte la possibilité que le gouvernement soviétique puisse ne pas être intrinsèquement et immuablement engagé à entraver la bonne marche de la paix, et qu'il peut un jour accepter une politique de *vivre et laisser vivre.* Les dirigeants soviétiques sont réalistes au moins à certains égards. Comme nous avons réussi à construire la force économique et défensive nécessaire, il va devenir clair à leurs yeux que le monde non-soviétique ne va ni s'effondrer, ni se démembrer en miettes. Une certaine modification de leurs politiques agressives peut suivre, s'ils reconnaissent alors que les meilleurs intérêts de l'Union soviétique exigent une relation de coopération avec le monde. Le temps peut porter ses effets. Cela ne fait que 33 années que le régime tsariste a été renversé en Russie. Ce n'est qu'une

11. *New York Times*, 15 novembre 1945.

> brève page de l'histoire. Comme tant d'autres mouvements sociaux et politiques avant elle, la révolution soviétique peut changer [12].

Un esprit têtu peut-il aller plus loin que cela dans l'obstination ? Cependant, une chose est claire : Acheson était parvenu à la conclusion que la Russie devait être apaisée, et l'ensemble de notre politique étrangère était fondé sur cette bévue tragique. Il ne fait aucun doute que son intérêt profond pour les devenirs de la Grande-Bretagne s'emmêla également dans cet étrange imbroglio d'erreurs. Le désir de préserver autant que possible l'impérialisme britannique en cours d'effondrement amena sans aucun doute cet homme pétri de si nombreuses loyautés contradictoires à une politique étrangère vouée à l'échec depuis le départ du fait de sa suite d'intérêts mutuellement hostiles.

Il est difficile de croire qu'un homme doté d'une intelligence suffisante pour occuper un poste de bureau subalterne du gouvernement, avec les immenses ressources d'informations contenues dans son département, put échouer à comprendre les objectifs véritables des Soviétiques et de leurs satellites chinois. Il n'y avait en aucun lieu de ce monde de situation plus limpide que celle-ci. En tous cas, quelque tache aveugle étrange et difficile à comprendre devait en son esprit expliquer ce bizarre aveuglement au sujet de tant de personnes dangereuses au sein de son Département. Un verdict de deux contre un, rendu par un jury, puis un verdict unanime rendu par un second jury, après que les preuves les plus directes et les plus convaincantes ont été produites, n'ont pas suffi à révéler la culpabilité de Hiss à cet esprit curieux — un étrange mélange de perspicacité et de bêtise. En presque chaque point où la politique de la Chine était constituée, des hommes s'engageaient dans la fatale décision selon laquelle le dirigeant nationaliste de la Chine devait prendre dans son gouvernement et dans son armée les Communistes, et que ceux-ci n'étaient pas communistes, mais plus dé-

12. Ibid., Sept. 21, 1950.

mocrates que les Nationalistes , et qu'ils n'étaient pas dominés par Moscou.

D'ailleurs, M. Acheson et son témoignage face à l'*Armed Services and Foreign Relations Committee*, lors de l'enquête sur le renvoi de MacArthur, jura qu'il n'était tout bonnement pas vrai qu'un quelconque employé du Département d'État décrivît jamais les Communistes chinois comme des réformateurs agraires. John C. Caldwell, qui dirigeait le programme *Voice of America* en Chine durant la mission du général Marshall, a répondu à cela :

> Lorsque M. Acheson affirme qu'aucun officier du Département d'État n'a jamais décrit les Communistes chinois comme des réformateurs agraires, il ne dit simplement pas la vérité. Tout au long des années 1944 et 1945, chacun d'entre nous, au Département d'État, fut sujet à l'endoctrinement voulant que les Communistes chinois ne fussent pas de vrais Communistes, et que si nous nous montrions patients assez longtemps, nous pourrions découvrir un *modus vivendi* e fussent le communisme en Extrême-Orient [13].

Tous ces hommes promurent avec persistance cette ligne à Washington et en Chine jusqu'à ce qu'elle fût amenée à sa fin tragique avec la victoire totale des Communistes en Chine, suivie par l'assaut sur la Corée.

Un incident révélateur de l'aveuglement de l'époque, à la Maison-Blanche et au Département d'État, réside dans la mission menée en 1944 par Henry Wallace en Sibérie et en Chine. Owen Lattimore et John Carter Vincent s'y rendirent en compagnie de Wallace. Wallace ne s'attendait pas à grand-chose. Alors qu'il s'apprêtait à quitter la Russie, il informa les Russes que ses « impressions personnelles [en Sibérie] surpassent toutes mes attentes. » Il écrivit : « Un nouveau chapitre étincelant de la lutte historique pour le monde libre a été écrit avec les grandes victoires de la glorieuse Armée

13. Allocution devant l'*Illinois Bankers Assn.*, St. Louis, Mo., 13 juin 1951.

Rouge. » Il déclara en outre que « si nos approches envers les satisfactions des besoins de l'homme de la rue peuvent différer, nos objectifs ultimes sont les mêmes [14]. »

Lorsque Tchang affirma à Wallace qu'alors que les Rouges espéraient la défaite du Japon, ils espéraient également l'effondrement du Kuomintang avant la reddition du Japon, il fut stupéfié. Il ne put faire référence qu'à « l'attitude patriotique des Communistes *aux États-Unis* [15]. » Cela peut être difficile à croire aujourd'hui, mais c'est la vérité. Wallace exprima également sa grande satisfaction d'être le sujet des processus éducatifs d'Owen Lattimore qui, sans aucun doute, fit un excellent usage de l'opportunité avec son érudit à l'esprit malléable. Il faut dire que lorsque Hull entendit que Wallace poursuivait sa mission, il envoya Joseph Ballantine essayer de l'arrêter, mais Wallace avait déjà reçu l'assentiment de Roosevelt pour faire le voyage [16].

Cependant, la réussite de la révolution communiste en Chine n'était pas la seule entreprise révolutionnaire de l'agenda du Département d'État. Il planifiait une révolution au Japon. Le *Times* de New York, édition du 20 septembre 1945, fit paraître cette information :

> Le Département d'État a aujourd'hui révélé une décision d'une révolution sociale et économique au Japon, et a souligné qu'elle serait menée nonobstant ce qui pourrait être dit au sujet des réductions d'effectifs de l'armée d'occupation étasunienne. Le secrétaire Acheson a affirmé que c'était le gouvernement des États-Unis, et non le général MacArthur, qui déterminait la politique étasunienne envers le Japon.

Cet article fut publié par suite de la décision du général MacArthur d'entamer l'évacuation militaire graduelle du Japon. Et par

14. *Soviet Asia Mission*, pp. 147-148.
15. *U.S. Relations with China*, p. 553.
16. *Memoirs of Cordell Hull*, pp. 1586-1587.

la suite, en 1946, lorsque MacArthur émit un avertissement contre les activités communistes au Japon, John Carter Vincent prit sur lui de réprimander le général (le 19 septembre 1946), accusant le général d'*"instituer une campagne anti-soviétique en violation des directives émises par le Département d'État, selon lesquelles il fallait utiliser le Japon pour* « bâtir un pont d'amitié vers l'Union soviétique[17]. »

Je rappelle ici ces étranges procédures car dans l'atmosphère contemporaine, il est peut-être difficile pour les Étasuniens de se remémorer une image nette de l'étrange manie qui prit possession de Washington à l'époque. Le pacte entre Hitler et Staline avait jeté un épais voile sur les esprits dans les salons, comités, conseils et ligues roses et agressifs de Washington et de New York. Lorsque finalement Hitler se retourna contre son associé criminel de 1939, les effets sur les « libéraux » frustrés de la capitale furent magiques. Helen Lombard commente que « ce fut comme une explosion morale et intellectuelle à Washington[18]. » Les Roses, clairs et sombres, ainsi que les Rouges profonds et les partisans du globalisme ouvrirent les bras au monstre qui les avait trahis en s'associant à Hitler. Staline était désormais pardonné de ses crimes par le simple fait de s'être fait attaquer par son associé du mal.

Les vieux Communistes sortirent de leurs trous et se rendirent en masse à Washington. Dans leur excès de libération, ils se mirent même à hurler pour faire tomber les têtes des conservateurs à l'ancienne qui croyaient encore que le coup porté par Hitler à Staline n'avait pas changé la nature de ce vieux boucher. Bientôt, Tito deviendrait le « Lincoln » yougoslave. Un grand concert de soutien à la guerre russe fut organisé à Washington. *The Evening Star* le décrivit comme « spectaculaire, lancé très haut émotionnellement, la plus grande union entre la musique et le sentiment patriotique que

17. Cité par le sénateur Pat McCarran, Cong. Record, 4 mai 1951, p. 4583.
18. *While They Fought*, Helen Lombard (N. Y., 1947).

le *DAR Hall* ait jamais connu[19]. » Et alors que l'orchestre jouait l'hymne de bataille de la révolution bolchevique, l'ensemble de l'assemblée se leva. Presque immédiatement, un Conseil National de l'Amitié étasuno-soviétique fut créé, avec sur sa liste de sponsors des personnages aussi exaltés que l'Évêque G. Bromley Oxnam, le Dr. Henry S. Coffin, Hon. Joseph E. Davies, le professeur Albert Einstein, James W. Gerard, Thomas W. Lamont, Herbert H. Lehman et le Dr. Mary E. Woolley, ainsi qu'une dizaine d'autres. Ainsi, dans une frénésie de battage et d'excitation patriotique, nous avons lancé la grande entreprise de faire basculer plus de la moitié du monde dans la tyrannie communiste.

19. Ibid, p. 247.

Chapitre 6

Ouverture de la route vers la Corée

Nous avons désormais parcouru un aperçu du petit nombre d'hommes qui constituaient l'équipe du Département d'État sous la direction de Dean Acheson, qui allait finir par établir nos politiques d'après-guerre en Orient. Nous avons également vu la teneur des projets menés par Staline pour le monde d'après-guerre. On peut les résumer brièvement :

1. Il tenait à raser l'Allemagne absolument, afin de ne lui laisser aucun espoir de rétablissement.
2. Il tenait à supprimer le Japon du rôle d'ennemi potentiel pour l'avenir prévisible — en lui retirant toutes ses ressources et en l'écrasant sous une charge de pénalités.
3. Il projetait de ruiner le gouvernement nationaliste de Tchang Kaï-tchek et de livrer la Chine aux Communistes.
4. Il projetait de prendre la Corée et Formose au Japon, et d'en faire des États communistes satellites.

Le gouvernement nationaliste de Tchang Kaï-tchek était un allié dans la guerre. Il ne serait pas possible d'amener les États-Unis à

livrer la Chine directement aux mains des Communistes. Le plan suivi par Staline était par conséquent :

(a) d'induire les États-Unis à contraindre Tchang à monter une coalition avec les Communistes rebelles, en postulant que les Rouges sauraient comment, une fois à l'intérieur, s'en emparer ;

(b) Si Tchang refusait de prendre les Communistes pour associés, alors les États-Unis seraient amenés à désarmer Tchang et à l'exposer à la merci des Rouges.

Assurément, il n'est pas nécessaire d'apporter ici des preuves de ce plan. Il a été suivi à la lettre, sauf sur un point particulier. MacArthur a sauvé le Japon du destin funeste que la Russie avait préparé pour lui. Ce plan fut mené avec la collaboration de Franklin D. Roosevelt avant sa mort — du moins, Roosevelt avait pris tous les engagements essentiels à son exécution avant de mourir. Les poussées finales furent apportées par le président Truman. Lorsque Truman s'avança sur scène, les hommes qui guidaient sa main en Chine étaient Dean Acheson et le général George Marshall. On en a désormais toutes les preuves.

La caractéristique centrale de cette tragédie, restée partiellement inexpliquée à ce jour, est la suivante : Comment le président Roosevelt, puis Acheson et Marshall, purent-ils lancer cette opération effroyable sans que le peuple étasunien s'y opposât ? La réponse à cela est qu'il a fallu droguer le peuple étasunien — le droguer au moyen de la propagande. Il a fallu lui mentir. Comment aurait-il été possible pour le président Roosevelt de collaborer à livrer, pour l'Europe : la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie, l'Estonie, la Lituanie, La Lettonie, la Bulgarie, la Hongrie et la moitié de l'Allemagne ; pour l'Asie : l'ensemble de la Chine, et une partie de la Corée, à Moscou, que l'on vilipendait encore six années auparavant comme ennemi de l'humanité, sauf à inciter le peuple étasunien à fermer les yeux sur cette prestation monstrueuse ? Leur pensée dut être façonnée afin de créer dans leur

esprit des images, des impressions et des hypothèses qui n'avaient rien de réel. Le gouvernement à lui seul n'avait pas les moyens de réaliser cela. Il lui fallait trouver d'autres associés et instruments dans la poursuite de cette odieuse entreprise.

Le principal objectif de ce livre est de décrire cette étrange expérience de contrôle des esprits. Les récits très brefs des événements précédant et suivant la guerre, ainsi que les prestations des acteurs politiques du drame sont rapportés ici uniquement pour présenter la scène du récit qui est le seul objet du présent ouvrage — le récit d'une opération réalisée sur les esprits d'un peuple qui est grand et libre, mais naïf.

6.1 Le Caire

C'est au Caire que Roosevelt pratiqua sa première reddition. Le président avait fini par amener Staline à le rencontrer avec Churchill, lors d'une conférence menée à Téhéran. Il fit halte au Caire, sur la route de Téhéran, pour une conférence tenue avec Churchill et Tchang Kaï-tchek, du 22 au 26 novembre 1943. Staline n'était pas présent, car à l'époque la Russie était alliée au Japon. Staline n'aurait pas pu rencontrer Tchang, qui était en guerre contre le Japon.

Nous savons déjà qu'au début de l'année 1943, la défaite de l'Allemagne était devenue une certitude. Staline était en capacité de penser à l'avenir et de se préparer à la manière de façonner la paix. L'un des traits de cette paix concernait la Chine. L'armée chinoise était complètement incapable de s'opposer efficacement au gouvernement communiste. En 1937, lorsque les Japonais avaient envahi la Chine, Staline avait donné pour ordre aux Rouges chinois de mettre fin à leur harcèlement contre le gouvernement de Tchang, et de faire front commun face aux Japonais. Ce front commun dura jusque 1939, lorsque les Rouges chinois se remirent à harceler le gouvernement. Cependant, Staline décida désormais qu'il allait

exécuter en Chine la stratégie qui avait si bien réussi en Yougoslavie.

Hitler envahit la Yougoslavie au mois d'avril 1941. Un gouvernement en exil avait été établi. Mais au sein de la Yougoslavie, le colonel Draža Mihailović, un Serbe, avait organisé une armée de résistance connue dans la presse comme celle des Tcheniks. Après qu'Hitler attaqua Staline, un Croate communiste, Josef Broz, revint en hâte au pays depuis la Russie, et organisa ce qu'il appela les Partisans — en réalité une armée de guérilla communiste. Il en vint à être connu sous le nom de maréchal Tito. Avec le temps, un mouvement d'« unité » s'installa.

En Yougoslavie, le cri monta selon lequel Mihailović se battait non pas contre les Allemands, mais contre les Partisans de Tito. Le monde connaît la fin tragique de cette aventure. Une campagne d'une férocité incroyable fit rage dans nos journaux et magazines, contre Mihailović. Le gouvernement yougoslave en exil soutenait ce dernier. Tito se trouvait en Yougoslavie, agent russe, menant une invasion de la Yougoslavie dans l'intérêt du monde communiste. Le gouvernement yougoslave demanda une aide militaire au bénéfice de Mihailović. Mais la Maison-Blanche, industrieusement poussée par Mme Roosevelt, se jeta du côté de Tito et de l'« unité de la Yougoslavie. » Lorsque Mihailović refusa de s'allier à Tito, nous l'abandonnâmes, ainsi que nos alliés, nous lui refusâmes les armes, et les donnâmes à Tito, livrant ainsi la Yougoslavie aux mains du communisme.

Désormais, au Caire, on s'employait à lancer le même programme contre Tchang Kaï-tchek. Nous appelions les communistes chinois des « partisans. » Le signal vint de Russie. *La guerre et la classe laborieuse*, un organe bolchevique, imprima en 1943 ce qui suit :

> La Huitième Route et la Nouvelle Quatrième Armée de Chine sont constituées par le peuple le plus progressiste, loyal et disposé au sacrifice de Chine. Ils sont menés par

> le Parti Communiste... La Chine dispose de toutes les possibilités pour surpasser l'ennemi.

Mais, ajouta-t-il, « l'unité nationale est nécessaire. » Les journaux bolcheviques s'emparèrent de cet appel, et il se mit à apparaître aux États-Unis. Nous avons commencé à entendre les Rouges chinois mentionnés en tant que « partisans, » et le cri lancé était celui de l'unité de la Chine.

Au Caire, Roosevelt exigea de Tchang Kaï-tchek qu'il acceptât les Rouges chinois au sein de son gouvernement et de son armée, en écho de l'épisode yougoslave. Pour expliquer tout ceci, Edgar Snow a expliqué dans un article du *Saturday Evening Post* que la situation en Chine ressemblait beaucoup à celle de la Yougoslavie, les partisans chinois menés par le général Chu Teh et Mao Zedong s'apparentant au maréchal Tito et à sa suite [1]. Tchang devint le Mihailović chinois. En échange de cela, Roosevelt promit à Tchang qu'une fois la guerre terminée, il allait maintenir les Britanniques hors de Hong Kong et des autres ports où ils s'étaient établis [2]. Ceci fut discuté dans le dos de Churchill.

Au Caire, Roosevelt annonça que l'intention des alliés était de contraindre le Japon à une reddition inconditionnelle, et de le dépouiller de toutes ses possessions insulaires prises durant toutes ses guerres. C'est ainsi qu'un autre des objectifs de Staline — détruire complètement le Japon en tant que grande puissance — fut assuré.

Lorsque le secrétaire Hull entendit parler de cela, il exprima des doutes à ce sujet. Il affirma que « le Japon était sur le point de disparaître en tant que puissance en Orient » et qu'« il ne resterait rien en Orient pour résister à un agresseur [3]. » Il ne fallait pas disposer d'un esprit brillant pour percevoir ce grave danger. Quel possible agresseur pouvait apparaître en Asie, hormis la Russie ?

1. « Sixty Million Lost Allies », Edgar Snow, *Saturday Evening Post*, 10 juin 1944.
2. *As He Saw It*, Elliott Roosevelt (N. Y., 1946), pp. 164-165.
3. *Memoirs of Cordell Hull*, p. 1587.

Le territoire de la Russie s'étendait à travers l'Asie jusqu'au Pacifique, à la naissance du Japon. L'aventure communiste en Chine constituait une preuve concrète de la nature des ambitions russes.

Quant à Tchang, l'amiral Leahy, qui avait accompagné Roosevelt, le défendit. Le gros problème de Tchang était de trouver du matériel de guerre. Il n'y avait qu'une seule manière d'en trouver, en passant par la Route de Birmanie. Lord Mountbatten reçut pour ordre d'organiser une expédition pour ouvrir la Route de Birmanie. Tchang avait hâte de pouvoir l'utiliser, mais à une seule condition — que ce fût en compagnie d'une expédition amphibie. Sans elle, il ne pouvait pas réussir. Au Caire, Roosevelt et Churchill s'engagèrent clairement auprès de Tchang à lancer cette attaque, la Grande-Bretagne apportant le soutien maritime pour la partie amphibie. Les promesses furent faites en ce sens. Mais par la suite, Churchill émit des objections, en insistant avoir besoin de ses navires pour attaquer Rhodes. Roosevelt commença par protester : il avait promis à Tchang la campagne birmane. Mais il finit par céder à Churchill. Leahy affirme sévèrement que Roosevelt faillit à la parole qu'il avait donnée à Tchang [4].

Quant à prendre les Communistes dans son armée, Tchang y résista jusqu'à la fin. Mais jusqu'à la fin, les pressions en ce sens furent incessantes.

6.2 Québec

Au Caire, bien que Staline fût absent, Roosevelt avait souscrit à l'un des objectifs du programme de Staline, à savoir la liquidation du Japon en tant que grande puissance. À Québec, Staline, quoique de nouveau absent, allait voir accepté un autre élément de son programme — la liquidation de l'Allemagne. Je suis bien conscient que ce simple fait défie l'entendement. Mais les faits sont aujourd'hui bel et bien établis au-delà de tout doute.

4. *I Was There* (Leahy), pp. 200-218.

À l'automne 1944, la guerre en Europe avait atteint un stade tel qu'il était devenu nécessaire que notre gouvernement constituât quelque plan pour s'occuper de l'Allemagne, une fois consommée la défaite de ce pays. Le président Roosevelt nomma un comité composé des secrétaires Hull (secrétaire d'État), Stimson (secrétaire à la guerre) et Morgenthau (secrétaire au Trésor) pour préparer un plan d'après-guerre pour l'Allemagne. Le secrétaire Hull désigna H. Freeman Andrews et James W. Riddleberger pour travailler sur les propositions du département d'État. Un autre plan était en conception au département du Trésor. Le 2 septembre 1944, les représentants des trois départements se rencontrèrent et discutèrent de leurs propositions respectives. Trois jours plus tard, le comité du Cabinet — Hull, Stimson et Morgenthau — se réunit pour passer en revue les propositions. Aucune décision ne fut jamais prise, quoique Hull et Stimson formassent une majorité de deux contre un face à Morgenthau. L'histoire qui existe derrière cette entreprise et le résultat final est très difficile à croire pour l'Étasunien moyen. Cependant, comme elle est désormais complètement documentée, la voici.

Chaque Étasunien sait que le parti communiste étasunien est un serviteur absolu de la Russie soviétique. Ce qu'il ne sait pas est qu'il existe un autre lot d'agents soviétiques étasuniens, n'appartenant pas au parti communiste, et gardant soigneusement ses distances avec celui-ci. Ces agents prennent directement leurs instructions auprès de la Russie soviétique. Ils travaillent de manière totalement indépendante du parti communiste.

Ces agents opèrent en petits groupes distincts — souvent sans connexion les uns avec les autres. En 1943 et 1944 — et par la suite — il y avait un petit groupe à Washington connu sous le nom de groupe Silvermaster. Nathan Gregory Silvermaster avait été membre du département de l'agriculture, mais était devenu dirigeant de la division Proche-Orient du *Board of Economic Warfare*. Cependant, à un certain moment, le FBI et les sections de renseignements des départements de la guerre et de la Navy rappor-

tèrent qu'il s'agissait d'un dangereux communiste. Mais il disposait d'amis puissants. Lauchlin Currie, un assistant du président, ainsi que Harry Dexter White, assistant au secrétaire du Trésor, puis secrétaire assistant, s'étaient portés garants de lui. Il avait pu démissionner sans bruit et reprendre son ancien poste à l'Agriculture.

Ce groupe était constitué de sept personnes, en addition à Silvermaster, chacune d'entre elles détenant des positions de haute importance au sein du gouvernement. L'un d'entre eux était Dexter White, un membre de ce que l'on appelle le Petit Cabinet. Il était dans les faits le secrétaire du Trésor, car Morgenthau était un personnage aux capacités très limitées, et doté de capacités moindres encore à diriger.

White était un homme timide, et ses contacts communistes devaient le traiter avec une délicatesse infinie. Il disposait d'accès quasiment sans limites aux informations les plus secrètes. Il avait sous la main non seulement les services secrets, une agence du Trésor, mais pouvait récupérer les documents les plus secrets de la part des autres agences du gouvernement. Sa secrétaire, Sonia Gold, était une Communiste qui lui avait été mise à disposition par les Silvermaster. On trouvait de nombreux personnages de cet acabit à Washington [5].

Au printemps 1944, selon Elizabeth Bentley, des instructions furent transmises au groupe Silvermaster par un agent de Moscou, faisant état des plans de la Russie pour l'Allemagne. Ils étaient relativement simples — raser totalement ses capacités en tant que nation industrielle, et la réduire à la condition d'un simple pays agricole. Dans la mesure du possible, ses équipements industriels devaient lui être enlevés — et envoyés de préférence en Russie. Et elle devait être démembrée.

Ces instructions furent transmises à White par Silvermaster, et il reçut des pressions en vue de faire décharger la commission de ses fonctions. Il avait été choisi du fait de sa relation confidentielle

5. *Out of Bondage*, Elizabeth Bentley (N. Y., 1951).

avec Morgenthau, qui était devenu membre du comité présidentiel constitué de trois personnes, et qui était étrangement sensible aux propositions. White s'adonna assidûment à ce travail. Au mois d'août, Morgenthau se trouvait en Allemagne à discuter avec Eisenhower au sujet d'un plan d'après-guerre. Eisenhower affirma qu'il estimait qu'il fallait éviter au peuple allemand un sentiment de culpabilité, et émit plusieurs propositions. La puissance belliciste devait être brisée, et l'Allemagne ne devait recevoir aucune aide de la part des États-Unis. Et la culpabilité devait être punie. Mais il estimait qu'étouffer toutes les ressources naturelles relèverait de la pure folie. Et il rejeta énergiquement une suggestion qu'il avait entendue — à savoir que les mines de la Ruhr devaient être inondées. « Ceci, » affirma-t-il, « m'est apparu comme stupide et criminel[6]. »

À la fin de l'été 1944, les plans du secrétaire Hull et de Henry Morgenthau étaient prêts. Hopkins fut ajouté au comité présidentiel. Le 2 septembre, Hopkins convoqua une réunion dans son bureau avec les hommes délégués pour préparer la déclaration. Andrews et Riddleberger, pour Hull, étaient présents. Harry Dexter White y était pour le compte de Morgenthau. À ce stade, White révéla ses plans — par la suite connus sous le nom de Plan Morgenthau, mais en réalité Plan Staline. Il s'agissait d'une proposition consistant à littéralement raser l'Allemagne de la carte, pour en faire sur plusieurs générations un pays fragile, affamé et brisé. Une partie de l'Allemagne devait être livrée à la Russie, et d'autres parties à d'autres pays. Ce qui restait devait être démembré en Allemagne du Nord et Allemagne du Sud. Les équipements industriels pouvant être emportés devaient l'être. Les autres devaient être détruits. Les mines devaient être détruites par inondation. La Ruhr devait être retirée à l'Allemagne, et ses productions devaient être mises à disposition de la France, de la Pologne, et d'autres pays, mais pas de l'Allemagne.

Le 5 septembre, Morgenthau et Stimson se retrouvèrent dans

6. *Crusade in Europe*, Dwight D. Eisenhower (N. Y., 1948), p. 287.

le bureau pour discuter ces propositions. Hull affirme que lorsqu'il entendit le plan Morgenthau-White, il estima qu'il s'agissait d'un plan de « revanche aveugle », et que le projet visant à inonder les mines constituerait un crime à l'encontre de l'Europe toute entière. Le secrétaire Stimson était tellement scandalisé qu'il envoya une protestation forte au président.

Cela se produisit le 5 septembre. Mais contemplez à présent ce qui s'est passé. Le président s'était arrangé pour se rendre à Québec le 11 septembre pour tenir une conférence avec Churchill. Ni Hull, ni Stimson n'entendirent davantage parler du plan Morgenthau-White. Cependant, il est clair que Roosevelt projetait de s'en occuper à Québec, et il fallait que ni Hull, ni Stimson n'y fussent ni n'en sussent rien. Roosevelt dit à Hull que seules les affaires militaires seraient discutées. Je ne sais pas ce qu'il affirma à Stimson. Si le sujet était les affaires militaires, le secrétaire à la Guerre n'aurait-il pas dû être présent ? Cependant il invita bien Morgenthau à Québec sans en informer Hull ni Stimson. Et là-bas, sans que Stimson, Hull ou Hopkins n'en fussent informés, Morgenthau présenta l'infâme plan White à Churchill et à Roosevelt. En l'entendant, Churchill fut indigné. Il en avisa évidemment Eden, son ministre des affaires étrangères. Le lendemain, Eden arriva à Québec. Il était tout aussi indigné, et en avisa Churchill avec colère. Mais Churchill avait déjà accepté le plan. Il avait eu ce qu'il voulait en échange. Morgenthau, au cours d'une conversation avec Churchill, avait proposé des crédits d'après guerre pour la Grande-Bretagne, à hauteur de 6 500 000 000 $. En tous cas, Churchill retira ses objections et le plan fut approuvé.

Ce qu'on ignore souvent au sujet de cet accord est que son dernier paragraphe prévoyait que les États-Unis devaient retirer leurs soldats d'Allemagne aussitôt que possible après sa reddition, laissant l'armée soviétique assurer la police dans le pays avec l'aide des voisins de l'Allemagne — la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Grèce, la Belgique et la France. Si ce plan avait fini par être adopté, c'est l'ensemble de l'Allemagne qui serait aujourd'hui

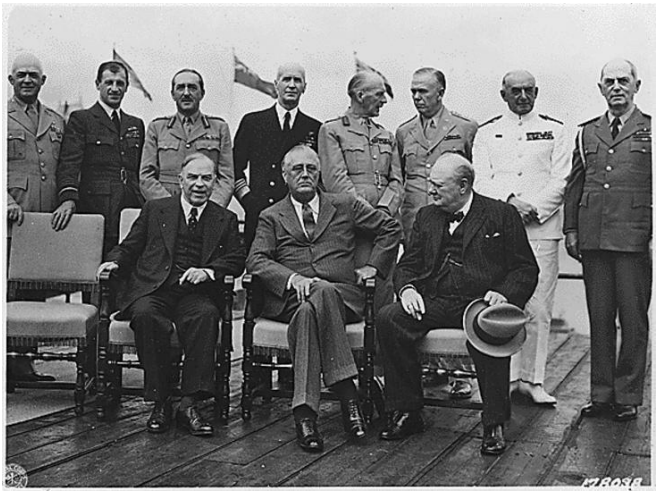

FIGURE 6.1 – Mackenzie King, Roosevelt et Churchill à Québec, le 18 août 1943.

dans le giron russe, derrière le rideau de fer.

Lorsque Roosevelt rentra à Washington, il ne fit aucune annonce au sujet de cet accord. Il n'en avisa ni Stimson, ni Hull. Ce ne fut que trois jours plus tard, lorsque les journaux furent distribués comme à l'accoutumée, que Hull découvrit avec stupeur que le plan Morgenthau avait été adopté. Et il découvrit également que Churchill allait recevoir 6 500 000 000 $. « Ceci, » écrivit Hull, « pourrait suggérer à certains le *quid pro quo* selon lequel le secrétaire au Trésor était parvenu à décrocher l'adhésion de M. Churchill à ce plan cataclysmique[7]. » Hull affirma qu'il « le considérait comme une tragédie pour toutes les parties concernées. »

Stimson écrivit une lettre de protestation à Roosevelt. Il affirma qu'il n'aurait pas pu continuer de se respecter s'il n'avait

7. *Memoirs of Cordell Hull*, pp. 1613-1614.

pas envoyé cette lettre. Hull alla voir Roosevelt, et protesta auprès de lui. Il demanda que désormais, les négociations avec les autres gouvernements fussent menées par le département d'État. Quant au président, Stimson écrivit que Roosevelt lui-même semblait n'avoir rien étudié du sujet [8], et le président, en réponse aux protestations émises par Hull, commença par nier l'accord, puis en reconnut l'existence, *affirmant qu'il devait l'avoir signé sans comprendre de quoi il s'agissait.* Cela ne serait pas croyable si ce n'était pas raconté avec tous les détails par deux membres du cabinet de Roosevelt. Mais la partie la plus incroyable de tout cela est l'image qui s'ouvre devant nous, de Roosevelt et Churchill se rencontrant à Québec, cependant qu'un plan de destruction de l'Allemagne soi-disant étasunien, porté à leur attention, avait été préparé par un homme qui était l'assistant du secrétaire du département au Trésor des États-Unis, mais en réalité un agent secret de Staline.

8. *On Active Service*, Henry L. Stimson (N. Y., 1947).

Chapitre 7

La grande dissimulation

Nous allons revenir par la suite sur les scènes finales de cette triste histoire. Mais nous sommes arrivés au stade où nous pouvons commencer à nous demander comment ce travail fut réalisé. La sombre histoire de la Russie communiste avait été racontée au peuple étasunien avant 1941 dans des montagnes de livres, des centaines d'articles de magazines, et d'innombrables colonnes dans les journaux et éditoriaux. S'il existait une idée profondément ancrée dans l'esprit du peuple étasunien, c'était que la Russie communiste était l'ennemie de l'humanité — une dictature sans morale et sans pitié. Puis, soudain, en 1939, avec toute la noirceur qui entachait son nom, Staline, à un moment critique de l'histoire de l'Europe, avait tourné le dos à l'Ouest et avait tendu la main au détesté Hitler. Il était entré en Pologne comme un chacal pour prendre ce qu'Hitler en avait laissé, et pour ajouter la touche finale à son infamie, il avait attaqué la petite Finlande, un pays qui avait une place spéciale dans le cœur des Étasuniens. Puis, une belle journée de 1941, Hitler s'était retourné contre son allié rouge et avait envoyé ses légions et ses chars nazis attaquer la Russie. Par la simple force de l'action de Hitler, Staline était devenu l'allié de la Grande-

Bretagne et de la France et, par la même occasion, de cette chose vague dénommée « le monde libre[1]. »

À l'époque, les États-Unis agissaient comme s'ils étaient alliés de la Grande-Bretagne, de la France et de la Chine. Désormais, Staline était également devenu notre allié. Il était nécessaire qu'il devînt notre « noble allié. » Mais cela allait demander du temps. Il y eut au départ de froides réserves envers cette idée, même à la Maison-Blanche et au Département d'État. Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État, affirma : « Entre une dictature communiste et une dictature nazie, il n'y a pas de choix possible pour autant que le peuple de notre pays soit concerné. » Bien que Staline fût désormais l'allié de fait de la Grande-Bretagne chérie par Welles, il affirma : « Les principes et doctrines de la dictature communiste sont intolérables et étrangers à nos principes, comme le sont les principes et doctrines de la dictature nazie[2]. »

Néanmoins, la tâche apparemment impossible consistant à vendre la Russie communiste et Staline au peuple étasunien commença sans délai. Norman Thomas, le dirigeant socialiste étasunien, affirma :

> Bien sûr, les sympathies socialistes iront toujours aux peuples attaqués. Mais envers Staline, nous n'avons aucune sympathie. Sa cruauté et sa duplicité ont égalé celles de Hitler. Nous considérerons avec intérêt la vitesse avec laquelle les communistes étasuniens, ainsi que les organes qu'ils contrôlent et influencent, vont devenir des propagandistes pour l'entrée étasunienne dans la guerre aux côtés de ces « grandes démocraties » — la dictature de Staline et l'Empire britannique[3].

1. En 2021, cette vague chose semble désormais dénommée « Communauté internationale », NdT
2. New York Times, June 24, 1941.
3. Ibid., 23 juin 1941.

Le sénateur Robert M. LaFollette affirma avec une vision prophétique que :

> Les interventionnistes combattants vont à présent monter la *plus grande dissimulation de l'histoire*. Il sera dit au peuple étasunien d'oublier les purges, la Guépéou, la confiscation de la propriété, la persécution de la religion, l'invasion de la Finlande, la saisie de la moitié de la Pologne, et l'ensemble de la Lettonie, de l'Estonie et de la Lituanie. Ces pays seront maquillés pour ressembler à des démocraties luttant contre Hitler [4].

Nous ne sommes pas restés longtemps à attendre. Le parti communiste jaillit comme un animal emprisonné hors du chenil, et se mit une fois de plus à se mêler au monde — empli d'impudence. Cependant, il ne s'agissait pas d'une tâche qui pouvait être réalisée par les Communistes, bien qu'ils pussent y apporter une contribution considérable. Il fallait qu'une personne de confiance affirmât au peuple étasunien, et le convainquît, que Staline n'était pas réellement un dictateur sans pitié, que le gouvernement soviétique avait été calomnié, et qu'il méritait d'être considéré comme une démocratie progressiste d'un nouvel ordre. Cette entreprise a été aidée par le spectacle des armées rouges, désormais connues comme les « armées rouges héroïques » — et désormais devenues nos « nobles alliées » — consentant des sacrifices prodigieux, se battant pour sauver leur Patrie de l'indescriptible Hitler. Chaque jour, les infamies, la sauvagerie des armées allemandes étaient dépeintes pendant que le courage formidable des Russes était présenté en contraste. Nos fermes et nos usines déversaient nourriture, avions, armes pour les Russes. Et lorsque la grande bataille de Stalingrad bascula, et que Hitler dut battre en retraite, une chaude sympathie pour le peuple russe fut déversée sur les esprits généreux des Étasuniens. Et la propagande sournoise des Communistes russes et

4. Ibid.

étasuniens, et de leurs dupes étasuniens, commença par dégouliner, puis à se déverser en torrents sur ces esprits généreux.

Je le répète, les Communistes n'auraient pas pu réaliser cela seuls. Cela ne fut rendu possible que par une offensive de propagande massive et prolongée — une guerre de propagande menée contre l'esprit de notre peuple.

Alors, comment atteindre l'esprit d'un peuple ? On ne peut l'atteindre qu'en utilisant de ces instruments avec lesquels les idées sont transmises. On les connaît bien — livres, magazines, journaux, cinémas, radio. Qui peut prendre possession, contrôler ou influencer l'utilisation de tous ces médias peut vendre presque n'importe quelle idée au peuple. Il est possible de le faire en particulier en manipulant les esprits au travers des émotions dans une période d'excitation, et plus particulièrement lorsqu'en temps de guerre, l'idée de l'unité derrière le dirigeant national est déversée sur les esprits à chaque heure de la journée.

Qui a façonné, géré, et déversé cette propagande ? Le gouvernement. De quoi était-elle constituée ? Il s'agissait de promouvoir, par une répétition sans fin, quelques idées clés précises. Les voici :

1. L'Allemagne doit être détruite en tant que nation, démembrée, et répéter ses actions de guerre doit lui être rendu impossible à jamais.
2. Le Japon doit être désarmé, privé de ses colonies, et rendu impuissant pour une génération.
3. La Russie n'est pas une dictature sans pitié, mais l'une des « démocraties, » l'une de ces nations « éprises de paix, » et est, comme nous, l'un des peuples « partageant les mêmes valeurs. »
4. Le gouvernement nationaliste de Tchang Kaï-tchek est corrompu, futile, dominé de manière fasciste par les industriels, les banquiers et les propriétaires terriens, et Tchang est leur marionnette consentante.

5. Les soi-disant Communistes chinois ne sont pas vraiment des communistes, mais des réformateurs agraires, comme nos progressistes à l'ancienne, ou nos fermiers-travaillistes.
6. Tchang Kaï-tchek refuse de lutter contre les Japonais, il doit accepter les Communistes dans son armée et dans son gouvernement et les laisser combattre les envahisseurs japonais.

Déversez ces éléments sur les esprits du peuple, en passant par les paroles de gens célèbres — prêcheurs, acteurs, éducateurs, hommes politiques de tous les partis — et en usant des journaux, livres, magazines, ainsi que sur les ondes radio et dans les salles de cinéma ; maintenez-en la diffusion sans fin ; habillez-les de toutes sortes de formes intéressantes — en drames, en musique — et bientôt ils vont plus ou moins s'ancrer dans la conscience du peuple, qui va les considérer comme allant de soi. Dans le même temps, déclarez comme malsain et même impossible à quiconque de remettre en cause ces clichés — et le travail est fait.

Mais comment les Communistes pouvaient-ils récupérer l'usage de tous ces instruments et organes de faits et d'opinions ? Ils ne le pouvaient pas, sauf à disposer de l'assistance du gouvernement, qui apportait les pressions et l'autorité.

La manière dont cela fut réalisé est un sujet qui pourrait remplir à lui seul un livre. D'abord, nous savons désormais avec certitude que chacune de ces idées de propagande était totalement et honteusement fausse. Nonobstant la manière dont cela fut réalisé, nous savons désormais que *cela fut réalisé.* Il est quelque peu effrayant de comprendre que dans ce pays libre, la presse, les maisons d'édition, la radio, les films purent être utilisés à une échelle aussi gigantesque — contraignant une vaste section de répéter ces mensonges éhontés et, pour ceux qui ne les répétaient pas, d'au moins rendre la situation malsaine s'ils y objectaient.

Je sais qu'il est difficile pour l'Étasunien de croire que ce travail fut réalisé ainsi. Mais nous savons qu'il fut réalisé, et je propose d'apporter ici la preuve qu'il le fut. Et je vous assure que de tout

ce qui fut fait pour trahir nos intérêts en Europe et en Asie, rien n'aurait été possible sans ce travail de propagande sur les esprits du peuple étasunien — cette vente extraordinaire d'une monstrueuse collection de mensonges au sujet du communisme, de la Russie, et de la Chine.

Chapitre 8

La piscine emplie de poison

Nous allons commencer par les livres traitant de la Chine. Les livres, bien sûr, ne bénéficient pas de la large circulation des magazines. Mais ils présentent un immense pouvoir de propagande. Ils deviennent les manuels scolaires où les éditeurs, auteurs, journalistes, hommes politiques, enseignants, prêcheurs et conférenciers puisent leurs éléments. L'éditeur de votre ville peut lire un livre, se laisser profondément impressionner par lui et par la suite vous transmettre ses vérités ou ses mensonges, ainsi qu'à des milliers de lecteurs n'ayant jamais entendu parler de ce livre. Si vous pouvez faire impression sur l'esprit d'un conférencier au moyen d'un ouvrage, vous pouvez ainsi atteindre indirectement les dizaines de milliers de personnes qui l'écoutent sur scène. Si vous parvenez à convertir un pasteur du gospel, vous avez fait un converti, mais il peut transmettre ces idées à l'auditoire qui l'écoute. C'est pour cela que je m'intéresse aux livres en premier lieu, non seulement en raison de l'importante influence qu'ils ont sur les esprits des influenceurs d'opinion, mais du fait de leur immense influence secondaire, en répercussion.

Prenons pour exemple l'un de ces livres — *Red Star Over China*,

écrit par Edgar Snow. M. Snow est un journaliste disposant d'une grande expérience en Asie. C'est aussi un auteur de talent. Le livre a été écrit en 1937, mais a bénéficié d'autres éditions — et a finalement été intégré à la *Modern Library*, qui lui a permis d'être vendu massivement et en continu. Et comme M. Snow était éditeur associé du *Saturday Evening Post*, ses lecteurs se trouvaient totalement désarmés. Le Japon avait envahi la Chine en 1931, puis par la suite en 1937. Le Japon était le diable visible sur cette scène. En 1934, lorsque les Communistes chinois furent attaqués, et quasiment détruits par Tchang Kaï-tchek, ils connurent une retraite longue, pénible et à certains égards héroïque en Chine du Nord, où ils établirent leur Soviet. Snow fut le premier correspondant étasunien autorisé à visiter la cachette du Nord-Ouest et sa capitale, Yenan. Il allait présenter les États-Unis aux dirigeants rouges immortels — Mao Zedong, le philosophe ; Chou En-Lai, l'homme d'État, et Chu Teh, le guerrier. Il fit des croquis brillants et attirants de ces hommes, de leurs vies et de leurs rêves. Il dépeignit les conditions de vie pitoyables du peuple chinois, de leur pauvreté et de leur servitude sur la terre affamée, dominée par les seigneurs féodaux.

La ligne de propagande rouge chinoise n'avait pas encore été établie de manière définitive. Snow les appelait des Communistes — et non des réformateurs agraires. Il affirma que « l'idéologie politique, la ligne tactique et la direction tactique des Communistes chinois ont suivi les conseils étroits, voire la direction détaillée, de l'Internationale Communiste, qui est devenue au cours de la dernière décennie pratiquement un bureau du parti communiste russe. » Et il reconnaissait que les dirigeants rouges de Chine devaient se subordonner aux « exigences stratégiques de la Russie soviétique, sous la direction de Staline [1]. » Snow ne laissait planer aucun doute quant à ses sympathies. Le mouvement rouge était une aventure grande et héroïque visant à libérer le peuple simple

1. *Red Star Over China*, Edgar Snow (N. Y., 1937).

de Chine. Tchang Kaï-tchek était le défenseur des propriétaires terriens, des industriels corrompus et des forces qui maintenaient la Chine dans la pauvreté.

Aux États-Unis, les Communistes ont fait les éloges du livre. Victor A. Yakhontoff a écrit dans *New Masses* (le 11 janvier 1938) : « Je veux vous appeler de toutes mes forces à lire ce nouvel ouvrage d'Edgar Snow. » Quelques semaines plus tard, au sein du même organe rouge, il ajouta ce commentaire révélateur : « La valeur de ces éléments peut être mesurée au fait que *la plupart d'entre eux* ont été fournis par Mao Zedong, le dirigeant du régime soviétique, et que *certains d'entre eux* ont été contribués par les observations personnelles de l'auteur » (25 janvier 1938 ; mise en emphase ajoutée par l'auteur).

Snow a réitéré ce traitement en 1941, avec un second volume paru sous le nom *Battle for Asia*. Et dans le même temps, son épouse, Nym Wales, après avoir passé un séjour en compagnie de l'armée communiste chinoise, nous a donné un récit flamboyant des héros rouges de la Chine, dans un ouvrage intitulé *Inside Red China*. Celui-ci allait encore plus loin que celui publié par son mari, *Red Star Over China*. Il ne sert à rien d'essayer de taxer M. Snow et son épouse de Communistes. Je ne m'intéresse pas à leurs philosophies propres, mais uniquement au témoignage qu'ils ont livré du mouvement communiste en Chine. Je pense qu'il est juste d'affirmer que les deux livres de Snow ont eu une influence plus profonde pour former les opinions d'un grand nombre de personnes instruites aux États-Unis au sujet des communistes chinois que tout autre document.

Outre Edgar Snow, je dirais que le propagandiste le plus efficace en cette matière a été Owen Lattimore. Entre les années 1928 et 1945, il a écrit huit ouvrages sur l'Asie et la Chine. À l'instar de Snow, dont le statut d'éditeur du *Saturday Evening Post* le plaçait au-delà de tout soupçon, Lattimore dirigeait la *Walter Hines Page School of International Relations* de l'université John Hopkins, et n'entretenait par conséquent pas de relations avec des

Communistes étasuniens. Je ne pense pas que ce point soit important. La seule chose d'importance est ce qu'il a écrit. Et il a beaucoup écrit — beaucoup et avec beaucoup d'effet — en défense des Communistes de Chine. Ce que j'affirme, en outre, c'est qu'il avait totalement et honteusement tort, et qu'au travers de ses livres et écrits dans divers journaux, il a exercé à l'instar de Snow une influence puissante pour faire dévier notre pays vers la route qui l'a amené au désastre le plus terrible de toute son histoire. Je ne vois pas le moindre signe de la part de ces gentlemen pour admettre leurs erreurs funestes, ou s'excuser des sombres conséquences de celles-ci.

Lattimore s'est réfugié derrière l'accusation d'être un agent communiste, qu'il a pu réfuter dans un étalage d'innocence dramatique et pyrotechnique. Mais je ne l'accuse pas de cela. J'affirme simplement que dans ses livres et autres activités, il a loué la cause des Communistes chinois. Que le lecteur ayant le moindre doute à ce sujet lise les ouvrages de Lattimore et se fasse sa propre opinion à ce sujet. Les voici :

— *Desert Road to Turkestan* (1928)

— *Mongols of Manchuria* (1934)

— *Manchuria : Cradle of Conflict* (1935)

— *Mongol Journeys* (1941)

— *Asia in a New World Order* (Foreign Policy Report, 1942)

— *America and Asia* (1943)

— *Making of Modern China* (1944)

— *Solution in Asia* (1945)

— *China, a Short History* (1947)

— *Situation in Asia* (1949)

— *Pivot of Asia* (1950)

En parcourant les livres de Lattimore, vous tombez sans arrêt sur des récits et des visions révélant une tolérance très marquée envers les objectifs de la Russie en Asie. Par exemple, avant l'invasion japonaise de la Mandchourie, l'ambition de la Russie était de détacher la Mandchourie, la Mongolie et le Xinjiang de la Chine. Le secrétaire Acheson affirme désormais que la Russie est bel et bien en train de s'y employer. Mais cet objectif avait été atteint dans les années 1930, lorsque le Japon envahit la Mandchourie. Comme je l'ai noté au chapitre trois, Lattimore a écrit en 1928 un ouvrage sous le titre *Desert Road to Turkestan*, au sein duquel il estime qu'« un plaidoyer très fort peut être énoncé en faveur de la position soviétique » en Mongolie Extérieure. Revenant sur ce sujet en 1934, dans *The Mongols of Mandchouria,* il joue de nouveau sur l'idée que le Xinjiang, la Mongolie et la Mandchourie pourraient être établis en un empire séparé, sous l'influence de la Russie, et il souligne la théorie que ces peuples ne sont pas chinois du tout mais mongols, ainsi que d'autres considérations raciales. En 1935, dans son livre *Mandchouria : Cradle of Conflict*, il indique que la Russie, la Chine et le Japon ont chacun des ambitions en Mandchourie, mais que celles de la Russie se justifient davantage que celles des deux autres pays. C'est dans ce livre qu'il dépeint la Chine comme agresseur en Mandchourie. Et dans ces livres, il déploie une tendance à excuser et parfois même à admirer la Russie.

En 1942, Lattimore a écrit un rapport de politique étrangère (le 1er septembre 1942), sous le nom *Asia in a New World Order.*

À cette période, les États-Unis étaient en guerre contre le Japon. Le Japon s'était emparé de la Mandchourie. Désormais, la ligne de la propagande russe avait changé. Le Japon était décrit comme l'agresseur contre les Chinois. Pour faire ceci, Lattimore modifie son image de la Mandchourie. Il abandonne son ancien axe selon lequel la Mandchourie n'est pas chinoise mais mongole, et affirme qu'elle est « chinoise à 95 %, » et indique que c'est une erreur, du fait que le pays s'appelle Mandchourie, de penser que le peuple n'est pas chinois.

Dans la suite de livres listés ci-avant, il souligne les idées qui suivent :

> Les Étasuniens sont réticents à admettre que les Russes peuvent revendiquer légitimement le statut de démocratie « alors même que les procédures démocratiques sont décrites de manière absolument limpides dans la Constitution de Staline. » [2]

Il cible les trois principes de Sun Yat-sen, du collectivisme russe et du New Deal, les considérant comme analogues et visant à porter vers l'avant la société dans son ensemble, et à rétablir l'opportunité de croissance pour l'homme du commun.

Quant à l'Asie, il nous assure que nous n'avions rien à craindre du communisme. Toute l'Asie y est opposée. Il nous appelle à reconnaître nos erreurs, et demande que nous « reconnaissions que pour la Mandchourie, l'Éthiopie, Munich et l'Espagne, les reproches sont principalement à adresser aux démocraties occidentales [3]. » Nous ne devons pas reprocher à la Russie le pacte entre Hitler et Staline. Pour futile qu'il fût, ce fut une tentative de limiter Hitler. Ce pacte fut semblable au pacte de Munich, entre Hitler et Chamberlain.

On ne saurait imaginer une plus importante déformation des faits historiques. Pour futile que fût le pacte de Munich, il s'agis-

2. *Asia in a New World Order*, Owen Lattimore (Foreign Policy Report, 1er septembre 1942).

3. Ibid.

sait clairement d'une tentative de limiter Hitler. Le pacte entre Hitler et Staline fut un accord criminel, visant non pas à limiter Hitler, mais à lui ouvrir la route et à le rallier dans le carnaval d'agressions. Il n'est pas chose aisée de déterminer quelles étaient les racines, dans l'esprit de Lattimore, desquelles ces herbes folles purent éclore. Il ne fait aucun doute qu'il se trouvait dans son esprit une étrange tendance à la tolérance pour les Soviétiques. En 1938, Mary Van Kleeck acceptait dans *Pacific Affairs* la version soviétique des procès de Moscou. William Henry Chamberlain protesta contre cette vision, et Lattimore écrivit, dans l'un de ses articles étrangement engagés avec lesquels il avait une manie d'entrer en marche arrière dans ses sujets, que ces procès constituaient « une preuve de démocratie. » [4]

Lattimore ne rate aucune opportunité d'indiquer qu'en 1943, il a défendu Tchang Kaï-tchek. Il a écrit un livre cette année-là — *America and Asia* — au sein duquel il qualifie Tchang de héros de guerre et d'homme d'État visionnaire. Mais comme je l'ai indiqué, nous savons désormais que la ligne soviétique au sujet de la Chine a changé en 1943, lorsque Staline s'est mis à vanter « l'unité en Chine. » Accessoirement, dans ce livre, Lattimore dénonce les États-Unis — mais pas la Russie — du fait qu'ils n'ont pas déclaré plus tôt la guerre au Japon, en dépit du fait que la Russie, durant toute la guerre, et jusque 6 jours avant la reddition du Japon, avait un traité d'amitié avec le Japon.

En passant en revue les étapes que le monde suivit pour entrer en guerre, il cite la guerre italo-éthiopienne, la montée de Hitler, la guerre civile espagnole, la Tchécoslovaquie, etc. mais ne fait aucune mention du pacte entre Hitler et Staline [5]. Et il prophétise qu'après la guerre, les Communistes constitueront un vecteur de modération.

Tous ces éléments permettent de comprendre pourquoi un ob-

4. Pacific Affairs, Sept. 1938.

5. *The Making of Modern China*, Owen & Eleanor Lattimore (Boston, 1944).

servateur peu familier de l'étrange jargon du monde de la propagande pourrait prendre Lattimore pour un Communiste. Lattimore lui-même revendique une forme d'immunité du fait de son statut d'érudit. Il est tout à fait convaincu de son statut d'érudit, et cela pèse sur son utilisation répétée de ce haut statut auto-conféré, au point qu'il jouit de privilèges auxquels les hommes ordinaires sont étrangers. L'un de ces privilèges est que rien de ce qu'il dit en une phrase ne peut être retenu contre lui. Son épouse affirme que les érudits ne peuvent pas dire les choses en une seule phrase. « Il y a toujours des réserves, des *si*, des *mais*, des *d'un autre côté*[6]. » Je pourrais marquer une pause à ce stade, pour affirmer sans *si* et sans *mais* que j'ai lu ce livre, écrit en réponse à l'attaque menée par McCarthy, et qu'il s'agit de la plus étrange collection de *si*, de *mais* et de *d'un autre côté* associés au tissu le plus incroyable de balivernes insensées que j'aie jamais eu sous les yeux. Moïse énonce des choses extraordinaires, qui ont perduré à travers les âges, dans les Dix Commandements, en usant de phrases simples que M. Lattimore ferait bien de relire. Je n'affirme pas que Lattimore est ou fut communiste. Je pense qu'il s'est montré bien plus dangereux que s'il *avait été* communiste. Pour des raisons qui lui sont propres, protégé par des *si*, des *mais* et des *d'un autre côté*, il était favorable à Tchang Kaï-tchek en 1943, mais en cette année 1945 cruciale, il exhortait les États-Unis à faire pression sur Tchang pour le compte des Communistes. Il a affirmé que les conditions de vie de base, telles que l'habillement et la nourriture, étaient meilleures en Chine communiste qu'en Chine nationaliste, et que la structure politique des Communistes était plus démocratique que celle du Kuomintang.

Et en 1945, dans un livre appelé *Solution in Asia*, Lattimore plaide pour une meilleure compréhension de la Russie. Il loue sa gestion ferme du Japon, sans jamais faire mention du fait que la Russie a reconnu le Mandchouko, et a vendu au Japon les voies

6. *Ordeal by Slander*, Owen Lattimore (Boston, 1950).

ferrées mandchoues. Il admire le grand succès de la Russie dans ce qu'il dénomme « la politique de l'attraction », selon laquelle elle a attiré vers elle les peuples d'Asie en usant de son ordre social avancé, de sa prospérité économique, de ses progrès technologiques, de sa médecine miraculeuse, de son éducation gratuite, de l'égalité des chances et de la démocratie qui y règnent. Il fait les louanges des relations russo-mongoles en Asie, et des relations russo-tchèques en Europe, comme des modèles à suivre.

Il a approuvé le projet de Nations Unies de Dumbarton Oaks sur tous les aspects sauf un — que nous n'accordions pas à la Mongolie Extérieure une voix indépendante, comme demandé par la Russie. Quant à la Corée, il insiste sur l'idée que nous devrions ignorer les différents groupes de dirigeants en exil — c'étaient des réactionnaires. Il s'est opposé à l'occupation étasunienne du Japon — les relations du Japon devraient être orientées vers la gauche, et amicales envers la Russie.

Je n'ai traité des livres de Snow et de Lattimore qu'à titre d'exemples. Il y en a eu beaucoup d'autres, et certains d'entre eux furent bien pires. J'établis ci-après une liste de quelque 30 ouvrages relatifs à la situation politique en Chine, publiés entre 1943 et 1949 — les années cruciales dans la crucifixion de la Chine. Cette liste a été établie à partir du *Book Review Digest*. On en trouvait de nombreux autres, traitant des aspects politiques des problèmes de la Chine.

Il y avait 30 ouvrages de cette nature. Parmi ceux-ci, 23 étaient pro-communistes ; seuls sept étaient des livres anti-communistes. Par *livres pro-communistes*, je veux dire des livres qui ont donné le poids de leurs éléments et des éloges spéciaux aux Communistes chinois. Je fournis ici une liste des titres et auteurs, ainsi qu'une brève note présentant le caractère de l'ouvrage :

— *Two Years with the Chinese Communists*, par Claire et William Band — Deux années passées avec les Communistes, et le traitement fabuleux qui leur a été accordé.

— *China Shakes the World*, par Jack Belden — Une présentation glorifiante de la Chine communiste et des réalisations des Rouges.

— *China and America*, par Foster Rhea Dulles — le Kuomintang dispose des mêmes armées réactionnaires que nous avons toujours soutenues, alors que les Communistes représentent les forces de la démocratie en lutte.

— *Unfinished Revolution in China*, par Israel Epstein — Livre violent et enragé, fortement biaisé contre Tchang Kaï-tchek

— *United States and China*, par John K. Fairbank — Écrit sous une façade d'objectivité, mais sévère envers Tchang, et trouvant beaucoup de bien dans le régime communiste.

— *Report from Red China*, par Harrison Forman — Affirme que les Communistes chinois ne sont pas communistes. Il a passé cinq mois en Chine rouge, et n'y a pas trouvé la moindre connexion avec la Russie.

— *Journey from the East*, par Mark Gayn — L'auteur était né en Chine de parents russes. Insiste sur l'idée qu'une étroite amitié entre la Russie et les États-Unis est possible, du fait de la ressemblance entre leurs mentalités de « pionniers. »

— *I See a New China*, par George A. Hogg — Traite des coopératives en Chine — un travail glissant, aux allures d'objectivité, dont le mot « Communiste » est tout à fait banni.

— *New Frontiers in Asia*, par Philip J. Jaffe — Auteur condamné dans la tristement célèbre affaire Amerasia, après qu'il a été découvert que son bureau était empli de documents secrets du gouvernement. Un mémoire favorable aux communistes chinois et à la Russie.

— *Solution in Asia*, par Owen Lattimore — Déjà décrit — un plaidoyer pour une meilleure compréhension de la Russie en Asie.

— *Making of Modern China*, par Owen et Eleanor Lattimore — Un récit de la Chine moderne qui fit plaisir à *the Nation* et à *the New Republic.*

— *Situation in Asia*, par Owen Lattimore — Une analyse plus avancée en faveur de la domination rouge en Asie.

— *China's Wartime Politics*, par Lawrence K. Rosinger — Publié sous les auspices de l'*Institute of Pacific Relations.*

— *China's Crisis*, par Lawrence K. Rosinger — Ce livre décrit avec approbation les changements révolutionnaires menés en Chine.

— *China Among the Powers*, par David N. Rowe — A reconnu que Tchang Kaï-tchek était le dirigeant autour duquel tous les éléments pouvaient être ralliés, mais tous (y compris les Communistes) doivent y être intégrés.

— *Battle Hymn of China*, par Agnes Smedley — Un hymne élogieux à la gloire des Communistes en Chine.

— *People on Our Side*, par Edgar Snow — Bien entendu, « le peuple de notre côté » comprend les Chinois communistes qui par la suite se sont retrouvés à tirer sur nos soldats en Corée. Quant à la Russie, il fait mention de son bel effort de guerre, et à quel point elle n'aspire qu'à la paix et à disposer de frontières sûres.

— *Challenge or Red China*, par Günther Stein — Un livre violemment pro-communiste. Stein a été accusé par les services de renseignements de MacArthur d'être un agent soviétique. Il décrit l'air de liberté et de circulation de Yenan, la capitale rouge, en comparaison avec l'atmosphère confinée et corrompue de Chungking, la capitale de Tchang.

— *The Stilwell Papers* — journaux posthumes du général Stilwell ; une révélation pathétique et choquante de la haine quasiment démente ressentie par Stilwell envers Tchang.

— *Chinese Conquer China*, par Anna Louise Strong — Une dame très expérimentée en matière de propagande pour la Chine rouge. Soutient la thèse selon laquelle les Communistes chinois sont fondamentalement des Chinois, et pas des disciples de Moscou.

— *China Looks Forward*, par Sun Fo — Un adversaire soi-disant libéral de Tchang Kaï-tchek, qui veut un gouvernement comme le régime socialiste anglais en Chine.

— *The Phoenix and the Dwarfs*, par George E. Taylor — Une pièce de théâtre, dont l'objectif visible est de tourner en ridicule la Chine nationaliste et les idées sociales de la vaste majorité du peuple étasunien, par le directeur adjoint de la division Extrême-Orient de l'OWI.

— *Thunder Out of China*, par Theodore White et Annalee Jacoby — une sélection du *Book-of-the-Month Club* ; une attaque frontale contre le gouvernement nationaliste de Chine. White, au cours d'une interview à la radio, a affirmé que les Rouges chinois étaient moins contrôlés par Moscou que le Kuomintang par Washington.

Telle était la teneur de la propagande pro-communiste disponible pour le peuple étasunien durant la guerre, et surtout au cours des années décisives de l'immédiat après-guerre. De l'autre côté, on trouvait sept ouvrages. Cependant, cette grande disparité ne révèle qu'une partie de l'histoire, comme nous allons le voir plus bas. Voici ces ouvrages :

— *War of a Fighter*, par le général Claire L. Chennault — Il s'agit d'un récit de son commandement en Chine, du célèbre pont aérien qui permit d'approvisionner la Chine en passant au-dessus de la Bosse. Il fut étroitement associé à Tchang et au général Stilwell. Il parle de Tchang selon les termes les plus élogieux, et de Stilwell également, en tant que soldat, mais déplore les relations entretenues par Stilwell avec la Chine.

— *China's Destiny*, par Tchang Kaï-tchek — Un volume exposant sa philosophie.

— *Russia's Race for Asia*, par George Creel, qui dirigea le bureau de propagande étasunien pour le président Wilson durant la première guerre mondiale, et qui fut démocrate toute sa vie. Il s'agit d'une défense de Tchang et du gouvernement nationaliste.

— *Vigil of a Nation*, par Lin Yutang, un éminent essayiste et philosophe chinois, qui a longtemps vécu aux États-Unis.

— *Lost Peace in China*, par George Moorad, un correspondant de guerre qui fut très critique envers les Communistes en Orient.

— *My 25 Years in China*, par John B. Powell, l'un des correspondants en Chine les plus éminents et les plus aimés. L'ouvrage contient une défense bienveillante du gouvernement nationaliste.

— *Last Chance in China*, par Freda Utley, qui a passé de nombreuses années en Chine, et a écrit de nombreux ouvrages sur la Chine et le communisme — très critique de ce mouvement politique.

Nous voyons ainsi que l'on trouvait trois fois plus de livres pro-communistes au sujet de la Chine que ceux qui critiquaient ce régime. Pourquoi en était-il ainsi ? Il existe une réponse à cette question, comme nous allons le voir sous peu. Je pense qu'il ne fait pas de doute que les livres pro-communistes au sujet de la Chine se vendirent probablement vingt fois plus que les livres pro-Chine. De fait, ce furent ces 23 livres favorables à la Chine communiste — je veux dire par ces mots, favorables aux Communistes chinois — qui apportèrent le plus grand nombre d'éléments soi-disant factuels que l'on prit comme socle pour demander aux Étasuniens ayant fait des études de se forger une opinion au sujet de cette tragédie. Voyons à présent ce qui advint de ces livres.

Chapitre 9

Les hommes de main

Tout livre a plusieurs phases à traverser avant d'atteindre le lecteur — d'abord l'auteur, puis l'éditeur, ensuite la librairie, et enfin le lecteur. Au cours de ces phases séparant l'auteur du lecteur, un autre phénomène est impliqué. Il s'agit des critiques. Du fait de la nature des processus de vente de livres, l'utilisation de la publicité est nécessairement limitée. Le fabricant (l'éditeur) ne peut pas dépenser pour un livre qui assure le gros de ses ventes durant une année ou deux les sommes colossales qui sont engagées pour la publicité de produits tels que les céréales ou le tabac. Cela met le livre, et surtout l'éditeur, à la merci de cet autre phénomène dont j'ai fait mention — le critique littéraire. Le critique est probablement l'annonceur le plus puissant pour les livres.

Cependant, il peut également se transformer en tueur de livres. Il peut ignorer un livre ou lui donner un traitement critique de nature à rapidement raccourcir sa durée de vie. Bien sûr, aucun critique ne dispose de ce pouvoir à lui seul. Mais si, au travers d'une combinaison de circonstances, un grand nombre de critiques parviennent à s'accorder soit pour ignorer un livre, soit pour le faire exploser en vol, le livre doit contenir un élément de vie intrinsèque

pour survivre. Les critiques peuvent couler un livre dès sa parution. Ils peuvent également lui donner un coup d'accélérateur, pour le propulser vers une distribution à fort volume.

Le libraire, à son tour, va être très fortement influencé par les critiques. Si ceux-ci ignorent un ouvrage, le libraire va se montrer très prudent quant à le présenter en rayon. S'ils s'unissent pour faire les éloges vibrants de l'ouvrage, le libraire, qui est un commerçant, va se trouver encouragé à en acheter en grande quantité, et va donner à l'ouvrage une place de premier choix en rayons ou en devanture.

Pour ces raisons, vous pourriez bien supposer que nos amis roses, et surtout rouges, ne vont pas négliger les possibilités ouvertes par ces circonstances. Je peux vous donner l'assurance que ces « érudits » besogneux, qui brûlent autant d'encens devant l'autel de la liberté d'expression, se sont accordé la tâche de promouvoir les ouvrages qu'ils approuvent, et de supprimer les livres qui ne leur plaisent pas, à une échelle telle que la situation a pu approcher les dimensions d'un scandale. L'éditeur de livres, qui est après tout lui-même également un homme d'affaires, ne peut pas se permettre de faire fi de ces facteurs dans ses activités. La publication d'un livre est au mieux un pari, sauf pour certains auteurs bien établis, dans le secteur de la fiction, qui disposent d'un lectorat installé et constant. Les éditeurs, qui pèsent leur décision de prendre ou non le pari pour chaque manuscrit qui leur est soumis, estiment, vous pouvez en être assurés, les perspectives pour chaque livre de s'exposer aux coups portés par les critiques roses et rouges.

Ces généralisations étant énoncées, jetons un coup d'œil à cette bataille des critiques, dans les faits. Bien entendu, de nombreux journaux et magazines font paraître des critiques de livres. Mais pour de bonnes ou de mauvaises raisons, il n'existe guère de journaux bien connus exerçant une influence particulièrement forte sur la carrière d'un livre. Les plus importants sont le *Times* de New York, le *Weekly Book Review* et le *Herald-Tribune Books of the Week* de New York. Le *Tribute* de Chicago fait paraître une revue

littéraire hebdomadaire, mais reste nouveau dans la matière, étant apparu récemment. Je vais ici faire le récit d'une entreprise plutôt sordide, lancée par un groupe d'adorateurs de la liberté de la presse, orientés à gauche, et visant à détruire cette publication au travers d'un boycott. Il y a également le *Nation*, le *new Republic*, et le *Saturday Review of Litterature*. La raison pour laquelle ces trois publications sont importantes réside dans leur vaste circulation dans les universités et dans les cercles littéraires. Les revues de ces publications sont généralement regardées de près par les libraires. Voyons comment tout ceci s'articule en pratique.

Dans le chapitre précédent, j'ai fait la liste de 30 ouvrages traitant de la Chine et de ses problèmes. Vingt-trois de ces livres étaient favorables aux Communistes chinois. Sept étaient anti-communistes. Il me semble bien que nous pourrions bien révoquer l'ensemble de ce sujet avec la très simple affirmation que voici :

> Chacun des 23 ouvrages pro-communistes, lors de sa revue, a reçu une approbation éclatante de la part des critiques littéraire que j'ai nommés — à savoir le *Times* de New York, le *Herald-Tribune*, le *Nation*, le *New Republic* et le *Saturday Review of Literature*. Et chacun des ouvrages anti-communistes a été ou bien vertement condamné, ou bien ignoré par ces mêmes revues.

Il me semble que cette simple affirmation couvre pleinement le sujet. Mais le phénomène est d'une importance telle qu'il m'apparaît que quelques détails de cette étrange situation méritent que l'on s'y attarde.

Edgar Snow a écrit en 1944 un ouvrage appelé *People on Our Side*. Parmi les « peuples de notre côté, » bien entendu, figuraient les Communistes russes et chinois, même si vous pourriez émettre quelques réserves à cet égard en 1950 et en 1951, à la lecture des pertes quotidiennes que nous subissons en Corée. Cet ouvrage a reçu tous les éloges du *Times*[1] de New York, par C.L. Sulzberger,

1. N. Y. *Times Weekly Book Review*, 10 septembre 1944.

qui en a profité pour porter quelques coups de pouce au livre *Red Star Over China* et *Battle for Asia*, écrits par Edgar Snow. Dans le *Herald-Tribune*[2], l'ouvrage a reçu une critique qui l'a propulsé en avant, de la part de Joseph Barnes, qui fut jadis l'éditeur aux affaires étrangères de ce guindé et ancien organe « républicain », qu'il a quitté pour devenir co-actionnaire et éditeur du désormais défunt *Star* de New York — un champion pro-communiste.

Dans les pages du *Saturday Review of Literature*[3], la critique revenait aux mains de Mark Gayn, né en Chine de parents russes qui avaient fui la Russie tsariste. Il avait fait ses études à Vladivostok et avait constamment défendu les Communistes chinois, et il fut, comme nous allons le voir, impliqué dans la célèbre affaire *Amerasia*. Dans le *New Republic*[4], une revue tout aussi brillante fut produite par feu Agnes Smedley, une militante communiste. Le *Nation*[5] suivit avec une critique de Marcus Duffield, qui vit dans *People on Our Side*, l'ouvrage de Snow, un bon livre écrit « par un journaliste scrupuleusement précis. »

Puis, il y a un volume, écrit par Owen Lattimore, sous le titre de *Solution in Asia*. Il s'agit d'un livre typique de Lattimore, duquel nous apprenons que Mao Zedong s'intéresse à la Chine, pas à la révolution mondiale, exactement comme Staline s'intéresse à la Russie et pas à la révolution mondiale. La terreur rouge, en Chine, où les Communistes ont massacré les propriétaires terriens, est excusée ; partout, la « terreur blanche » est pire que la terreur rouge, comme dans la Pologne de Piłsudski et la Finlande de Mannerheim. Dans cet ouvrage, il soutient presque chaque position et chaque demande faites par les Communistes en Chine. Et il n'oublie pas d'indiquer que, pour ce qui concerne la Corée, *nous ne devions pas abandonner les dirigeants coréens en exil qui ont quitté leur pays depuis si longtemps qu'aucun d'entre eux ne serait plus*

2. N. Y. *Herald-Tribune Books of the Week*, 10 septembre 1944.
3. *Saturday Review of Literature*, 9 septembre 1944.
4. *New Republic*, 2 octobre 1944.
5. Nation, 23 septembre 1944.

accepté au pays — même si, trois années plus tard, le Dr. Syngman Rhee, au cours d'une élection absolument libre, reçut une écrasante majorité.

Qui, à votre avis, produisit la critique de cet ouvrage pour le compte du *Times* ?[6] Edgar Snow, qui ne faisait guère preuve de décence, puisque un autre ouvrage de Lattimore avait peu de temps auparavant reçu une somptueuse accolade de la part de Nym Wales, l'épouse de M. Snow, au sein du *Saturday Review of Literature*[7]. Dans le *Herald-Tribune*[8], A.T. Steel a affirmé que le livre de Lattimore était l'un de ceux qui « doivent figurer parmi les lectures de tout diplomate, et de toute personne concernée par le re-façonnement de l'Asie. » Je ne doute pas qu'il trouve automatiquement sa voie parmi ces lectures. « Le vent de l'avenir souffle au travers... de cette revue stimulante sur des sujets couvrant l'Extrême-Orient, » a affirmé M. T.A. Bisson pour le *Saturday Review of Literature*[9]. Le *New Republic*[10] a rayonné sur cet ouvrage dans une critique signée par Richard Watts, qui a produit la plupart des critiques de livres pro-communistes chinois pour le compte du *New Republic*. Le *Nation*[11] a confié le travail à Maxwell S. Stewart, qui a trempé dans quelque 40 activités pour le compte des Communistes. Je pourrais ajouter qu'il était l'un des rédacteurs en chef de *Nation*.

C'est ainsi que sont traités les livres pro-communistes au sujet de la Chine. Voyons à présent ce qui est arrivé aux quelques ouvrages produits par le point de vue anti-communiste. L'un d'entre eux fut *My 25 Years in China*, par John B. Powell. Powell fut l'un des anciens correspondants en Chine les plus appréciés. C'était un éditeur du Missouri qui s'était rendu en Chine en 1917 pour y pu-

6. N.Y. *Times Weekly Book Review*, 25 février 1945.
7. *Saturday Review of Literature*, 25 mars 1944.
8. N.Y. *Herald-Tribune Books of the Week*, 25 février 1945.
9. *Saturday Review of Literature*, 10 mars 1945
10. *New Republic*, 26 février 1945.
11. *Nation*, 17 mars 1945.

blier un journal. C'était un ennemi infatigable des Japonais, raison pour laquelle, après Pearl Harbor, il fut jeté « dans la prison célèbre de Bridge House, à Shanghai, » affamé et gelé, « assis les jambes croisées à la manière japonaise, jusqu'à ce que la gangrène du béribéri se mit à lui ronger les pieds. » Après sa libération, son état physique déplorable « ne le découragea pas. » Je cite un éditorial du *Times* de New York. « Il s'est jeté dans la lutte pour une Chine libre — libre de la menace communiste en même temps qu'elle fut finalement libérée de la menace japonaise. Ce fut avec un appel à notre vigilance forte et sans relâche en Extrême-Orient encore sur les lèvres que son coeur fatigué finit par le lâcher. » [12]. Ainsi parla le *Times* de New York dans un éditorial lorsqu'il mourut.

Mais lors de la parution de son livre, la critique fut confiée à Annalee Jacoby [13], co-auteur avec Theodore H. White de *Thunder Out of China*, un ouvrage orienté à gauche. Elle traita Powell, dans les pages du *Times Weekly Book Review*, de réactionnaire. Elle méprisait son opinion énonçant qu'il existait une menace rouge en Chine, et lui reprocha d'appeler les Communistes des bandits. Tel est le traitement réservé par le *Times* à un livre écrit par un homme dont le *Times* énonça dans son éditorial après sa mort : « Aucun civil de notre histoire n'a jamais combattu plus vaillamment pour son pays, ni contre des puissances aussi contraires. La meilleure manière pour notre nation d'honorer sa mémoire est de nous en tenir strictement à ses hauts principes, comme il le fit. » [14]

Comme le propre livre de Melle Jacoby fut traité différemment par le *Times*. Elle avait écrit avec Theodore H. White *Thunder Out of China*, dénonçant le Kuomintang, vantant les Communistes, demandant « l'unité en Chine » avec les « les éléments démocratiques au contrôle » — les éléments démocratiques comprenant les Communistes. Cependant, la critique du livre de White-Jacoby fut

12. N.Y. *Times* (Editorial), 2 mars 1947.
13. N.Y. *Times Weekly Book Review*, 16 décembre 1945.
14. N.Y. *Times* (Editorial), 2 mars 1947.

confiée à John K. Fairbank dans le *Times*[15], un professeur de Harvard qui colportait la ligne communiste sur la Chine, à Richard Watts pour le *Herald-Tribune*[16], à Edgard Snow pour le *Saturday Review of Literature*[17], Lawrence K. Rosinger pour le *New Republic*[18] et Agnes Smedley pour *Nation*[19]. Tous vantèrent l'ouvrage avec emphase. Mais le livre de Powell, critiqué par Melle Jacoby pour le compte du *Times*, fut mis en pièces par Owen Lattimore dans le *Herald-Tribune*[20], par Agnes Smedley pour le *New Republic*[21], même si celle-ci eut l'élégance de rappeler le positionnement courageux de Powell face aux Japonais. Le *Saturday Review of Literature* ignora cet ouvrage.

George Creel écrivit *Russia's Race for Asia*. Il s'agit d'une défense de qualité des Nationalistes, écrite par un éminent journaliste étasunien. L'ouvrage resta ignoré par le *Herald-Tribune*, *Nation* et le *New Republic*. Le *Times*[22] fit paraître une revue écrite par le retors Nathaniel Peffer, particulièrement compétent pour emprunter la voie la plus sûre. Il affirma qu'il était douloureux de devoir dire que Creel avait écrit un livre très absurde. Dans le *Saturday Review of Literature*[23], la critique fut assurée par Edgar Snow, qui « fit le travail. »

Même le *New Frontiers in Asia*, écrit par Philip Jaffe fut aspergé de louanges. Alors que ces critiques étaient en cours de rédaction, Jaffe fut arrêté du fait de ses liens avec la célèbre affaire *Amerasia*, au cours de laquelle Jaffe plaida coupable et se vit infliger une amende de 2500 $ — une sorte de petite tape sur le poignet —

15. N.Y. *Times Weekly Book Review*, 27 octobre 1946.
16. N.Y. *Herald-Tribune Books of the Week*, 27 octobre 1946.
17. *Saturday Review of Literature*, 26 octobre 1946.
18. *New Republic*, 18 novembre 1946.
19. *Nation*, 30 novembre 1946.
20. N.Y. *Herald-Tribune Books of the Week*, 11 novembre 1945.
21. *New Republic*, 26 novembre 1945.
22. N.Y. *Times Weekly Book Review*, 13 mars 1949.
23. *Saturday Review of Literature*, 9 août 1949.

alors qu'on avait découvert chez lui une pièce presque emplie de documents secrets appartenant au gouvernement des États-Unis.

Le *Herald-Tribune* alla plus loin que le *Times*, car son principal critique littéraire, Lewis Gannett, dans sa revue littéraire quotidienne, nota l'existence d'un bon nombre d'ouvrages listés ici. Au début, il sembla sympathique envers Tchang Kaï-tchek, bien que cela ne l'empêchât pas de s'exprimer lyriquement (le 7 septembre 1943) sur Agnes Smedley, la communiste, et son livre *Battle Hymn of China*. Mais après que la ligne officielle sur Tchang changea, Gannett considéra (le 28 janvier 1947) comme « fondamentalement sensés » des commentaires sur les discours de Tchang, présentant son gouvernement comme « l'un des gouvernements les plus corrompus des temps modernes », fait par Philip Jaffe, le héros de la tristement célèbre affaire *Amerasia*. Il commenta positivement le livre de Powell sans entrer profondément dans les aspects politiques, mais déversa ses louanges sur *Thunder Out of China*, l'ouvrage de White et Jacoby, *The United States and China*, le livre de Fairbank, et bien sûr deux livres produits par Lattimore et Snow.

La force avec laquelle les auteurs des livres pro-communistes se sont engagés dans le processus consistant à glorifier les ouvrages des uns et des autres, et à dénigrer les travaux produits par les auteurs anti-communistes dans ces cinq journaux est très révélatrice. Le nombre de critiques écrites par chacun d'entre eux est résumé en table 9.1.

En d'autres termes, ces auteurs ont écrit 12 livres parmi les 23 ouvrages pro-communistes. Puis ils ont pratiqué 44 critiques des ouvrages listés. Certains des auteurs des ouvrages pro-communistes, c'est-à-dire les Lattimore, Snow, et leurs semblables, ont mis à mal chacun des sept livres anti-communistes. C'est-à-dire que, pour les livres anti-communistes, John K. Fairbank, Agnes Smedley et Harrison Forman ont chacun ouvert le feu sur un livre, Edgar Snow s'est chargé de deux, Annalee Jacoby de deux, et Owen Lattimore de trois.

Certains de ces propagandistes roses et rouges n'étaient pas

Table 9.1 – Nombre de critiques produites par auteur ayant produit des livres favorables au régime communiste chinois.

Lattimore et son épouse	13
Snow et son épouse	10
Smedley	6
Gayn	4
Fairbank	4
Jacoby et White	4
Harrison Forman	1
Foster Rhea Dulles	1
Rosinger	1

encore satisfaits d'usurper à leur étrange manière tout l'espace disponible dans les livres et les magazines. Ils n'étaient pas encore satisfaits de promouvoir avec des critiques rosées les livres faisant les éloges des Rouges chinois et dénonçant les crimes de leurs opposants. Ils ne perdirent aucune opportunité de compliquer la publication des livres anti-rouges et de les tuer dès le moment de leur publication.

En 1946, le *Tribune* de Chicago décida de faire paraître un *Weekly Magazine of Books*. Le *Tribune* s'était exposé à la colère des amis de la Russie rouge par ses longues et incessantes attaques contre leurs singeries aux États-Unis. Quoi que l'on puisse trouver à dire au sujet du *Tribune*, il faut bien reconnaître, si l'on est honnête, que pour ce qui concernait la Russie et la Chine rouge, le *Tribune* avait raison, et ses ennemis souvent hystériques avaient totalement tort. Il me semble que ce verdict sera confirmé par l'histoire. Il serait également bon de se souvenir que le crime pour lequel le *Tribune* fut mis au pilori par ces apologistes soviétiques a été de (1) dire la vérité au sujet de la Russie, (2) dire la vérité au sujet de la Chine et (3) dire la vérité au sujet des Communistes et des

planificateurs du *Fair Deal* qui, durant la guerre, s'étaient unis avec la Russie rouge et la Chine rouge.

Cependant, dénoncer le *Tribune* ne suffisait pas. Un petit groupe, avec Rex Stout à sa tête, entreprit, au nom de la sainte cause de la « liberté d'expression », de tuer le *Tribune Magazine of Books*, alors en début de vie, au moyen d'un boycott. Durant la guerre, Rex Stout avait dirigé une chose du nom de *War Writers' Board*. Son objectif était ostensiblement de faire progresser la cause des alliés. Rex Stout avait été l'un des fondateurs du journal communiste *New Masses*, l'un de ses premiers éditeurs, et il avait été membre de son premier conseil éditorial. Il est sans doute revenu en arrière vis-à-vis de sa première religion agressivement pro-communiste, mais n'a jamais perdu l'aigreur qui en constitue le centre, couplée à un ton grossier et injurieux qui constitue sa marque de fabrique.

À la fin de la guerre, ne désirant pas abandonner un outil aussi pratique que le *War Writers' Board*, Stout le réorganisa en *Writers' Board*, en parvenant à obtenir le consentement de la plupart des membres du conseil de cet organe, dont la plupart ne comprirent pas ce qu'ils faisaient. Sur cette base, il se mit à continuer, après la guerre, les techniques standard d'intimidation et de harcèlement qu'il avait mises au point durant la guerre.

Lorsque le *Tribune* de Chicago lança sa section de revue littéraire, Stout trouva une possibilité de la tuer dans l'œuf. Il écrivit une lettre à de nombreux auteurs de premier-plan, suggérant qu'ils donnent pour instruction à leurs éditeurs de ne pas acheter d'espace publicitaire au sein du *Tribune Magazine of Books*. Un membre indigné du *Writers' Board* m'a envoyé un exemplaire de cette lettre. J'en ai rapidement envoyé des copies à de nombreux membres du conseil de Stout, parmi lesquels figurait une très imposante liste d'auteurs étasuniens très connus. Seize d'entre eux répondirent à Stout en exprimant divers degrés de dégoût, et en annonçant leur démission de ce conseil — ce qui suffit à mettre fin à la chose.

Mais il est intéressant de noter que six d'entre eux m'ont écrit pour approuver les actions menées par Stout. Quatre d'entre eux

sont : Lewis Gannett, critique litéraire du *Herald-Tribune* de New York, le Dr. Henry S. Canby, William Rose Benét, éditeurs du *Saturday Review of Literature* et Walter Davenport, qui avait récemment été nommé éditeur de *Collier's*. Bien sûr, ils n'aimaient pas les boycotts, mais la lettre de M. Stout suggérant que les auteurs demandent à leurs éditeurs de boycotter le *Tribune Magazine of Books* n'était pas un boycott.

Ce chapitre de l'histoire de la critique littéraire peut bien sûr se comprendre dans les cas du *New Republic*, de *Nation* et du *Saturday Review of Literature*. Mais comment l'expliquer dans le cas du *Times* de New York ? On peut même le comprendre dans le cas du *Herald-Tribune*, avec sa double personnalité et sa curieuse habitude d'aduler tant d'autels contradictoires. Car ce journal, jadis grandiose, peut avoir pour éditeur le conservateur et raisonné M. Geoffrey Parsons, tout en ayant pour éditeur à l'étranger M. Joseph Barnes, un pro-communiste extrême sur les affaires chinoises qui a quitté le *Herald-Tribune* pour devenir co-éditeur d'une affreuse chose pro-communiste appelée le *Star*, qui explosa après une brève carrière. Mais comment l'expliquer pour le cas du *Times* de New York ? On avait 30 livres. Son attitude critique à l'égard de ces ouvrages n'a pas changé une seule fois. Elle a fonctionné à l'instar de celles du *Daily Worker*, de *Nation* et du *New Republic*. Il a poussé en avant les livres pro-communistes de la liste que j'ai citée, et a fustigé les livres anti-communistes — sans exception. Cela ne saurait être le fruit d'un accident.

Quelle en est donc l'explication ? Je n'accuse pas le *Times* d'avoir embauché des Communistes parmi son personnel. Le *Times* n'a pas adopté cette ligne dans les départements d'information, ni les éditoriaux. Ce grand journal a ses propres biais, ce qui est parfaitement son droit — car, après tout, c'est une organisation humaine. Et sans doute ces biais ne sont ni communistes, ni socialistes. Bien sûr, toutes sortes de gens sont tombés sous le sort de l'attitude officielle du gouvernement envers notre « noble alliée » la Russie. Nous nous battions contre le même ennemi. Il n'aurait servi à rien

de décrire comme de la canaille les dirigeants russes une fois la guerre terminée. Mais il ne servait à rien non plus de créer un portrait de Staline et de son empire communiste complètement faux, et même fatal. Nous disposions de pléthore d'avertissements et de preuves. Nous avions assisté à 25 années d'histoire rouge en Russie. Nous avions vu le viol de la Pologne et des États baltes par Staline, et son invasion choquante de la Finlande lorsqu'il devint le « noble allié » de Hitler. Et, en 1943, n'importe quel étudiant des affaires russes put lire dans l'évaluation publiée par David J. Dallin dans son ouvrage *Russia and Postwar Europe* un exposé brillant et prophétique des intentions de la Russie pour l'après-guerre. L'histoire de la Russie en Asie et de ses ambitions aux abords de ses frontières avec la Chine était bien connue des étudiants des affaires orientales.

Sous quel sort l'éditeur du *Times* tomba-t-il ? Aurait-il pu tomber sous le charme de la propagande officielle en cours ? On ne trouve pas d'élément de taille étayant cette thèse dans la section éditoriale. Aurait-il pu se laisser séduire par une notion erronée de « liberté » entretenue par son éditeur littéraire ? Savait-il précisément ce qui se passait au sein de ces revues ? Était-ce le produit de pressions du gouvernement, soutenues par les immenses pouvoirs d'intimidation détenus par le gouvernement ?

Il y *eut* des intimidations — en nombre, et sur de nombreux fronts — avant même le début de la guerre. Je n'ai découvert que quelques jours avant d'écrire ces lignes l'existence d'un étrange cas concernant l'attitude du gouvernement sur ce point. En 1939, le gouverneur Wilbur Cross, à la suite de sa défaite à la réélection au poste de gouverneur du Connecticut, reprit son poste d'éditeur pour le *Yale Review*. Il m'écrivit, suggérant que je prépare pour le *Review* un article sur « L'Étrange Cas de Harry Hopkins, » comme il l'appelait. J'ai écrit l'article, et le *Review* l'a publié sous le titre *Mr. Hopkins and Mr. Roosevelt*. Le président Franklin D. Roosevelt envoya rapidement une lettre au gouverneur Cross, au titre d'éditeur du *Review*, pour protester en personne contre cet article. Tel

était bien sûr son droit. Il n'affirma pas que l'article était calomnieux, car loin s'en fallait. Il ne se plaignit pas que je l'attaque personnellement, lui ou Hopkins. Il affirma qu'il avait « observé John T. Flynn au cours de ces nombreuses années », et avait noté que cet auteur ne proposait jamais aucune solution à aucun problème, mais s'opposait toujours aux solutions suggérées. Il s'agissait évidemment d'une déclaration éronnée, mais c'était son droit de voir et d'exprimer les choses ainsi. Ce fut la *méthode* de traitement de ce problème de critique qui fut, pour dire les choses avec modération, choquante. Il énonça : « Par conséquent, Q.E.D., John T. Flynn devrait être désormais banni des colonnes de tout quotidien présentable, de tout magazine mensuel, et de tout trimestriel national, tel que le *Yale Review.* » [24] La seule raison énoncée est que ma vision divergeait de la sienne.

Il s'agissait certes là d'une manière nouvelle de gérer une critique. Heureusement, à cette époque, il ne disposait pas du pouvoir de mettre en oeuvre ce remède. Mais lorsque la guerre arriva, il eut les mains pleines d'armes d'intimidation et de suppression. Je n'aurais rien su au sujet de cette preuve précieuse de l'attitude du dirigeant à l'égard de la suppression éditoriale si un scribouilleur sans envergure de la Gauche désormais indignée n'avait pas été assez bête pour exposer cet incident gênant dans un ouvrage récent, et ainsi faire connaître à son insu son propre complexe étrange au sujet du grand problème de la liberté de la presse.

24. F.D.R., *His Personal Letters, 1928-1945* (N.Y., 1950), p. 904.

Chapitre 10

La Gauche déclenche la foudre sur la Droite

Au fur et à mesure que l'on s'enfonce plus profondément dans cette étrange jungle de propagande étrangère, la scène devient de plus en plus déconcertante. Nous avons bien sûr nos magazines et journaux communistes. On s'attend à y trouver la ligne communiste fidèlement définie et mise en avant. Mais peu de gens les lisent, hormis les membres du parti, le FBI, et un nombre limité d'auteurs qui gardent un oeil sur les activités des Rouges. Ils ne disposent pas de valeur de propagande vis-à-vis de la masse des lecteurs étasuniens. Un article pro-communiste dans le *Saturday Evening Post* peut produire davantage de dégâts que dix années du *New Masses* ou du *Daily Worker*.

Ici, le lecteur incrédule va peut-être montrer quelque impatience — allez-vous sérieusement affirmer que le *Saturday Evening Post* a imprimé de la propagande communiste au sujet de la Chine ? Oui, et pas uniquement un article, mais de nombreux articles. Entre 1943 et 1947, le *Post* a imprimé *quarante-cinq* (45) articles signés par Edgar Snow au sujet de la Chine, de la Russie, de l'Inde, de

la Yougoslavie, etc. — nombre d'entre eux sur l'Asie. Il ne sera pas nécessaire de rappeler au lecteur qu'Edgar Snow a été l'auteur de deux ouvrages — *Red Star Over China* et *Battle for Asia* — devenus tous deux quasiment des bibles pour la clique pro-russe et pro-communiste chinoise.

Il y a eu quelques articles au sujet de la Chine, écrits par d'autres personnes. Nous allons y revenir. Mais commençons pas jeter un oeil sur la ligne de propagande que M. Snow répandait sur les millions de lecteurs du *Saturday Evening Post*.

En 1937, Snow avait écrit, dans *Red Star Over China* :

> L'idéologie politique, la ligne tactique et la direction théorique des Communistes chinois ont été sous l'orientation étroite, voire la direction positive, de l'Internationale communiste, qui au cours de la dernière décennie est devenu pratiquement un bureau du parti communiste russe. En analyse finale, cela signifie que pour le meilleur ou pour le pire, les politiques des Communistes chinois, comme celles des Communistes dans tout autre pays, ont dû s'aligner, et souvent se subordonner, avec les vastes exigences stratégiques de la Russie soviétique, sous la dictature de Staline. [1]

Mais Snow disposait d'un nouveau nom pour ses héros. Dans le *Post*, ils sont devenus les Partisans. Par un simple artifice de machine à écrire, l'« ancienne » armée rouge communiste de Mao Zedong s'est retrouvée transformée en une armée de Partisans. Snow est désormais allé plus loin, et nous a affirmé qu'« il n'y a jamais eu de communisme en Chine. » Bien avant que l'ancienne armée communiste disparût, écrivit-il dans le *Saturday Evening Post*, elle cessa d'avoir le moindre contact avec Moscou [2] — une information erronée au point d'en être choquante, car nous savons désormais

1. *Red Star Over China* (Snow), p. 374.
2. « Sixty Million Lost Allies, » *Saturday Evening Post*, 10 juin 1944.

que Mao Zedong fut membre du Komintern jusqu'à l'abolition de celui-ci.

Snow cita le Colonel Evans Calrson décrivant Chu Teh comme un homme qui avait la « bienveillance de Robert E. Lee, la ténacité de Grant, et l'humilité de Lincoln. » Tout ceci dans un article du *Saturday Evening Post* expliquant comment nous étions en train de perdre « 60 millions d'alliés. »

Dans un autre article paru en 1945, Snow parvint à afficher dans les pages du *Post* l'ensemble de la ligne de propagande communiste chinoise :

> Parmi les 800 000 soldats fantoches travaillant pour le Japon, les neuf dixièmes sont d'anciens membres de l'armée du Kuomintang dont les généraux tiennent désormais lieu de « quislings. » Le Kuomintang « détourne les meilleurs soldats » vers le blocus de la 8ème Route et de la 4ème Route, héroïques et patriotiques — les armées communistes chinoises, au lieu de se battre contre les Japonais. En résistant au gouvernement de coalition en Chine, les dirigeants du Kuomintang sabotent l'effort de guerre. Les Communistes chinois ont remporté une augmentation stupéfiante de pouvoir et de territoire, sans la moindre aide d'un quelconque gouvernement, fut-ce la Chine ou les États-Unis, et le pouvoir du Kuomintang dans ces régions a été éradiqué. [3]

Snow se montre extrêmement adroit. Il a laissé des traces dépeignant complètement les révolutionnaires chinois comme des Rouges trop directs pour qu'on les prenne au pied de la lettre. Dans cet article, il présente les Communistes comme des réformateurs agraires. Il nous a dit dans l'article précédent qu'il n'y avait jamais eu de communisme en Chine, y compris dans les régions communistes.

3. « Must China Go Red ? », Edgar Snow, *Saturday Evening Post*, 12 mai 1945.

C'est un rejeton chinois du Marxisme et en pratique, il a « trouvé ses adeptes principalement parmi les paysans, en déployant un programme de démocratie agraire, avec le socialisme pour objectif ultime, mais reconnu comme lointain. » On ne devrait pas du tout les qualifier de Communistes [4]. Mais en 1945, il nous dit que c'est une erreur de supposer que les Communistes n'aspirent pas au pouvoir, ou qu'ils visent à établir une démocratie libérale comme la nôtre. Ce serait une forme d'« égalitarisme démocratique » [5] — N'importe quoi.

Le but poursuivi sans fin par Snow était de contraindre Tchang Kaï-tchek à accepter les Communistes dans son gouvernement, car il devait bien savoir, comme la Russie le savait, et comme toute personne bien informée le savait, qu'il n'existe rien de tel qu'une coalition avec les Communistes. Si les Communistes chinois entraient au gouvernement de Tchang, soit ils le domineraient, soit ils le quitteraient.

Pourquoi les éditeurs du *Saturday Evening Post* mirent-ils ces articles sous presse ? Edgar Snow, avec son long historique de propagande communiste, obtint non seulement un accès libre aux colonnes du *Post*, mais fut nommé éditeur associé, et put exercer une influence sur ce qui paraîtrait ou non dans le *Post* au sujet de la Chine. Il va de soi que nulle personne saine d'esprit ne pourrait supposer une seule seconde que les éditeurs du *Saturday Evening Post* entretiennent la moindre sympathie avec la Russie communiste ou avec la Chine communiste. La seule raison pour laquelle ces articles parurent dans le *Post* semble être que les éditeurs du *Post* crurent en leur contenu. Et il s'agit de l'aspect le plus terrifiant de l'ensemble de cet épisode. Non seulement ces gentlemen ne sont pas communistes, ni même n'entretiennent des sympathies orientées à gauche ; et l'on ne peut pas les taxer d'être des simples d'esprit, même en se creusant l'imagination. Il s'agit d'hommes très

4. « Sixty Million Lost Allies. »
5. « Must China Go Red ? »

intelligents et présentant une vaste expérience comme éditeurs. Le fait qu'ils se soient laissé berner aussi grièvement est une preuve montrant à quel point l'esprit étasunien s'est trouvé sans défense face à cette propagande.

Je pourrais trouver des raisons d'excuser le *Post* si une chose n'était pas établie. Imprimer quelques articles écrits par Edgar Snow serait totalement défendable, car il s'agit d'un auteur compétent qui dispose d'une vaste expérience en Asie. Mais je ne parviens pas à comprendre qu'il ait pu être accepté comme éditeur associé, avec une certaine influence sur ce qui devrait être imprimé par le magazine au sujet de l'Extrême-Orient. N'y avait-il personne de compétent pour faire entendre au sein du *Post* l'autre facette de ce sujet ? Snow écrivit entre juillet 1943 et décembre 1950, et son nom disparut alors de la liste des éditeurs du *Post*. Entre 1943 et le mois d'avril 1950, on compta 61 articles au sein du *Post* rédigés par Snow sur la Chine, l'Asie, la Russie, et quelques articles sur l'Europe. Entre 1943 et le mois d'avril 1945, le *Post* fit paraître 24 articles rédigés par Edgar Snow. Durant cette période, tous les articles traitant de la Russie furent écrits par Snow, à l'exception d'un seul, écrit par Peter F. Drucker. Au sujet de la Chine, outre les articles de Snow, parurent quatre autres écrits par E.O. Hauser en 1943 et 1944, deux écrits par Samuel Lubell et un écrit par D. Berrigan. Hauser figurait parmi le personnel du l'*Institute of Pacific Relations*, et était contributeur du magazine *Amerasia*, sur lesquels nous allons revenir plus bas.

L'article de Berrigan[6] était une glorification du général Joe Stilwell, qui était l'ennemi le plus acharné, intolérant et grossier de Tchang Kaï-tchek et du gouvernement nationaliste. Trois des articles écrits par Hauser étaient exempts de propagande. Cependant, l'un d'entre eux, en date du mois d'août 1944, était dans la lignée rose — à savoir que le Kuomintang était tout à fait totalitaire dans

6. « Uncle Joe Pays Off », par D. Berrigan, *Saturday Evening Post*, 17 juin 1944.

sa tonalité et pouvait devenir fasciste ou communiste à moins que les États-Unis lui donnassent un coup de pouce amical pour laisser leur chance aux éléments « démocrates ». Bien sûr, il ne désignait pas forcément les Communistes, mais tous les « libéraux » hors de la « clique » du Kuomintang [7].

Quant aux deux articles rédigés par Samuel Lubell, celui du mois de février 1945 s'intéressait au général Stilwell, qui « représentait tous nos efforts pour gagner la guerre rapidement, alors que Tchang symbolisait les obstructions et les limites qui nous gênaient » [8].

Au mois de mars 1945, dans le *Post*, Lubell adopte l'ancienne ligne selon laquelle le problème Numéro Un de la Chine est un accord entre Chungking et les Communistes chinois, que cela est central pour nous, que nous devrions faire pression pour l'obtenir, car cela libérerait entre 300 000 et 500 000 soldats qui ont été immobilisés pour assurer le blocus des Communistes. Puis suit sa proposition de choix — qu'un tel accord nous permettrait d'« armer les partisans communistes. » Il indique également que l'ambassadeur Hurley avait été informé en Russie par Molotov que la Russie ne considère pas les Rouges chinois comme des Communistes, mais comme semblables aux anciens travaillistes aux États-Unis, que la Russie ne les a pas aidés ni ne veut de dissension interne en Chine [9].

Il y eut un article écrit par Demaree Bess qui présentait avec exactitude l'ensemble de la situation en Extrême-Orient, sans biais.

Tout lecteur du *Saturday Evening Post* lisant ce groupe d'articles sur la période des quatre années critiques où les opinions se construisirent reçut exactement la collection d'idées que Staline et les Communistes chinois voulaient implanter dans son esprit.

---

7. « China Needs a Friendly Nudge », E. O. Hauser, *Saturday Evening Post*, 26 août 1944.

8. « Vinegar Joe and the Reluctant Dragon », Samuel Lubell, *Saturday Evening Post*, 24 février 1945.

9. « Is China Washed Up ? », Samuel Lubell, *Saturday Evening Post*, 31 mars 1945.

Au risque de me répéter, qu'il ne soit pas induit de mes observations que j'accuse le *Saturday Evening Post* d'être communiste. Je suis tout à fait certain que des articles de cette nature ne pourraient jamais refaire apparition de nos jours dans le *Post*, car le peuple étasunien, ainsi que les éditeurs de ce journal, sont à la fois devenus plus sages et plus tristes. Je n'aborde ce sujet qu'avec réticence, et parce que je pense qu'il est nécessaire de faire progresser la compréhension dans l'esprit des Étasuniens sur l'aide colossale que la Russie soviétique a reçue pour la poursuite de ses propres objectifs, par suite de l'innocence et de l'ingénuité des Étasuniens les plus instruits qui fussent dans ce domaine. Nous nous sommes comportés comme des bébés perdus dans les bois. Je me suis attardé ici sur les articles parus dans le *Saturday Evening Post* affectant la Chine et la Russie. Je ne discute pas des colonnes éditoriales du *Post*, qui ont toujours conservé une ligne étasunienne.

Je pense pouvoir affirmer honnêtement que je comprends quelque peu la portée selon laquelle l'esprit étasunien peut se laisser influencer, sur la base de l'innocence dont j'ai fait mention. Notre volonté de discuter toutes sortes de questions a été l'une de nos vertus, et au fil des années, j'ai vu les journaux les plus conservateurs laisser de la place à la défense des Communistes et des Socialistes au nom du droit à se faire entendre.

Ce que nos Étasuniens les plus instruits n'ont pas compris est que le révolutionnaire rouge ne promeut pas sa cause par le débat et la discussion. Il sait que les idées s'implantent dans les esprits, non pas par les débats et les discussions, mais suivant certaines techniques de propagande. D'une part, ni le socialisme, ni le communisme ne se vendent bien avec cette étiquette. Il faut les affubler d'autres noms. D'autre part, le produit communiste doit être vendu par tranches — pas en une pièce. Enfin, le travail de vente est à réaliser par des personnages au-dessus de tout soupçon — non par des orateurs communistes ou socialistes juchés sur une boîte à un coin de rue, mais par des personnes qui réfutent être communistes ou socialistes, et qui vendent leur produit dans nos écoles, nos jour-

naux conservateurs, nos magazines, nos radios et nos cinémas, et suivant tous les moyens de propagandes connus. Et je le répète, cela ne se vend pas en un morceau. Vous acceptez une petite idée aujourd'hui, une seconde le lendemain. Quelqu'un d'autre va accepter la troisième idée le surlendemain, et ainsi de suite, jusqu'à ce que nous nous retrouvions piégés dans un dilemme communiste, où nous nous trouverons tellement avancés sur la voie du communisme que revenir en arrière sera plus difficile que poursuivre sur la même voie.

Chapitre 11

La Presse et la Propagande rose

Bien entendu, le *Saturday Evening Post* ne fut pas la seule victime de cette intrusion pro-russe — quoique, du fait de sa considérable influence, de l'importance de sa circulation et de l'entrée libre qu'il accorda à Edgar Snow, les effets de ses articles sur l'esprit public furent les plus importants. Pour autant, *Collier's* eut également sa part.

À une période critique — 1944 et 1945 — *Collier's* ouvrit ses colonnes à Mark Gayn, un membre de l'importante tribu des citoyens nouveaux venus qui nous firent des présentations durant cette période trouble. Il écrivit également pour le *Saturday Evening Post*. Né en Mandchourie, sa famille avait déménagé en Sibérie, et il avait connu l'école soviétique. Il n'avait que louanges pour le système d'instruction soviétique. Il se rendit en Chine en 1927, et après un apprentissage au sein de mouvements de gauche, il arriva aux États-Unis en 1939. Il fut naturalisé en 1944 [1] et devint également

1. State Department Loyalty Investigation ; Sub-Committee of Senate Committee on Foreign Relations (1950), Appendix, p. 230.

l'instrument au travers duquel *Collier's* informait ses lecteurs au sujet de la Chine. Il écrivit trois articles pour *Collier's*, faisant les éloges de la ligne rouge chinoise.

Le 28 octobre 1944, dans un article publié sous le titre « Crisis in China, » il colporte la ligne habituelle ayant trait aux courageuses guérillas des Rouges chinois. Il termine bien entendu sur la ligne usuelle : le remède contre les adversaires de la Chine réside dans « des réformes politiques immédiates, dont la démocratisation du gouvernement, une entente claire et sans équivoque avec les Communistes et la fin du blocus en Chine du Nord. » Pour accentuer les effets de cet article, *Collier's* l'afficha en grand en page de couverture.

Quelques mois plus tard, une nouvelle explosion suivit de la part de la gauche, signée par Mark Gayn sous le titre « The Causes of China's Tragedy. » [2]. Elles sont (1) l'influence du gouvernement de Tchang connait son déclin le plus important depuis des années, (2) le moral national est à son point le plus bas, et (3) la désunion. Le seul remède réside dans un traitement démocratique, et pas uniquement par l'ajout de Rouges au cabinet. L'article est une attaque cinglante contre Tchang Kaï-tchek. Cependant, l'auteur admet que Tchang est un homme fort, mais le seul espoir de la Chine est qu'il va comprendre la gravité de la crise et la nécessité d'une action désespérée — qui est bien entendu d'arrêter le combat contre les Communistes. C'était la ligne officielle des Communistes à l'époque.

Le 3 février 1945, Mark Gayn faisait de nouveau mention des choses merveilleuses accomplies par les Communistes. Il s'extasie sur Mao Zedong — « le grand et chevelu Lénine de la Chine. » Nous nous devions de coopérer avec les Communistes. Nous devions leur remettre des armes et faire tout ce qui était en notre pouvoir pour établir, « à défaut d'une coalition, une véritable trève entre

2. *Collier's*, 13 janvier 1945.

Chungking et les Communistes. » [3].

Voilà ce qui était donné aux lecteurs de *Collier's* au sujet de la Chine. Mais ce n'était pas tout. Dans l'édition du 6 mai 1944, Vera Inber, une « poétesse russe distinguée », comme la décrivit *Collier's* — une trompettiste communiste — écrivit un article sous le titre « Le calvaire de Leningrad », envoyé spécialement par radio jusqu'au magazine. Il y eut d'autres articles s'extasiant sur les héros communistes. Puis suivit cette propagande rouge dans *Collier's* :

2 septembre 1944 — « Will Russia Fight Japan ? », par Salisbury. Oui, elle va le faire — et avec tous ses moyens — pas une simple opération en une fois.

23 décembre 1944 — Harrison E. Salisbury, de nouveau, avec un article sur les miracles de l'Armée Rouge — ses improvisations, sa persistance, ses officiers bien entraînés. Puis, dans l'édition suivante, *Collier's* exprima dans son éditorial l'espoir que la Russie se rallierait à la guerre contre le Japon. « La paix future du monde sera matériellement renforcée si toutes les nations en mesure de le faire s'unissent contre les Japonais et extirpent le potentiel guerrier japonais à la racine, une bonne fois pour toutes. » [4] Ainsi, on nous demandait de rallier Staline pour faire aux frontières orientales de la Russie ce qu'il projetait déjà de faire à ses frontières occidentales — détruire le Japon comme il allait détruire l'Allemagne.

Ainsi, *Collier's*, comme tant d'autres magazines, se fit la victime de la propagande imprimée au sein de ses propres pages. La puérilité absolue de cette suggestion que la Russie rejoignît la guerre contre le Japon doit de nos jours apparaître à chacun. La Russie n'entretenait pas la moindre pensée de rester extérieure à cette guerre. Elle savait que les États-Unis, à l'époque, infligeaient une suite de coups mortels au Japon, que toutes ses sources d'approvisionnement lui étaient retirées, et que sous peu le pays serait paralysé. Il n'y avait aucun pouvoir sur terre pouvant empêcher la

3. « Can China Unite ? », Mark Gayn, *Collier's*, 3 février 1945.
4. *Collier's*, 30 décembre 1944.

Russie d'entrer dans cette guerre, et de se mettre en position de se tailler la part du lion dans le butin. Et c'est ce qui s'est produit.

Puis fut publiée une suite de panégyriques au sein de *Collier's* au sujet de la Russie. Le 10 mars 1945, Ella Winter, qui était citée comme disposant de 25 associations avec des organisations rouges aux États-Unis, et qui était une apologiste bien connue de la Russie, écrivit « Stalin's Plans for Germany, » un aperçu de ce qui se produisit par la suite dans les faits. Par la suite, le 9 juin 1945, la même Ella Winter écrivit « Russia's New Distaff, » au sein duquel elle nous transmit les informations surprenantes et rassurantes sur l'idée que quelque chose avait changé les idées soviétiques sur les femmes, l'école, le sexe, les enfants et la religion, et que désormais, « ils ne sont guère éloignés de ce qu'ils sont à Cincinnati, » affirme *Collier's* dans son introduction à l'article. Si nous lisions ceci dans le *Daily Worker*, cela nous ferait rire.

Le 24 mars 1945, *Collier's* estima que les accords et objectifs énoncés à Yalta étaient excellents et prometteurs —- quoique ni *Collier's*, ni personne d'autre ne connût alors la teneur des accords secrets qui y furent conclus, mais tout en sachant fort bien comment la Pologne et les Pays baltes avaient été trahis par Roosevelt. Le 31 mars 1945, Lillian Hellman, une dramaturge notoirement ancrée à gauche fit apparition avec un article intitulé « I Met the Front Line Russians, » et bien entendu, c'étaient avant tout des dandies.

Pourquoi *Collier's* imprima-t-il ces inepties dangereuses ?

Nous avons considéré les magazines qui ne peuvent être taxés de radicaux. Il en reste deux dans ce groupe à inspecter. Il s'agit du *Atlantic Monthly*, et de *Harper's Magazine*. Ils exercent une influence très importante sur ce que j'ai dénommé les cercles très éduqués. On ne s'attendrait pas à trouver des empreintes roses dans ces sables anciens. Il ne fait guère de doute que la pression en provenance de sources très hautes et très puissantes eut beaucoup à voir avec les contenus de ces journaux durant la guerre. Mais peu de pressions furent nécessaires pour leur donner une luminosité rosâtre. Nombre de nos magazines ont été lourdement infestés

par diverses formes de ce que l'on pourrait appeler des intellectuels professionnels, et des « libéraux » professionnels. Le fait est que la dépression avait forgé un très profond changement dans les sanctuaires éditoriaux des États-Unis. Jusqu'à ce stade, l'éditeur devait s'en tenir à rester au plus près des liens qui étaient ceux du propriétaire, du gestionnaire, et de l'annonceur. Désormais, le monde de ces personnages pragmatiques avait éclaté en morceaux, confirmant certaines des appréhensions les plus chères de l'éditeur. Il se mit à jouir d'une liberté d'attaque contre les dirigeants du puissant monde des riches, dont il n'avait jamais disposé jusqu'alors. Il ne devint pas communiste. Mais il sortit de ce que l'on pourrait appeler l'hémisphère capitaliste, pour rejoindre cette autre hémisphère de l'esprit où Communistes, Socialistes, et rebelles de toutes sortes fraternisent. La plupart du temps, il devint un citoyen très frustré et difficile à étiqueter de ce monde rebelle.

Je m'emploie avec clémence à trouver une explication à la reddition étrange de tant d'hommes que j'ai connus au culte de la complaisance envers la Russie. Jetons un coup d'oeil à *Harper's* et à l'*Atlantic*.

De ces deux magazines, je pense que *Harper's* a été le moins coupable. Au mois de mars 1943, il a ouvert ses colonnes à Karl Polanyi, le dirigeant « libéral » hongrois, qui quitta la Hongrie lorsque les Rouges s'en emparèrent. Pourtant, dans *Harper's*, il assure aux Étasuniens que la théorie selon laquelle « la seule trajectoire de la Russie pour l'avenir serait la révolution mondiale, est évidemment fausse. » Il estimait que notre Département d'État n'était pas assez pro-russe. « La Russie semble désireuse de se faire comprendre des États-Unis... Elle est assidue à offrir aux États-Unis ce qu'elle a proposé avec persistance mais en vain à la Grande-Bretagne de Chamberlain — sa collaboration permanente. » Et il se plaint de ce que « sur aucun problème de l'après-guerre, la coopération avec la Russie n'a été recherchée. » [5] Nul n'aurait pu s'employer à col-

5. « Why Make Russia Run Amuck ? », Karl Polanyi, Harper's, mars 1943.

laborer davantage avec la Russie que Roosevelt, puis Acheson. La collaboration avec la Russie était devenue la trame de notre politique. Nous avons commencé par lui céder les États baltes, puis la Pologne, puis le plus gros de l'Europe de l'Est, ainsi que le droit d'occuper Berlin. Puis nous lui avons donné la Chine.

Il faut cependant indiquer que lorsque Brendan Bracken, le ministre britannique de l'information, déclara que « la Russie soviétique n'a jamais trahi sa parole, » William Henry Chamberlain put faire paraître dans *Harper's* une réfutation de cela, au sein de laquelle il fit état de cinq différents traités que la Russie avait signés avec ses voisins de l'Ouest entre 1926 et 1934, tous les cinq rompus par elle. [6]

Au mois d'août 1945, John Fischer, qui fut éditeur associé de *Harper's*, puis éditeur en chef du département des livres de *Harper & Brothers'*, indiqua que la Russie prendrait probablement pied en Mandchourie juste après avoir rallié la guerre contre le Japon. « Et si nous avons quelque espoir, » dit-il, « d'une paix durable, nous devons accepter de bonne foi l'assurance russe selon laquelle elle n'entretient aucune intention d'expansion agressive en dehors de sa zone de sécurité. » Si la Russie prenait pied en Mandchourie et en Corée pour vaincre le Japon, il serait désobligeant de lui demander d'en sortir. Il poursuivit :

> Comme chacun le sait, une telle politique [de non-reconnaissance] s'est avérée non seulement futile mais également difficile et peu digne. La prochaine fois, il serait plus sage de se contenter d'accepter le régime que les Soviets auront pu installer, quel qu'il soit, de manière réaliste et sans protestations pieuses, dans l'intérêt des relations russo-étasuniennes sur le long terme. [7]

6. « Information Please About Russia », William Henry Chamberlin, Harper's, avril 1944.
7. « Odds Against Another War », John Fischer, Harpers, août 1945.

Harper's pensa tant de bien de cet article qu'elle émit des publicités pour des republications au prix de 4 $ les 100 pour la distribution à grande échelle.

M. Bernard De Voto, qui écrivait beaucoup pour le compte de *Harper's* chaque mois, y apporta sa contribution, avec l'habituelle garniture de mépris et d'infaillibilité. Au mois de novembre 1943, il affirma :

« Tous les groupes anti-britanniques, anti-russes et anti-collaborationistes du pays ne sont pas républicains, mais les plus puissants le sont... »

> Nous devons à nos croyances dominantes [Les croyances de M. De Voto sont le plus souvent dominantes] *que les intérêts nationaux des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Chine ne sont pas fondamentalement en conflit...* Nul ne suppose que les Russes vont abandonner ce qu'ils considèrent comme des protections pour leur sécurité du simple fait que nous croyons en premier chef à la Démocratie. [8]

Puis il affirma qu'en signant des alliances, nous n'avions pas assuré la paix, « mais qu'elles constituent les premières étapes en rendant possibles de nouvelles. » On pourrait se demander si quelqu'un pourrait pratiquer une suite plus complète de redditions face à la Russie que celles concédées par Roosevelt en Europe, et d'ailleurs en Asie — lui assurant la Mandchourie et la moitié de la Corée ? Mais nous voyons désormais que cela ne suffisait pas du tout à M. De Voto à l'époque.

Le guindé et vieux *Atlantic Monthly* se montra plus généreux à l'égard de notre grand allié de Moscou. Le magazine faisait paraître chaque mois une section sous l'étiquette « Atlantic Report, » qui parvint à prendre le large jusqu'au Pacifique lorsqu'une chance se présenta d'exercer quelque influence du côté du Brillant Nouveau Monde. Au mois de février 1945, le *Report* se trouva dans le doute.

8. « The Easy Chair », Bernard De Voto, *Harper's*, novembre 1943.

« Nous allons échouer en Chine, » se plaignit-il, « si nous n'aidons pas la révolution qui est en cours dans ce pays et ne construisons pas par cette opportunité un pont entre nous et l'Union soviétique. Il s'agit d'une oeuvre politique des plus élevées. » Il s'empressa également de se porter à la défense des bataillons de soldats allemands réduits en esclavage par Staline, utilisés comme main d'œuvre en Russie. Il s'agissait là, nous disait-on, d'une chose tout à fait différente des bataillons d'esclaves utilisés par Hitler. La Russie, bien sûr, faisait travailler ces centaines de milliers de prisonniers allemands en équipes, et les logeait dans des baraquements, mais son programme « envisage des conditions raisonnables de travail et de vie. »[9] On ne sait pas de quelles sources le *Report* avait reçu ces précieuses informations.

Au mois de septembre 1945, le *Report* fit montre d'une éloquence aussi soudaine que surprenante pour défendre les revendications territoriales de la Russie sur l'île de Sakhaline et sur les îles Kouriles, que Roosevelt lui avait cédées à Yalta. Une caractéristique de cet étrange plaidoyer est que James F. Byrnes, le secrétaire d'État de l'époque, n'entendit parler de cet accord secret que le 3 septembre. Pourtant, l'édition du mois de septembre de l'*Atlantic*, qui était déjà sous presse au mois d'août, le défendait.

Et pendant que le *Report* prêchait sans relâche les causes et les revendications de la Russie, il diffamait de manière persistante le régime de Tchang Kaï-tchek. Il n'est pas utile de revenir sur le soutien sans fin manifesté par l'*Atlantic* envers le programme soviétique en Asie. L'attitude dure du secrétaire Marshall envers Tchang était portée aux nues ; l'attitude de Hurley était dénoncée. Il faut prendre conscience des travers dans lesquels ce *Report* tomba. Au mois d'avril 1946, il vit dans les Communistes en Chine une comparaison avec ceux qui établirent notre propre Constitution. Ce sont eux « qui ont pris la position... représentée par les droits des États en Amérique. »

9. *Atlantic Monthly*, Mar. 1945.

Tout ceci était renforcé de temps à autre par de grands coups en faveur de l'Union soviétique, portés par les plumes de Vera Micheles Dean [10] de la *Foreign Policy Association* et l'une des plaideuses les plus astucieuses en faveur de la Russie dans ce jeu onéreux ; d'Anna Louise Strong [11], une fervente admiratrice de la Russie, qui voyait les Soviétiques « construire au présent... un avenir meilleur que toute autre chose ayant existé. » Il y en eut d'autres, et bien entendu, les revues litéraires continuèrent comme à l'accoutumée. L'une d'entre elles, qui mérite que l'on y porte attention, fut produite par le même critique du livre *The Pattern of Soviet Power* d'Edgar Snow et de *The Big Three* de David J. Dallin. Snow fut propulsé en avant, et Dallin prit des coups. À l'en croire, Snow est simplement un bon journaliste ; Dallin est un critique essayant de modifier les faits pour soutenir ses théories sur la Russie. En fin de compte, cette critique affirme : « Alors que M. Dallin voit dans la politique russe une sinistre conspiration contre le monde, M. Snow distingue une chose plus facilement explicable : une détermination à protéger la Russie de toute nouvelle attaque d'invasion à ses frontières [12]. » Qu'il me soit permis d'observer ici que de tous les auteurs s'étant exprimés sur ce monde emmêlé et désordonné qu'est la Russie en Asie, aucun n'approche David J. Dallin quant à la portée de ses recherches et l'aptitude à la tâche.

Quelle est l'explication de cette tache rouge sur ces journaux étasuniens ? Constituent-ils des organes communistes ? Leurs éditeurs sont-ils communistes ? Les éditeurs n'étaient absolument pas communistes. Mais alors qu'en était-il ? Qu'auraient-ils bien pu faire de plus pour promouvoir la tragédie qui tourmente désormais l'ensemble de l'Extrême-Orient ? Le fruit de leur folie est désormais sous leurs yeux. La simple vérité est que le succès mortel de leurs

10. « Russia and Her Neighbors in Europe », Vera Micheles Dean, *Atlantic Monthly*, mars 1946.

11. « Russia Rebuilds », Anna Louise Strong, *Atlantic Monthly*, décembre 1944.

12. *Atlantic Monthly*, octobre 1945.

erreurs tragiques fut rendu possible par le fait qu'ils n'étaient pas communistes, qu'ils propageaient toute cette fausse propagande — stupidement fausse — dans des journaux étasuniens anciens et respectés.

Nous en revenons toujours à la même question restée sans réponse — qu'est-ce qui a rendu tout ceci possible ? Comment ont-ils emprunté ce chemin ? D'où la pression provint-elle ? Qu'est-ce qui créa dans l'esprit de ces éditeurs les conditions qui permirent de les séduire si facilement et si absolument ?

J'ai traité ici de quelques magazines nationaux. Et au cours d'un chapitre précédent, nous avons examiné les revues littéraires du *Times* de New York, du *Herald-Tribune* de New York, et d'autres journaux. Il faudrait ajouter qu'il y eut une section de la presse quotidienne qui suivit la même ligne. Cependant il faut faire justice à la presse quotidienne, qui dans l'ensemble se conduisit dans une situation éprouvante avec une décence et une retenue considérables. La presse se trouve en position difficile durant une guerre. Lorsque cela se produit, l'accent est mis sur le patriotisme. Il y a une ligne que la presse semble obligée de tracer entre la critique raisonnable du gouvernement, et des attaques propres à refroidir dangereusement le soutien populaire à la guerre.

Pour autant que la Russie fût concernée, alors que les journaux s'abstenaient d'attaquer la Russie et de la harceler, ils ne se sentirent pas forcément appelés à tomber en admiration devant un ensemble de vertus démocratiques propres à notre soi-disant alliée, qu'elle ne possédait pas. Cependant, la pression mise sur les journaux par le gouvernement, et la poussée incessante par l'agence de guerre connue sous le nom d'OWI — *Office of War Information* — eurent tendance à induire de nombreux journaux à imprimer des choses qu'ils n'auraient pas publiées s'ils étaient restés maîtres de leurs décisions. Ce personnage désagréable — l'admirateur immodéré de notre noble alliée la Russie, au verbe haut — rendit les choses assez compliquées pour les journaux qui eurent la fermeté d'adopter une trajectoire tempérée durant la guerre. On

comptait également trois ou quatre sociétés qui accomplirent la besogne de salir ceux qui essayaient de dépeindre les choses telles qu'elles étaient réellement. L'OWI et les innombrables agences du parti communiste, alors émancipées en une sorte de liberté sauvage, auxquelles s'ajoutèrent certains journaux d'extrême-gauche, dépensèrent beaucoup d'énergie durant la guerre pour essayer de détruire les réputations de bons citoyens qui refusaient de s'éprendre de l'« Oncle Joe. »

Qu'il me soit permis ici de revenir sur un commentaire déjà exprimé. Au cours de ce que j'ai affirmé sur les revues littéraires du *Times* et du *Herald-Tribune* de New York, je n'ai pas la moindre intention d'énoncer que ces journaux seraient pro-communistes. Pour le *Times* de New York, il s'agit de l'un des plus grands journaux du monde, et sa superbe couverture des informations du monde constitue l'un des services les plus immensément utiles qu'il apporte à la communauté. On trouve des opinions dans ses colonnes éditoriales, ce qui est normal, alors que ses colonnes d'information sont tout à fait dépourvues du biais auquel on pourrait s'attendre de la part d'un journal édité par des êtres humains. C'est cette haute qualité de la section des informations qui me laisse pantois lorsque je lis sa section littéraire hebdomadaire. Il semble que, pour une raison ou une autre, le propriétaire du *Times* a laissé à l'éditeur de la revue une absolue *carte blanche*[13] de faire paraître le périodique de son choix — non seulement au sein de la revue, mais également dans le magazine hebdomadaire — s'écartant totalement, et, il me semble, de manière désastreuse, de la norme qui gouverne le reste du journal.

Au cours de la discussion sur la revue littéraire, j'ai expliqué l'histoire du groupe de 30 ouvrages traitant de la Chine. Pas un seul livre pro-communiste n'a manqué de recevoir des critiques positives. Pas un seul ouvrage anti-communiste n'a manqué de recevoir de sévères réprimandes. Cela n'a pu se produire par accident.

13. En français dans le texte, NdT.

Cela n'a pu se produire que parce que quiconque exerce la fonction de sélectionner ces critiques a veillé à ce que cela se produise. De fait, ce que j'ai exposé au sujet des ouvrages que j'ai nommés sur la Chine est également vrai d'une manière générale pour tout ce qui est couvert par cette publication. La pire chose que je puisse dire est que cela n'est pas digne du *Times*.

Chapitre 12

La Propagande Rouge dans les Films

Il est tout à fait probable que des millions de gens aient vu des films sans jamais soupçonner que l'une ou l'autre des scènes ait été conçue pour implanter quelque idée communiste dans leur esprit. Bien sûr, une glorification effrontée et frontale de la Russie ne pourrait parvenir à rien. Ce n'est pas ainsi qu'est répandue la propagande efficace. Elle se doit de rester fluide, habile, de viser à pénétrer l'esprit sans méfiance et d'y laisser sa marque. Voyons un cas réel.

L'un des films populaires durant la guerre fut *Song of Russia*. Lorsqu'il parut, les armées russes étaient en train de repousser les honnis nazis dans les longues steppes. La Russie était notre alliée — en fait, il s'agissait de notre *noble* alliée — et nous avions déjà été bien travaillés à son égard. Le jour des traités de paix approchait, et il importait que nous soyons encore davantage adoucis vis-à-vis d'elle.

Dans ce film, Robert Taylor apparaît comme un jeune chef d'orchestre étasunien, en visite en Russie durant la guerre, qui voyage

à travers le pays pour diriger ci et là des orchestres de symphonie russes de premier plan. De fait, malgré la guerre, ce film fait apparaître la Russie comme grouillant d'orchestres symphoniques. En tout lieu où le jeune chef d'orchestre se présente, on trouve un bel orchestre, souvent composé de jeunes gens — et la culture russe se trouve habilement illustrée.

L'un des points noirs retenus contre le régime soviétique était la persécution de la religion. Les gens aux États-Unis croyaient que cette persécution existait, et bien sûr, c'était et cela reste le cas. Il serait parfaitement futile de s'employer dans les journaux, les magazines ou les livres à réfuter ce fait évident. Cependant, il était possible d'instiller une version différente dans l'esprit du spectateur sans méfiance, au travers d'un film de cinéma. Il est assis sur son siège, totalement étranger à la notion de propagande, il s'intéresse à l'histoire, son coeur est travaillé et réchauffé par la magnifique musique. Voici une scène de bonheur qui se produit dans une ferme russe. Voici le fermier en compagnie de sa famille. Il s'agit d'une belle ferme produite par Hollywood, telle qu'il n'en existe aucune en Russie. Le fermier fait la joie de tous ses voisins, et voici que s'approche le prêtre du village, bien accueilli parmi tous les invités. Ceci introduit deux idées — qu'il existe des fermiers libres et prospères en Russie, et que la présence du prêtre est une composante naturelle du paysage. Soudain, une alarme retentit, une sirène se met en marche, et l'on entend les avions nazis approcher. La scène se déplace jusqu'à un champ à quelque distance. Les bombardiers plongent, larguent leurs bombes, et un jeune garçon innocent est atteint au sol. Surgit immédiatement hors des buissons un prêtre pour se porter à ses côtés et lui administrer les derniers sacrements.

Par la suite, le film laisse voir une belle cérémonie de mariage. Celui-ci se produit dans la vieille église, et l'autel grouille de prêtres et d'enfants de chœur. Ce film n'énonce rien au sujet de la religion. Ce sujet n'est jamais discuté, mais le spectateur innocent qui n'étudie pas la Russie ni les arts de la propagande sort de la salle en pensant, « Mais de quoi parlent-ils lorsqu'ils nous disent qu'il n'y a

pas de prêtres ni d'églises en Russie ? » Voici qu'il a à l'esprit une nette réfutation de cette « calomnie » contre la Russie.

Il s'agit bien sûr d'une seule illustration de la manière dont la propagande peut être intégrée aux films de cinéma. Je pourrais ajouter que Robert Taylor a eu le courage d'affirmer publiquement qu'il n'a pas compris la manière dont on l'utilisait dans ce film, et qu'il a profondément regretté d'y avoir participé.

Il est impossible d'évaluer le nombre de ces films de propagande pro-russe. Je dispose d'une liste d'environ 30 films de cette nature. Certains d'entre eux étaient de purs films pro-russes, alors que d'autres étaient des films promouvant de manière générale des idées communistes d'une manière ou d'une autre.

Il faut comprendre que le propagandiste communiste ne prêche pas le communisme avec constance. En réalité, il ne se prête guère à cela directement. Il préfère écrire des romans, des nouvelles, des pièces ou des scénarios, en s'appliquant à souligner telle ou telle partie de la ligne communiste. Par exemple, il va souligner la méchanceté du capitaliste, les crimes des banquiers, l'héroïsme des matelots (qui ne sont pas étiquetés comme Communistes, mais qui le sont de toute évidence), les maux des nantis et de l'industrie, etc. ; il peut également réserver ses attaques à l'encontre des hommes, groupes et organisations les plus actifs contre le communisme.

Pour que vous compreniez que cela n'est pas le simple fruit de mes visions, je me permets de citer une conférence tenue par M. John Howard Lawson, qui a récemment été extrait de sa cellule de prison du fait de son appartenance à la liste des célèbres « Dix d'Hollywood », qui ont refusé de répondre à un comité du Congrès s'enquérant de savoir s'ils étaient ou non membres du parti communiste. M. Lawson s'est fait l'auteur de nombreux films de propagande. Le comité sur les activités anti-américaines a découvert que, lors d'une conférence face à des élèves acteurs de Hollywood, il a affirmé :

> À moins que vous n'endossiez le rôle que l'on vous a as-

> signé pour perpétrer la révolution et la lutte des classes, vous n'avez aucun droit de vous faire appeler artiste ou acteur. Vous devez vous comporter ainsi, nonobstant la teneur des scripts ou les instructions du metteur en scène. Même si vous ne tenez qu'un petit rôle de figurant, vous pouvez incarner une femme de la société d'une manière telle qu'elle apparaisse comme méchante et snob, et vous pouvez incarner une travailleuse de telle manière à la faire apparaître comme victime sympathique de la classe capitaliste.

M. David Platt, dans les pages du *People's World*, un journal communiste de la côte Ouest, a écrit le 8 avril 1944 :

> L'âge de l'autruche est révolu pour ce qui concerne l'écran argenté. L'année 1943 restera comme celle du grand réveil de Hollywood. Jamais auparavant, dans l'histoire du cinéma, on n'avait vu une telle suite de « films répondant à un objectif. »

Les Communistes avaient tout à fait libre cours à Hollywood. Ce récit est trop long pour être relaté ici. Mais nous savons désormais qu'ils ne firent pas qu'écrire un grand nombre de scénarios ; ils purent également éjecter hors de Hollywood des acteurs, des metteurs en scènes et des producteurs anti-communistes. Dix Communistes — connus sous le nom des Dix d'Hollywood — furent par la suite condamnés à des peines de prison pour avoir refusé de répondre à un comité du Congrès au sujet de leur appartenance au parti communiste. Il s'agissait de John Howard Lawson, de Dalton Trumbo, de Lester Cole, de Ring Lardner Jr, d'Albert Maltz, tous des scénaristes ; ainsi qu'Adrian Scott, un producteur ; Samuel Ornitz, Alvah Bessie, Herbert Biberman et Edward Dmytryk, ces deux derniers étant directeurs de production. Il y eut également beaucoup d'autres personnes qui reconnurent avoir été communistes. Nous ne connaîtrons sans doute jamais la portée entière de cette invasion.

Qu'en est-il des hommes à qui appartenaient les entreprises de production cinématographique, et de ceux qui détenaient les salles de cinéma ? Est-ce qu'ils trempaient là-dedans ? Je suis quasiment certain que non. Ils se sont seulement montrés aussi stupides que nous tous. De fait, ils se sont montrés encore plus stupides. On nous a simplement demandé d'aller au cinéma et de regarder les films. On leur à demandé de dépenser des millions pour ces films, et ils l'ont fait — et ont perdu de grosses sommes d'argent dans certains cas. Pourquoi n'ont-ils pas vu cela ? Ma foi, il s'agit d'une chose qui est étrangère à l'ensemble de notre environnement social.

Dans une certaine mesure, les producteurs étaient à la merci des divers syndicats de cinéma — les scénaristes, les acteurs, certains des syndicats de techniciens, etc. Et il va de soi qu'un peu de pression peut avoir été appliquée depuis Washington. De fait, l'histoire de la tentative ambitieuse menée par les scénaristes — ou par une poignée d'hommes de gauche au sein de leur syndicat — visant à s'emparer de l'ensemble de l'industrie déterminant le contenu des films est tellement fantastique que si j'en parlais, personne n'y croirait. De fait, le trait le plus stupéfiant de tout cet épisode est le pouvoir qui est entré entre les mains d'un petit groupe conscient, très organisé, face à une masse importante, non organisée et ignorante.

Les films que j'ai en tête, et qui ne constituent en aucun cas la liste complète, peuvent se classer en deux groupes. Tout d'abord, il y avait les films strictement pro-russes, et deuxièmement, certains films de guerre et des films en lien avec des sujets étasuniens, au sein desquels de la propagande communiste se trouvait insérée en douce.

Il y eut au moins cinq ou six films pro-russes. L'un d'entre eux fut le célèbre *Mission to Moscow*. Je suis redevable de l'examen très pénétrant et intelligent de ce film, réalisé à l'époque par Eugene Lyons, un expert de tout ce domaine [1]. Le film était osten-

1. N.Y. *World-Telegram*, 11-14 mai 1943.

siblement basé sur un livre écrit par Joseph E. Davies, qui avait été ambassadeur des États-Unis à Moscou — un livre très idiot, d'ailleurs, responsable de nombreuses incompréhensions au sujet de la Russie. Il fut scénarisé en 1943 par Howard Koch et produit par *Warner Brothers*. Je n'ai pas le moindre doute vis-à-vis du fait que la pression en provenance de Washington encouragea la production de ce scénario outrageant et mensonger.

Un personnage du film, bien entendu, était l'ambassadeur Davies. Au moment où l'ambassadeur arrive en Russie, lui-même et sa famille font montre d'un extrême enthousiasme en raison de la nourriture fabuleuse qu'ils reçoivent, et tout au long du film, l'abondance de nourriture est soulignée de diverses manières.

Un grand bal est organisé à Moscou en l'honneur de l'ambassadeur Davies. Sont présents Herr von Ribbentrop ainsi que le célèbre ancien dirigeant bolchevique, Boukharine. Deux autres personnes sont également présentes — Radek et Yagoda. Dans les faits, M. Davies s'est rendu en Russie au mois de janvier 1937. En réalité, à cette époque, Boukharine et Radek s'étaient faits arrêter, puis avaient disparu. Boukharine fut ensuite exécuté par le GPU, mais aucune référence n'y est faite, et Ribbentrop ne visita Moscou qu'en 1939, lorsqu'il s'y rendit pour signer l'infâme pacte d'amitié de dix ans avec Staline. Le film ne dit rien de cela non plus.

Davies fut un contributeur important à la campagne de financement de Roosevelt. Il voulait devenir ambassadeur à Londres. Il fut envoyé en Russie, avec l'espoir de se voir nommé à Londres en échange des corvées assurées à Moscou. Il s'agissait d'une récompense politique, et non d'une mission, mais le film fait apparaître toutes ses actions comme la croisade d'un seul homme en vue d'arrêter la guerre qui approche.

Puis nous avons une vision de l'un des célèbres procès russes, et assez étrangement, un de ceux qui n'eurent jamais lieu — le procès de Toukhatchevski, le plus célèbre des maréchaux de Russie. Il n'eut jamais de procès public, mais fut condamné lors d'une procédure face à une chambre étoilée. On le voit dans le film confessant sa

culpabilité face à un tribunal ouvert. Du début à la fin, les faits de l'histoire et de la vie en Russie sont déformés et falsifiés de la manière la plus outrageante. De fait, non seulement les actions des dirigeants russes sont dépeintes de façon héroïque, mais, comme l'affirme Eugene Lyons : « Les motivations de la Grande-Bretagne, de la France, de la Pologne et des États-Unis sont tournées en dérision et condamnées. »[2] Les agressions menées par la Russie contre la Finlande, la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie et la Pologne sont bredouillées ou défendues.

Le film a tenté de se débarrasser de ces procès épouvantables au cours desquels tant d'anciens dirigeants soviétiques opposés à Staline se sont retrouvés contraints de confesser des crimes contre leur pays. Le monde a découvert depuis lors comment les gouvernements communistes peuvent faire confesser n'importe qui. Par la suite, ils ont obtenu des confessions de la part de Mikhailovitch, Stepinac, Mindszenty, et plus récemment de la part de M. Vogeler, dont l'histoire est encore imprimée dans nos esprits. Les hommes condamnés étaient représentés dans le film comme une cinquième colonne agissant avec l'Allemagne, l'Italie et le Japon, contre la Patrie.

Le cadre complet de cette liquidation sanglante de centaines d'anciens dirigeants russes n'apparaît pas du tout dans le film. Aucun élément n'indique qu'il ne s'agit que d'un seul épisode de la Terreur qui se déroule en Russie depuis des années. Même Davies, avec tous ses efforts pour afficher la meilleure interprétation possible des actions de la Russie, a écrit dans son livre : « La Terreur ici est un fait horrifiant… Aucun foyer, pour humble qu'il soit, ne vit sans la crainte constante d'une descente nocturne menée par la police secrète… Une fois qu'une personne est emmenée, on reste sans nouvelle de lui ou d'elle durant des mois — et souvent plus jamais. »[3] On ne trouve rien à ce sujet dans le film. Il ne présente pas

2. Ibid.
3. *Mission to Moscow*, Joseph E. Davies (N.Y., 1941).

un mot, ni une action pour condamner ces procès — uniquement une tentative de les justifier avec une apparence de légalité.

Ce film est une suite de mensonges du début à la fin. Il correspond à la maxime énoncée par John Howard Lawson.

Song of Russia fut écrit par le scénariste Paul Jarrico, membre du conseil de la *League of American Writers* (un front communiste), il figure parmi les professeurs de la *Communist School for Writers* de Hollywood. Il a soutenu le candidat du parti communiste au poste de sénateur de l'État. Il a été assisté au cours de son travail de rédaction du scénario par Richard Collins, qui a reconnu être membre du parti communiste.

Three Russian Girls est un autre film de ce genre. Il s'agit de l'histoire d'un aviateur étasunien durant la guerre. Il est amené à un hôpital de Leningrad, et une infirmière russe prend soin de lui avec tendresse, et la douceur et la miséricorde russes sont soulignées au grand plaisir du critique de films du *New Masses* communiste.

Dans *Days of Glory*, un récit sur les armées de partisans du châtiment, l'héroïne est une ballerine russe qui divertit les hommes du front, et tombe amoureuse d'un dirigeant partisan (communiste) joué par Gregory Peck. Le *New Masses* estimait qu'il était aussi bon que *Song of Russia* ou que *North Star*. *North Star* fut écrit par Lillian Hellman, qui disposait d'une longue liste d'affiliations communistes et que nous avons déjà évoquée parmi les auteurs de *Collier's* sur la Russie. Ce film traitait de la guerre menée par la Russie contre les Allemands, et il décrit tous les Russes comme des gens nobles et gentils, et tous les Allemands comme des méchants.

Le film *Counter Attack* fut produit par Howard Lawson, condamné à de la prison du fait de son appartenance aux Dix d'Hollywood. Ce film est un récit de la grandeur et de l'héroïsme du soldat soviétique. Le *New Masses* a affirmé : « Son apparition apporte un fidèle et opportun rappel du caractère soviétique, de l'ingéniosité, du courage et des sacrifices de l'Armée Rouge. » [4]

4. *New Masses*, May 29, 1945.

Un autre groupe de films dépeint les Allemands comme des démons, en contraste avec les héros rouges. Parmi eux, on trouve *Watch on the Rhine*, également écrit par Lillian Hellman, qui avait écrit *North Star*, ainsi que *La Croix de Lorraine*, écrit par Michael Kanin et Ring Lardner Jr. Dans ce dernier film, l'un des méchants est un Français, devenu un quisling et l'un des héros est un autre Français, qui s'est battu avec les Loyalistes (communistes) au cours de la guerre civile espagnole, et qui est l'anti-fasciste héroïque. Le *People's World* a fait les éloges de ce film, décrit comme superbe. Michael Kanin présente plusieurs affiliations à des fronts communistes, et le jeune Ring Lardner a été condamné du fait de son appartenance aux Dix d'Hollywood.

Un autre film semblable est *Hostages*, que l'*Examiner* de San Francisco a correctement décrit comme « du pur communisme caché sous le déguisement de patriotisme tchèque. » Il fut encensé par le *People's World* et le *New Masses*. Le directeur, Edward Dmytryk, a récemment admis qu'il était communiste, et a désigné d'autres Communistes à Hollywood [5].

Autre film, *Passage to Marseille*. Le récit se déroule sur un navire marchand français. À bord se trouvent des démocrates et des fascistes. Humphrey Bogart joue le pilote anti-fasciste et se livre à des discours vibrants sur le sujet.

Parmi d'autres films semblables, on trouve *In Our Times*, de Howard Koch, qui a écrit le scénario de *Mission to Moscow* ; *Hangmen Also Die* par John Wexley, désigné par Dmytryk comme communiste ; *None Shall Escape* écrit par Lester Cole, un autre des Dix d'Hollywood. Ce dernier film glorifie les procès de guerre nazis à venir après la guerre. Un autre fut *The Hitler Gang*, et un autre encore *The Seventh Cross*. Tous ces films furent encensés au plus haut point par le *New Masses* communiste [6].

5. Auditions du comité de la Chambre sur les activités anti-américaines, 25 avril 1951.

6. *New Masses*, 7 mars & 21 avril, 25 mai, 17 octobre 1944.

On peut définir un autre groupe comprenant quelque 14 films. John Howard Lawson en écrivit deux — *Action in the North Atlantic* et *Sahara*. Certains de ces films ont été réalisés avec grand soin. Quelles que fussent les fragilités de la philosophie politique de leurs auteurs, certains d'entre eux étaient des dramaturges de premier ordre. La plupart des films traitent de sujets aux États-Unis, ou ayant trait à eux. Parmi eux, on trouve *A Guy Named Joe*, écrit par Dalton Trumbo, encore un autre des Dix d'Hollywood. Il s'agissait d'une comédie, mais la comédie peut comporter sa propagande et le *New Masses* écrivit à ce sujet :

« On trouve un coeur assez sobre dans ce film — une conscience des problèmes décisifs du jour — pour que les sujets ne partent pas dans le domaine de la frivolité [7]. »

La frivolité à des fins de propagande est une toute autre affaire.

Albert Maltz, un autre des Dix d'Hollywood, a écrit *Destination Tokyo*, le récit d'un pilote d'avion étasunien perdu après avoir participé à l'attaque de Doolittle contre Tokyo, et que *New Masses* a apprécié du fait de l'« admirable instruction » de la philosophie sous-jacente à toute cette opération. [8]

Un parfait exemple de l'utilisation qui peut être menée à des fins de propagande autour d'un film est constitué par *A Song to Remember*, un film basé sur l'histoire de la vie de Chopin. Ce fut un bon film, et il permit d'encaisser beaucoup d'argent — contrairement à certains films de propagande plus directe. Il présente Chopin comme un garçon pauvre, sortant d'une humble masure. Il se transforme en prolétaire conscient de son statut, quoique inconnu pour son génie musical. Il est invité à jouer pour le « propriétaire bourgeois » d'un grand château des alentours. Le grand musicien et sa mère se font maltraiter par des valets. Le gros et mielleux propriétaire et sa femme ignorante sont assis à table, et ne goûtent pas la grande musique qui sort du piano du jeune artiste prolétaire. Cho-

7. Ibid., 18 janvier 1944.
8. Ibid.

pin renonce à leur compagnie et se rend avec son professeur vivre dans une mansarde à Paris, et sa sœur reste en Pologne pour œuvrer à la révolution. Il devient célèbre, tombe amoureux de George Sand, puis la quitte pour s'épuiser sur les scènes de concert afin de gagner de l'argent pour sa soeur, qui est responsable de la révolution des travailleurs en Pologne. Le film se termine sur la scène déchirante de la mort du grand musicien-patriote sur son lit de mort.

Ce récit est un tissu de mensonges, du début à la fin, et ne ressemble en rien à la véritable vie de Chopin. Dans la réalité, il fut le fils d'une Polonaise noble et d'un professeur de français du Lycée polonais. Il vécut au sein de la société bourgeoise. Il reçut une bonne éducation générale, et doté de ses talents musicaux, il évoluait dans les plus hauts cercles de la société polonaise. C'est du moins ce que l'*Encyclopaedia Britannica* nous dit de Chopin. Il n'a jamais vécu dans une mansarde à Paris — il fut acclamé en y arrivant. Aucun élément de sa biographie n'indique qu'il manifestât jamais le moindre intérêt envers le prolétariat ou les masses laborieuses. Cependant, le motif révolutionnaire et le grand piano installé dans le salon de George Sand et sur les diverses scènes où il fut amené à jouer ont donné au scénariste une opportunité de produire de l'amour, du drame, de la révolution et beaucoup de musique magnifique. *A Song to Remember* a été scénarisé par Sidney Buchman, un scénariste de gauche présentant de nombreuses affiliations avec des fronts communistes.

Il faut se souvenir qu'ici, la propagande s'adressait non pas à la poignée de gens qui lisaient des livres ou aux quelques milliers de lecteurs du *New Republic* et de *Nation*, ni même aux lecteurs des magazines distribués en grande circulation, mais à des millions et millions d'Étasuniens qui n'avaient pas du tout conscience du travail qui était mené sur leurs esprits. Et cette propagande était instillée selon des circonstances parfaites. Ce public ne s'attendait pas à subir de la propagande. Il allait au cinéma pour se divertir. Il n'était pas dans un état mental propre à opposer la moindre ré-

sistance à cette propagande, qui se déversait ainsi sur les esprits, accompagnée de belles scènes et de musique magnifique. Il est parfaitement possible que les films de cinéma furent davantage responsables que tout autre média d'avoir mis l'esprit du peuple étasunien dans un cadre l'amenant à considérer sans esprit critique et sans crainte aux redditions et aux trahisons épouvantables consenties à la Russie par nos dirigeants pathétiquement sots.

Chapitre 13

Du poison dans les airs

Intéressons-nous à présent à la radio et aux airs. Ce qui va suivre ici porte sur la radio aux cours des années 1943 à 1945, puis aux années qui suivirent immédiatement. En premier chef, si l'auditeur est propriétaire de son appareil de réception, et qu'une société privée détient le système de diffusion, c'est le gouvernement qui est propriétaire de l'élément mystérieux au travers duquel les messages sont envoyés entre la station et l'auditeur.

Le Congrès a créé un corps — la *Federal Communications Commission* — disposant des pleins pouvoirs pour décider qui peut faire usage de ces ondes sans fil. Une entreprise privée qui désire s'engager dans la diffusion hertzienne doit obtenir un permis de la part de la *Federal Communications Commission.* Les permis n'ont une durée de validité que de deux années. Tous les deux ans, la société doit se présenter, le chapeau entre les mains, et demander humblement le renouvellement de son permis. La FCC peut le refuser. Elle n'a pas d'autre raison à invoquer que « l'intérêt public, la commodité ou la nécessité. »

Durant la guerre, sauf à être complètement fou, aucun propriétaire de radio, ayant investi des centaines de milliers de dollars

dans sa station d'émission, n'aurait osé défier le gouvernement, qui pouvait le retirer du jeu si facilement. La radio diffuse des informations et des opinions, et il s'agit d'un point où le gouvernement fédéral exerce un pouvoir absolu de vie et de mort sur les hommes qui envoient les informations et les commentaires sur l'actualité à la radio.

Ceci a débouché sur une intimidation tacite envers les propriétaires des radios. La vérité est que la radio grouillait de présentateurs et de commentateurs qui se déclaraient satisfaits des politiques menées par le gouvernement. Et divers groupes radicaux, qui prenaient beaucoup de libertés à l'époque, utilisèrent pleinement ces conditions.

Nous ne nous intéressons bien sûr pas aux fortunes personnelles de chaque commentateur en tant qu'individu, mais nous devons nous intéresser au fait que les commentateurs radicaux ont dominé le paysage des opinions diffusées à la radio durant la guerre, et immédiatement après celle-ci. La radio constitue l'arme la plus puissante de l'arsenal du propagandiste. Si le gouvernement détient les ondes hertziennes et régule le trafic radiophonique sur ces ondes, on supposait qu'il ne disposait d'aucun droit à interférer dans la composition ou le contenu des programmes. Cependant, M. le juge Frankfurter, dans une décision qu'il prit durant la guerre, statua que le pouvoir de la *Federal Communications Commission* s'étendait jusqu'à la régulation « de la composition du trafic. » M. William S. Paley, dirigeant du *Columbia Broadcasting System*, affirma : « Le gouvernement s'applique à rendre les diffuseurs de plus en plus serviles. Bientôt, ils ne seront plus en mesure de dire si leur âme leur appartient. » [1].

L'accusation fut librement portée, selon laquelle les Communistes avaient fortement pénétré le cosme de la radio. Je ne pense pas que cela soit totalement vrai. Il est cependant exact que les hommes de gauches, les socialistes, les planificateurs socialistes et

1. *N.Y. Times*, 11 mai 1943.

les internationalistes avaient réalisé une énorme pénétration dans ce cosme. Les groupes de gauche avait un plan non seulement pour emplir les ondes de commentateurs du côté du gouvernement, mais de faire quitter les ondes à ceux dont les critiques semblaient fondées. Le commentateur libéral ou conservateur qui osait critiquer le gouvernement, ou le gouvernement russe, devenait immédiatement la cible des agents radicaux. Ceux-ci, ainsi que leurs strates radicales, se vantèrent en une occasion de pouvoir contraindre Boake Carter, Upton Close, Henry J. Taylor et Fulton Lewis Jr. à quitter les ondes. Carter résolut le problème en mourant, mais il n'aurait jamais pu survivre à la férocité de la charge qui fut menée contre lui. Henry J. Taylor et Upton Close disparurent (quoique, certes, dans l'atmosphère plus calme des années d'après-guerre, Henry Taylor soit réapparu sur les ondes). Fulton Lewis n'a survécu que pour avoir établi une méthode de multiples soutiens en de nombreuses sections.

Je suis certain qu'il est difficile pour nombre d'Étasuniens de nos jours de se replonger dans l'étrange atmosphère de suppression et de régimentation qui a existé durant la seconde guerre mondiale. En voici un exemple. Le président d'une association nationale visant à protéger les intérêts des petites entreprises a essayé d'acheter du temps sur l'un des grands réseaux. Il aurait été satisfait de n'importe quel programme, mais voulait simplement s'assurer que trois idées seraient soulignées dans chaque programme — tout d'abord, une publicité favorable à la Constitution des États-Unis, deuxièmement, une anecdote illustrant un article de notre Bill of Rights, et troisièmement, une brève histoire mettant en avant les accomplissements de la libre entreprise.

L'entreprise de diffusion lui a répondu qu'un tel programme était impossible ; il était trop controversé pour être diffusé sur les ondes à titre payant. Lorsqu'il demanda pourquoi, la réponse fut *qu'il se trouvait des gens aux États-Unis qui ne croyaient pas en ces idées.* Pourtant, le même réseau diffusait à l'époque Walter Winchell, Drew Pearson et de nombreux autres programmes emplis de

controverses. On y trouvait chaque semaine une commentatrice radicale qui avait débuté sa carrière à la radio comme porte-parole du parti fasciste de Mussolini en Italie, jusqu'à se faire licencier, et un autre commentateur, chaque soir, qui était communiste et associé avec une organisation spécialisée en chasse contre l'Église catholique, et qui était en outre un voleur de voitures condamné, à peine libéré sur parole. Ces deux derniers personnages chantaient respectivement chaque semaine et chaque soir, avec une liberté débridée, les louanges de la Russie soviétique sur ce réseau, mais une organisation de petites entreprises n'avait pas le droit d'en faire autant pour la Constitution étasunienne.

Les critiques du gouvernement étaient exclues — la morale nationale, nous disait-on, ne gagnerait rien à voir le gouvernement réprimandé. Cela pourrait se comprendre — quoique je ne sois pas d'accord avec ce point — en temps de guerre. Mais quels arguments existe-t-il en faveur de l'idée d'utiliser les ondes pour promouvoir des idées radicales et révolutionnaires durant cette même guerre ? De fait, l'excuse était une pure mascarade, car pendant que l'on empêchait les libéraux et les conservateurs étasuniens de critiquer le gouvernement, on pouvait entendre un flux constant de critiques non seulement contre notre gouvernement, mais contre nos alliés conservateurs, émis par ces mêmes radicaux qui réfutaient solidement le droit de s'exprimer aux libéraux et aux conservateurs étasuniens.

Ils répandaient leur venin sur la Grande-Bretagne, et surtout sur Winston Churchill, sur la Chine et Tchang Kaï-tchek, sur la France, et sur la Pologne. Ils dénonçaient notre propre gouvernement sur les ondes du fait de ses bévues en Italie et en Allemagne. Ils n'ont jamais mis fin à leurs abus contre les éléments conservateurs du département d'État. Ils n'aimaient pas le sous-secrétaire Grew, ni l'anti-communiste James Dunne. Ils n'aimaient pas James F. Byrnes et le laissaient savoir — ils voulaient Henry Wallace ou Hugo Black au poste de Byrnes. Ils clamaient qu'Eden et Stettinius devaient présenter leurs excuses à la Russie pour leurs « furieuses

tirades » au sujet des Polonais, et que Truman devait rendre visite à Moscou. Ils accusaient Churchill de mentir au sujet de Franco. Au cours des élections britanniques, ils affirmèrent que Churchill se noyait dans sa bave, qu'il menait une campagne de mensonges, qu'il était hypocrite. Tout ceci put être diffusé sur les ondes par une ribambelle de commentateurs d'extrême gauche, alors que les entreprises étasuniennes se voyaient accusées d'être « affectées par une turpitude morale et une obstination lépreuse frisant la folie. »

L'OWI prit littéralement possession des stations émettrices en langue étrangère implantées aux États-Unis — on en comptait environ 125, et elles étaient écoutées par nos citoyens nés à l'étranger. Il était bien sûr normal de les surveiller. Mais ces stations grouillaient de nouveaux venus dans ce pays — et nombre d'entre eux étaient des Communistes non-citoyens [2].

En 1945, j'ai connu des problèmes rien que pour découvrir ce que l'on balançait via les ondes sur l'esprit des gens de New York. La zone de diffusion radiophonique de New York est énorme. Les grands réseaux maillaient bien sûr le pays tout entier, alors que les stations locales plus petites couvraient les vastes régions métropolitaines. Prenons une date témoin — le 2 juillet 1945.

Cette étude couvre les quatre grandes stations intégrées à des réseaux — WEAF (désormais WNBC), WJZ [3], WEBC (désormais WCBS) et WOR, respectivement *National Broadcasting Company*, *American Broadcasting Company*, *Columbia Broadcasting Company* et *Mutual Broadcasting Company*. En addition à celles-ci, on comptait parmi les six importantes stations locales WQXR, WHN, WLIB, WMCA, WNEW et WOV (WQXR, qui est désormais détenue et opérée par le *Times* de New York, appartenait à l'époque à quelqu'un d'autre).

Voyons à présent ce que la population des États-Unis recevait

2. Voir Le Mythe Roosevelt, par le même auteur (N.Y., 1948), où ce récit est traité en détail.

3. Devenue WABC, NdT

sur les réseaux nationaux et ce que la ville de New York recevait sur les ondes locales ou nationales à l'époque.

Sur WQXR, Lisa Sergio, une commentatrice régulière, salissait les hommes d'affaires étasuniens pour leur pratique des affaires, comme elle disait, « avec les nazis. » Elle demandait également que la Russie reçût un siège à la conférence de Tanger, car elle voulait maintenir Franco hors du jeu. WJZ avait Raymond Gram Swing avec une publicité totalement axée en faveur du président Truman, et William Gailmor demandant « l'unité en Chine » entre Tchang Kaï-tchek et les Rouges. WEAF avait un canal favorable à la charte des Nations Unies au travers de Leif Eid, et Don Goddard avec un sarcasme contre le département d'État du fait de la position de ce dernier en Argentine et en Espagne. Byrnes était à l'époque secrétaire d'État et tous les pouvoirs des gauchistes étaient tournés contre lui. WABC fit demander par Bill Costello la réorganisation du département d'État, et Joseph B. Harsch lança un panégyrique complet de Truman et de sa gestion de la charte des Nations Unies. Bien entendu, il n'y avait rien de subversif à louer le président étasunien. Cela fait partie, comme le reste, des éléments qui démontrent que le barrage de propagande était à sens unique. WHN fit conspuer par Johannes Steel les milieux d'affaires de Detroit pour alimentation de la lutte raciale et factionnelle en vue de briser le pouvoir du syndicat. WLIB fit monter Clifford Evans pour promulguer la charte des Nations Unies ainsi qu'une attaque contre les sénateurs qui avaient critiqué l'OPA. Sur WMCA, Raymond Walsh sévit contre la nomination de Byrnes et affirma que nous devrions avoir à la place un homme comme Henry Wallace. WOV disposait de Hans Jacob, qui passait une grande partie de son temps à défendre la Russie et le gouvernement russe en Pologne, et à appeler à une vengeance noire contre l'Allemagne. À l'époque, il exigeait une paix dure contre le Japon. Sur WOR, Cecil Brown se mit à attaquer le département d'État. WNEW ne semblait rien avoir d'important à dire à l'époque.

Voici donc une journée des commentaires diffusés à la radio.

Voici comment durant une journée la nation et la ville de New York étaient informées au cours d'une émission sur l'« unité de la Chine, » deux attaques contre les hommes d'affaires étasuniens, trois demandes de réorganisation du département d'État, deux poussées en avant pour Truman, deux pour la charte des Nations Unies, une attaque contre les sénateurs et une pression pour qu'une paix dure fût imposée au Japon.

Et qui étaient les distingués dirigeants de la pensée publique, à la source de tout ceci ? Lisa Sergio avait jadis été commentatrice radio pour le compte de Mussolini, avait rompu avec lui, s'était fait éjecter d'Italie, et était venue aux États-Unis servir les objectifs de la Gauche. Elle a désormais disparu de la scène. William Gailmor était un voleur de voitures condamné, et un communiste. Raymond Gram Swing était l'un des trompettistes du *Fair Deal* d'extrême-gauche, Johannes Steel un personnage d'extrême-gauche promulguant sans relâche la cause et les objectifs de la Russie. Raymond Walsh était un soutien violent et sans compromis de Wallace, pour dire les choses avec modération.

Une grande partie de ce contenu fut répétée le lendemain, 3 juillet — par Gailmor, Lisa Sergio et Raymond Gram Swing de nouveau, ainsi que John W. Vandercook sur WEAF, nous affirmant que « la Russie ne fait pas que parler d'unité, mais agit pour l'unité, » une pression sur WABC en faveur de Harry Hopkins exercée par Quicy Howe, un personnage d'extrême-gauche, puis de nouveau Johannes Steel sur WHN, s'attaquant aux milieux d'affaires étasuniens et reliant les cartels étasuniens et allemands, tout en défendant le gouvernement communiste de Pologne, Clifford Evans sur WLIB s'exprimant en faveur de la Russie — « elle est revenue sur nombre de ses demandes pour faire progresser la cause de l'unité. » Sur WMCA, il y eut de nouveau Raymond Walsh, avec une nouvelle attaque contre le département d'État, ainsi que contre Joseph Grew, puis avec une nouvelle défense du gouvernement russe en Pologne, et Hans Jacob sur WOV nous appelant à contribuer à la révolution sociale en Allemagne, à encourager la

révolution en Italie, en Belgique, en Espagne et en Argentine. Sur WNEW, il y avait George Brooks qui fulminait contre le gouvernement polonais en exil à Londres du fait qu'il « déversait jusqu'ici un flot de propagande anti-soviétique. »

Cela se répéta de jour en jour, durant l'ensemble du mois de juillet, que j'ai pris comme échantillon. Voici quelques-uns des éléments que nous avons reçus au sujet de la Russie et de la Chine :

Raymond Gram Swing nous a affirmé que le gouvernement de Tchang Kaï-tchek empêchait la démocratie en Chine ; que la Russie ne pouvait pas s'adapter à soutenir un tel gouvernement. Richard C. Hottelet affirma que les Russes ne rendaient pas l'Allemagne communiste — les Allemands étaient ainsi faits qu'ils pouvaient établir leur propre régime démocratique. Il y eut de la part de William Gailmor une dénonciation des Britanniques du fait qu'ils imposaient des monarchistes et des fascistes en Grèce contre la volonté de la Russie, et le même nous informa que « l'essence du pro-américanisme aujourd'hui est d'oeuvrer à de bonnes relations avec l'Union soviétique comme clé de voute de la paix et de la sécurité mondiale. » Quincy Howe nous affirmait que la Russie allait supplanter l'Ouest en Asie du Sud-Est, et il faisait également les éloges de l'idée russe d'une fédération des pays des Balkans, tout en nous informant que la « crainte britannique de la Russie menace la paix du monde. » Raymond Walsh nous répétait que le gouvernement polonais russe était un gouvernement libre, Gailmor défendait de nouveau la politique russe en Asie et ainsi de suite.

J'ai exposé ci-avant un bref résumé de 30 jours de diffusion, au cours d'une période critique durant laquelle les hommes de gauche promulguèrent les objectifs de la Russie, essayèrent d'éjecter Byrnes et Grew hors du département d'État, et y parvinrent, d'établir la charte des Nations Unies selon les conditions russes, de promulguer l'« unité en Chine, » de soutenir les actions menées par la Russie en Pologne et en Europe de l'Est. Il s'agissait de commentaires répétés à l'envi autour des informations. Mais cela ne comprend pas la promotion sans relâche réalisée autour des mêmes idées

dans les drames radiophoniques, les débats qui étaient souvent de faux débats, jusque dans les concerts musicaux, symphoniques, et d'opéra, dans les feuilletons et particulièrement dans les comédies et programmes de variétés au sein desquels tous ces points étaient promulgués au moyen de remarques sarcastiques, de souillures comiques, et de coups de pouce tout aussi appuyés en faveur de leurs héros publics favoris.

Jamais dans l'histoire une nation libre n'avait été exposée à une propagande de guerre aussi étendue, et exercée par des moyens de propagande si puissants que ceux qui se sont employés à façonner l'opinion étasunienne, pour amener celle-ci à soutenir le programme qui a fini par livrer presque l'intégralité de l'Europe et de l'Asie aux mains du communisme russe.

Chapitre 14

L'Institut des Relations du Pacifique

Les hommes dont les noms sont apparus ici au titre d'auteurs et d'étudiants des affaires chinoises ne se contentèrent pas des instruments d'impression ordinaires pour faire avancer leurs théories. Ils établirent de nombreuses organisations pouvant être utilisées puissamment pour promouvoir leurs buts. Sans doute, la plus importante de ces organisations fut l'*Institute of Pacific Relations*. Cet « Institut » était presque écrasant au vu de son apparente respectabilité. Ses publications prenaient une teinte d'objectivité auguste et érudite, ce qui les fit accepter largement au sein des cercles académiques. Son dessein était de couvrir les intérêts de tous les pays bordant l'Océan Pacifique. Il était gouverné par un corps international au sein duquel chaque nation intéressée au Pacifique était représentée, et disposait de con propre conseil national. Les nations constituantes étaient les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie soviétique, la Chine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, la Hollande-Indes hollandaises orientales, les Philippines et la France. Le corps dirigeant international fut dénommé *Pacific Council*. Nous

nous intéressons ici au *Pacific Council* et à l'*American Council* de l'*Institute of Pacific Relations*.

La tête active de l'institut international dans son ensemble était son secrétaire général, Edward C. Carter, qui a depuis pris sa retraite. Il était l'esprit qui guidait l'ensemble de l'organisation, et membre de droit de chaque conseil national. Les hauts-dirigeants et associés de l'*American Council*, comme cela se pratique dans de tels groupes, changeaient de temps à autre. Mais à chaque instant, ces membres étaient des personnages qui évoluaient au-dessus des critiques quant à leur respectabilité et même leur conservatisme. En une occurrence, par exemple, Robert Gordon Sproul, président de l'Université de Californie, en fut le président. Et l'on trouvait parmi les membres du conseil un grand nombre d'éminents Étasuniens en provenance des cercles d'affaires, militaires, et de l'éducation.

Cet *American Council* était dirigé par un comité exécutif constitué de dix personnes. C'était ce groupe qui menait la barque. Et nous allons voir comment cette suite de journalistes, d'auteurs et de propagandistes, motivés par la liquidation de la Chine nationaliste, parvint à s'installer derrière ce front hautement respectable et à utiliser les instrumentations de l'Institut pour parvenir à ses fins. Les personnes qui dominèrent véritablement les politiques de l'*American Institute* furent Edward C. Carter, Frederick Vanderbilt Field, Harriet Lucy Moore, Owen Lattimore et plusieurs autres personnes étroitement liées à celles-ci dans la promotion des plans de Mao Zedong en Chine. La voix de Lattimore était particulièrement puissante au travers de son influence sur l'esprit du Dr. Carter.

L'IPR, comme on l'appelait, disposait de deux organes d'expression. Le premier était un journal trimestriel appelé *Pacific Affairs*, sous l'égide de l'*International Council* ou *Pacific Council*. Le second était *Far Eastern Survey*, publié par l'*American Council*. Il suffit d'affirmer qu'Owen Lattimore fut durant de nombreuses années éditeur de *Pacific Affairs*, et que Lawrence E. Salisbury fut éditeur de *Far Eastern Survey* jusqu'il y a peu. Le secrétaire exé-

cutif de l'*American Council* était Frederick Vanderbilt Field, un communiste professionnel notoire. Ainsi, avec des associés largement implantés dans le monde des affaires et du travail, et avec un Conseil qui récupérait des financements depuis diverses grandes banques et corporations industrielles — aussi innocentes que des nourrissons dans cet étrange monde où elles avaient la naïveté de s'aventurer — le véritable travail était accompli par un secrétaire exécutif qui était un Communiste actif et militant, et au travers de deux journaux périodiques édités par deux apologistes bien connus des révolutionnaires communistes chinois. Nous allons voir qu'au fil de l'activation de cet impressionnant mouvement, c'est presque l'ensemble des auteurs qui avaient rédigé les livres pro-communistes qui œuvrèrent comme hommes de main contre les ouvrages anti-communistes, et qui se retrouvèrent inévitablement nommés à toutes sortes de postes stratégiques depuis lesquels la cause de la Chine communiste allait être promue.

Nous pouvons désormais considérer de plus près les actions de cet organe de propagande. Il est parfaitement clair que le personnage le plus important de l'*American Council* était Frederick Vanderbilt Field. Ce dernier avait été nommé en 1928 par le Dr. Edward C. Carter au poste de secrétaire assistant, puis très rapidement au poste de secrétaire exécutif. Il resta membre du comité exécutif aux manettes jusqu'en 1948, et conserva son poste de secrétaire exécutif jusque 1940, lorsqu'il en démissionna pour se lancer dans une entreprise communiste militante. Il était le haut-dirigeant en charge des affaires du Conseil. Le Dr. Philip C. Jessup, également membre du comité exécutif, le mentionnait comme *définissant les lignes directrices du Conseil.*

Field n'était pas seulement secrétaire exécutif et dirigeant actif du Conseil ; c'était également son ange financier. Le Dr. Carter essaya de minimiser les contributions financières de Field à la barre des témoins, face au comité McCarran, mais le conseil du comité produisit une lettre écrite par Carter en 1940, à destination de W.L. Holland, de l'*International Council*, dans laquelle il écrit : « Il est

impossible que Field *continue de combler les déficits chaque année.* Je pense qu'il estime désormais qu'une baisse de la voilure aurait dû être pratiquée il y a deux ans. » À la barre des témoins, Field a reconnu que sur plusieurs années, ses contributions pour combler ces déficits se sont élevées à 60 000 $ [1]. Nous voyons ainsi que Field, contrairement aux figures de cire du conseil, n'était pas un simple nom apposé sur la porte. Y a-t-il quelqu'un, en notre période de réveil amer, ayant les pieds sur terre, qui pourrait supposer l'espace d'un instant que Field ne profita pas de sa position pour promouvoir sa foi communiste, ainsi que les objectifs communistes en Chine ?

Field est un rejeton de la famille Vanderbilt, héritier d'une partie de sa grande fortune, et il est familièrement désigné comme le « Communiste millionnaire. » Il a été des années durant contributeur actif à toutes sortes d'activités communistes, tant comme auteur que comme donateur. Il a écrit un livret sous le titre *China's Greatest Crisis.* Au début de cet ouvrage apparaît une affirmation faite par Earl Browder, qui énonce la poussée vers l'avant qui suit en faveur d'un livre de Mao Zedong :

> *China's New Democracy*, de Mao Zedong… est un ouvrage d'importance historique, l'un des documents essentiels pour l'évaluation de la crise chinoise en cours, qui proclame le programme communiste chinois à long-terme, et la perspective de réparation et de développement de cette grande nation. [2]

Figure également le texte qui suit, signé par Frederick Vanderbilt Field :

> *China's New Democracy* parvient au public de langue anglaise au moment-même où la nation chinoise est confrontée au test le plus difficile de son histoire. Si

1. *Hearings before Senate Sub-Committee on Internal Security* (désigné ici sous le terme comité McCarran), 25 et 26 juillet 1951.
2. Ibid.

> nous comprenons en profondeur les enseignements de Mao Zedong, nos tentatives de soutenir ces politiques pourront déboucher sur une régénération de la Chine, qui s'en trouvera renforcée au-delà du mesurable. [3]

Voilà ce que le secrétaire exécutif, et principal financier de l'*American Council* de l'IPR avait à dire sur la Chine en 1945. Le pamphlet prenait le soin d'informer le lecteur que « l'auteur du présent pamphlet [Field] est membre du comité exécutif de l'*American Council* de l'*Institute of Pacific Relations*... et membre du conseil éditorial de *New Masses* [4] [Une publication communiste officielle] » — une combinaison très jolie.

Field s'est fait au fil des années contributeur de toutes sortes de publications communistes — 37 articles au sein de *New Masses* jusque 1947, 54 articles pour le *Daily Worker* — et il a écrit en janvier 1949 dans *Political Affairs* (successeur de *The Communist*) :

> Une responsabilité spéciale incombe aux Communistes étasuniens. Le sujet de la Chine constitue le signal d'une opportunité de porter un coup puissant à la forteresse de la réaction mondiale. Il devient possible de briser les projets impérialistes des États-Unis envers la Chine, et le jeu des forces est favorable pour le faire. Sous la direction du grand parti communiste de Chine et de son éminent président Mao Zedong, l'héroïque peuple chinois pratiquera avec honneur ses devoirs. Les impérialistes sont véritablement en train d'être défaits en Chine. [5]

Bien entendu, cette « forteresse de la réaction mondiale », contre laquelle il proposait de porter un coup puissant, était les États-Unis.

3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid.

Field demanda à être relevé de ses fonctions de secrétaire exécutif en 1940, mais resta membre du conseil de direction. À l'époque, on se mit à faire mention d'un front communiste notoire connu sous le nom d'*American Peace Mobilization*. Ce dernier avait été monté le jour du pacte entre Hitler et Staline, et fut dissout lorsque ce pacte prit fin. Son objet était de tenir les États-Unis hors de la guerre contre Hitler et Staline. Il était constitué d'un véritable nid de Communistes notoires, comme Paul Robeson et Langston Hughes. Le comité de la chambre enquêtant sur les activités anti-étasuniennes le décrivit comme « l'un des fronts communistes les plus notoires et les plus flagrants jamais organisés aux États-Unis. » Le procureur général le classifia comme front rouge. Au mois de juin 1941, il dressa un piquet devant la Maison-Blanche, Field figurant parmi les manifestants. Le jour où Hitler attaqua Staline, il démonta ses piquets et se mit à appeler à la guerre [6].

Ce fut pour accepter le poste de secrétaire exécutif de cette organisation que Field démissionna de ses fonctions de secrétaire exécutif de l'*American Council* de l'IPR, en emportant avec lui les bons voeux de Carter, Jessup, et des autres membres du conseil de direction de l'IPR. À l'époque, Philip Jessup était président du comité exécutif. Field informa Jessup de son projet pour l'*American Peace Mobilization*. Malgré ces projets, Jessup et le Dr. Carter poussèrent Field à conserver son poste de secrétaire exécutif du Conseil de l'IPR. On pouvait réduire la portée de ses fonctions pour lui permettre de cumuler les deux postes. Jessup proposa le mémorandum qui suit :

> À présent, le personnel désire exprimer son appréciation de l'*encadrement que M. Field a apporté à l'American Council* par le passé. Nous considérons qu'il relève du meilleur intérêt de l'*American Council* que M. Field puisse lui rester associé de manière aussi étroite que possible. Nous apprécierions par conséquent le voir

6. *House Committee on Un-American Activities*, Appendix IX, p. 43.

> rester au poste de secrétaire du Conseil, *exerçant des orientations et une détermination de ses politiques aussi étendues que possible*, en cohérence avec son désir d'être relevé de la charge du travail administratif et de la promotion financière.[7] (Mise en emphase ajoutée par l'auteur.)

Mais Field était catégorique : il tenait à partir. Les registres de la réunion au cours de laquelle cet épisode se produisit poursuivent comme suit :

> Le Dr. Jessup a expliqué qu'il avait par la suite parlé longuement avec M. Field, qui a expliqué dans le détail les raisons l'ayant amené à accepter le nouveau poste. Le Dr. Carter a traduit l'opinion de tous les membres présents en demandant si le Dr. Jessup pensait que l'on pourrait persuader M. Field de reprendre le secrétariat de l'*American Council*... Au vu des circonstances, il fut décidé de rédiger une acceptation de la démission, tout en exprimant des regrets. Ce document devait intégrer une appréciation appropriée du service distingué fourni par M. Field durant onze années au service de l'*American Council. L'espoir a été cependant exprimé qu'une fois terminée sa nouvelle tâche, il lui serait possible de reprendre l'encadrement actif des travaux de l'American Council*[8]. (Texte mis en emphase par l'auteur.)

Les apologistes de l'IPR se sont montrés profondément scandalisés par les critiques qui ont été formulées vis-à-vis de ses performances. Mais il s'agit d'un pur écran de fumée. Les faits que je viens de relater sont indiscutables. La critique que je formule est que l'*American Council* de l'IPR, si élégamment costumé et fardé

7. Audition du comité McCarran, 26 juillet 1951.
8. Ibid.

de grands noms, était utilisé par un groupe d'hommes en possession de son appareil pour promouvoir les intérêts des Communistes chinois. Je dis que le secrétaire exécutif était communiste. Je ne dis pas que quelqu'un d'autre était communiste, sauf si je le ou la mentionne expressément. Je dis qu'il est impossible de croire que le secrétaire général, le Dr. Carter, ne fut pas au courant de ce que Field faisait, ou de ce qui était fait au sein des publications officielles de l'Institut.

L'*American Council* publiait un périodique bimestriel sous le nom de *Far Eastern Survey.* Entre 1944 et le passé récent, son éditeur a été Lawrence E. Salisbury. Il fut assistant de la direction de la Division Extrême-Orient du Département d'État. On peut le juger entièrement sur la base des éléments qu'il a imprimés dans cet organe de l'IPR, le *Far Eastern Survey.* J'ai examiné de près les articles sur la Chine, publiés en son sein entre 1944 et 1949. Le *Survey* conseillait et orientait directement les lectures de ses lecteurs au sujet de la Chine — vers les ouvrages de Lattimore, Snow, Guenther Stein, Harrison Forman, Lawrence K. Rosinger, Sun Go. Le livre de Lin Yutang est suggéré, mais avec un avertissement selon lequel « sur la situation politique, il ne présente que la vision officielle du Kuomintang. » Aucun avertissement n'est émis au sujet des ouvrages pro-communistes. Au contraire, ils sont mis en avant — surtout *Red Star Over China*, le livre d'Edgar Snow. Ici encore, nous contemplons toute la force de la même clique que nous avons vue à l'œuvre dans les critiques littéraires du *Times* de New York, du *Herald-Tribune*, de *Nation*, du *New Republic* et du *Saturday Review of Literature.* Au fil des exemplaires parus, c'est toute la ligne communiste chinoise qui était poussée sur les lecteurs. Je ne cite ici que quelques exemples :

— Owen Lattimore a loué la saine politique menée par la Russie envers les peuples des minorités (23 août 1944).

— Eleanor Lattimore, son épouse, énonce le travail magnifique qui est réalisé par le gouvernement du Xinjiang (11 avril

1945). Elle défend également le rôle de la Russie en Mandchourie et dans le Xinjiang (3 mai 1944).

— Eleanor Lattimore énonce les grands accomplissements du gouvernement de Mongolie Extérieure, menés par la république populaire de Mongolie (6 novembre 1948).

— Puis nous voyons toute la meute grogner aux talons de Tchang Kaï-tchek. Guenther Stein dit ainsi que la Chine doit subir les réformes demandées par tous sauf le Kuomintang (12 mars 1947).

— John K. Fairbank nous énonce que « les efforts pour entretenir en Chine un mode de vie capitaliste étasunien illusoire... vont mettre en retard la création du propre mode de vie de la Chine. » En cela, il énonce clairement que la tendance en Chine est au collectivisme et que là réside son seul salut (2 juillet 1947).

— Puis, dans un article non signé, on trouve une dénonciation acerbe de la proposition faite par William Bullitt pour que nous consentions un emprunt au gouvernement nationaliste. À ceci, il y eut un droit de réponse des plus exceptionnels, accordé à Paul M.A. Linebarger, sans aucun doute à sa demande (5 novembre 1947, et 11 février 1948).

Ce ne sont que des échantillons. Mais l'éditeur en personne ne restait pas les bras croisés. Dans un article publié sous le titre « Report on China » (le 15 novembre 1944), Salisbury fulmine sur le licenciement de Vinegar Joe Stilwell, dont les attaques indignes contre Tchang Kaï-tchek sont désormais si bien connues. Puis il explique que parler de la situation « communiste » en Chine est trompeur, car « ces régions sont en réalité principalement des communautés agraires dont l'objectif est de chasser les Japonais hors de Chine. Dans ces régions, la propriété privée est respectée et l'entreprise privée est encouragée. Les rapports qui sont arrivés depuis la Chine... [de la part de] correspondants étasuniens indiquent

qu'une comparaison des conditions de vie dans les régions "communistes" et celles du Kuomintang penchent fortement en faveur des premières. » Dans un autre article (en date du 25 avril 1945), il se plaint que dans la Chine de Tchang, nous soutenons « une oligarchie répressive ». Il demande que nous affirmions à Tchang que nous accorderons une aide militaire à tous les groupes luttant contre les Japonais, et qu'une réorganisation du gouvernement doit se produire, pour intégrer « tous les éléments de Chine comme participants dans les faits » — le vieux slogan de « l'unité en Chine ». Il s'indigne de nouveau (le 24 octobre 1945) que l'on qualifie les Communistes chinois de non-démocrates — « les observateurs sur le terrain découvrent davantage de démocratie dans la manière de vivre dans les régions communistes que dans celles tenues par le Kuomintang. » Par la suite (le 19 décembre 1945), il ressort pour s'en prendre à Grew, puis à MacArthur, du fait qu'il n'exploite pas les conseillers que le département d'État lui a envoyés.

Nous voyons ici l'*American Council*, doté de nombreux conservateurs pour faire illusion en façade, mais dans les bureaux où les décisions sont prises, c'est Frederick Vanderbilt Field qui mène la barque, avec Lawrence Salisbury pour relayer la ligne communiste chinoise dans le *Far Eastern Survey*, après avoir rassemblé autour de lui tous les anciens hommes de main qui avaient rédigé livres et critiques, et empli magazines et journaux de leur promotion favorable aux projets des Communistes chinois. Et, en sus de cela, nous voyons Harriet Lucy Moore au poste de directeur de la recherche, préparant des listes de lecture conseillées aux Étasuniens sur le sujet — Harriet Moore qui allait finir par figurer au conseil éditorial de la plus étrange et indécente de toutes ces agences pro-rouges — *Amerasia*. Elle était également membre du conseil de direction d'une chose appelée *Russian War Relief*, emplie de nombreux gauchistes. Mais elle fut même exclue de cette organisation après une protestation émise par David Dubinsky [9].

9. *House Committee on Un-American Activities*, Appendix IX, p. 470.

L'autre publication émise par l'Institut était *Pacific Affairs*. Là, Owen Lattimore était l'éditeur. On ne trouvait aucune différence dans la tonalité politique des contributions à *Pacific Affairs*, par rapport à celles apportées à *Far Eastern Survey*. Et, sans entrer dans les détails, on peut affirmer que M. Lattimore promulguait la même ligne sur la Chine que celle qu'il soutenait dans ses livres et dans les articles qu'il faisait imprimer dans des magazines — c'est-à-dire, la ligne qui était favorable à la révolution communiste chinoise de Mao Zedong, et hostile à Tchang Kaï-tchek et à son gouvernement nationaliste.

Ceci nous amène à l'homme qui fut le plus influent pour orienter l'*Institute of Pacific Relations* — Edward C. Carter. Il a témoigné en détail face au comité McCarran du Sénat. Pour autant que je sache, personne n'a accusé Carter d'être communiste. Mais les traces des auditions du Sénat au sujet de l'Institut, par lui dirigé pendant tant d'années, révèlent avec une clarté éblouissante et de manière irréfutable qu'à chaque phase de la lutte en Chine, les instruments de l'*American Council* furent utilisés pour promouvoir les intérêts des Communistes chinois contre le gouvernement national.

Il est inconcevable que Carter n'en ait pas eu conscience. Et il est inconcevable qu'il n'ait pu le désapprouver. Les éléments établissant qu'il savait cela, et l'approuvait, sont écrasants. Cette critique ne peut pas être écartée en s'indignant du fait que l'on qualifie le Dr. Carter de communiste. Ce n'est pas du tout ce que le présent auteur affirme. Mais j'affirme catégoriquement qu'il a toléré la ligne communiste pro-chinoise au sein de l'*American Council*, dont il était vice-président. J'ignore ce qui lui fit préférer Mao Zedong et ses armées au Généralissimo Tchang Kaï-tchek. C'est avec la plus grande attention que j'ai pris connaissance de son témoignage face au comité du Sénat, et je suis convaincu qu'il était très éloigné du rôle de philosophe politique ou d'érudit en matière de gouvernement, comme on l'a décrit. En fait, dans son témoignage, il a écarté toute prétention à l'érudition. Il a insisté sur le fait qu'il était simplement le cadre menant la barque, et que son rôle

était de rapprocher les gens pour qu'en sortent des discussions et des études. Il était en premier lieu un promoteur. Il accueillait avec effusion les contributions, et aimait apporter des remarques. Il existe de nombreuses raisons de penser qu'il était fortement sous l'influence d'Owen Lattimore et de certains des autres « penseurs profonds » de son équipe. Ses reniements quant à ses inclinaisons pro-communistes en tant d'instances sont, pour dire le moins, pathétiques.

Tout d'abord, il a pleinement adopté la ligne promulguée par Edgar Snow dans *Red Star Over China*. Il en a écrit :

> Pour qui connaît étroitement la réputation qu'ont les Rouges dans la province de Kiangsi, où ils sont implantés depuis 1934, il n'est pas possible de réfuter l'affirmation : « Des millions de paysans ont à présent vu l'Armée Rouge, l'ont entendue parler, et n'ont plus peur d'elle ». [10]

En d'autres moments, il a défendu les procès de Moscou. Il a travaillé au sein du *Russian War Relief*, dont Frederick Vanderbilt Field et Harriet Moore ont été les principaux dirigeants, outre leur statut éminent au sein de l'IPR. Il a été membre du conseil de direction de l'*American Russian Institute*. Il a contribué à *Soviet Russia Today*, et a défendu au sein de ce journal les infames procès de Moscou [11]. Il fait grand cas du fait que des personnes aussi éminentes que Joseph W. Ballantine, Ray Lyman Wilbur (à l'époque président de l'Université de Stanford) et le général George Marshall étaient membres de l'Institut. Ils étaient membres d'un conseil plus élargi — un conseil de façade — conformément avec cette incroyable faiblesse d'Étasuniens influents, assez doués sur d'autres sujets, laissant faire usage de leur nom en liant avec les aventures sociales les plus bizarres. Les Wilbut, les Marshall et les Sproul

10. McCarran Committee Hearings, 25 juillet 1951.
11. *Soviet Russia Today*, mai 1938.

ne dirigeaient pas l'Institut. Ils n'écrivaient pas les documents, les magazines, ni les livres soutenus par celui-ci. Ils apportaient la décoration — la frange supérieure. Le véritable travail était mené par les Field, les Harriet Moore, les Lattimore, les Salisbury et un grand nombre d'esprits similaires. Si ce pays a besoin d'une chose, c'est bien d'un Bradstreet [12] sociologique auprès duquel la direction d'une entreprise, le président d'une banque, ou le président d'une université pourrait obtenir un rapport sur le caractère précis de l'institut, de la fondation, de la ligue, du conseil, ou de toute autre organisation à laquelle on lui demande d'apporter le poids de son nom.

Sans doute le Dr. Carter a-t-il lu *Pacific Affairs* et *Far Eastern Survey*. Est-il possible qu'il les ait lus et soit resté dans l'ignorance de la nature des agissements de ses subordonnées dans ces journaux ? Le sénateur Eastland lui a demandé : « Ne saviez-vous pas que Field était communiste ? » Il répondit : « Mon témoignage est qu'il aidait la cause communiste. » Il a reconnu qu'il « supposait qu'il était quelqu'un à surveiller. » Mais cela n'empêcha pas Carter d'exhorter Field à rester au poste de secrétaire après qu'il eut rallié le notoire *Peace Mobilization* qui provoqua même la colère de Mme Roosevelt. Il savait que Field était membre du conseil éditorial du *Daily Worker* et de *New Masses*, et qu'il était secrétaire de l'*American Peace Mobilization*, et il « savait que l'*American Peace Mobilization* avait bel et bien été cité comme organisation contrôlée par les Communistes. » Il a affirmé : « Je suis parvenu à la conclusion que les Communistes en ont pris le contrôle. » Carter a reconnu avec réticence que « je savais que Field se comportait comme un Communiste » et qu'il « jouait la ligne communiste. » Pourtant, cela ne sembla impacter en rien leurs relations [13].

Aujourd'hui, dans les sombres suites de cette ère désastreuse, les Étasuniens sont choqués par la découverte de Rouges dans di-

12. Il s'agit d'un annuaire analytique, NdT
13. McCarran Committee Hearings, 25 juillet 1951.

vers départements sensibles du gouvernement. Comment cela s'est-il produit ? Notre pharisaïque Dr. Carter, malgré les associations notoirement communistes de Field — alors connues de lui — essaya de trouver pour Field une commission, tenez-vous bien, dans les Services de Renseignements de l'Armée. Il écrivit à Field : « Je veux que vos cadeaux inhabituels soient utilisés à pleine ampleur durant l'urgence. » Quels cadeaux ? Il avait révélé un extraordinaire cadeau pour de dangereuses associations, dont nous allons reparler. Le Dr. Carter, en reconnaissant face au comité du Sénat qu'il savait qu'« existaient des circonstances questionnables dans la carrière de Field, » reconnut avoir essayé de le faire entrer dans l'unité de Renseignements de l'Armée. Au début, il reconnut timidement avoir simplement rédigé une lettre. Mais une fois confronté aux preuves, il dut reconnaître qu'il était allé bien plus loin — même après qu'on lui eut dit qu'existaient des questions graves face à l'admission de Field à un tel poste. Field en personne témoigna avoir été soutenu dans cette candidature par Carter, Lattimore, et William T. Stone, qui figurait au conseil du front journalistique communiste *Amerasia* et qui avait été employé par le département d'État [14].

En 1938, M. Brooke Claxton, de Montréal, écrivit à Carter pour lui demander de proposer des intervenants lors d'une rencontre prévue au Canada, au *Canadian Club*. Carter répondit en proposant, entre autres, Earl Browder, alors secrétaire général du Parti Communiste étasunien. Il écrivit que Browder « pourrait vous accorder une intervention extraordinairement intéressante, et agréablement provocatrice, mais vraiment importante, au sujet de l'administration Roosevelt, que ce soit du point de vue intérieur ou de la politique étrangère. Il est vraiment bien informé, et contrairement à l'opinion publique, *étasunien à cent pour cent* [15]. » (Mise en en phase par l'auteur.)

14. Ibid.
15. Ibid, 26 juillet 1951.

Voici d'autres éléments mettant en évidence l'inclinaison mentale de Carter, qui nous aident à comprendre comment l'*American Council* est tombé entre les mains des Rouges et des roses, et est devenu un instrument de la propagande rouge chinoise. Au mois de juin 1945, Max Eastman a collaboré avec J.B. Powell dans un article du *Reader's Digest* en défense du Kuomintang en Chine. Powell était un personnage particulièrement attractif, universellement respecté, mort en héros par suite de son traitement lors de sa détention par les Japonais. Mais il a commis le crime de s'opposer aux Communistes chinois. L'article Eastman-Powell n'a pas plu à l'industrieux Owell Lattimore. Ce gentleman a écrit une lettre en réponse à l'article. En application de cette trajectoire déviante, caractérisant l'ensemble du groupe, Lattimore a suggéré à Carter qu'il fît signer le document par feu Thomas Lamont, de la maison Morgan, pour l'envoyer au *Times* de New York. Il s'agissait d'un projet pro-rouge à faire progresser sous l'*imprimatur* conservatrice de Wall Street.

Carter apporta docilement la lettre au fils de Lamont, Corliss Lamont, favorable aux Communistes, à l'université de Columbia, pour solliciter son aide afin d'obtenir la signature de son père. Ainsi, la voix de la protestation serait celle de Lamont, mais les mots seraient bien ceux de Lattimore. Cependant, Corliss suggéra que Carter approchât son père de manière directe. Carter envoya le brouillon du document à Lamont-père. Mais ce notable refusa de le signer. Lamont affirma à Carter qu'il avait examiné le document paru dans le *Reader's Digest* et qu'en réalité, Carter voulait qu'il poussât le président à soutenir un plan « en vue de mettre des armes à disposition des soi-disant Communistes en Chine. » Cela se produisit au début de l'été 1945, un passage critique pour la révolution chinoise. Nous avons ici Carter, à la demande de Lattimore, essayant d'utiliser le dirigeant d'une grande maison bancaire conservatrice pour mettre des armes entre les mains des Communistes chinois, afin de détruire les armées nationalistes. Lamont fit d'ailleurs travailler Carter. Il écrivit que « Tchang Kaï-tchek a

peut-être raison de ressentir que les maigres livraisons consenties à la Chine devraient être accordées à son armée, et non à l'autre camp. Vous indiquez dans votre mémorandum que la Russie a veillé scrupuleusement à n'envoyer de livraisons qu'à Tchang. Si tel est le cas, pourquoi cela ne constitue-t-il pas une raison supplémentaire pour que nous en fassions autant ? » [16] Bien évidemment, à ce moment-là, la Russie n'envoyait aucune livraison à Tchang.

Mais Carter ne s'arrêta pas. Il suggéra à T.A. Bisson « que l'un d'entre nous écrive au *Times* une lettre dans l'esprit de l'ébauche ci-jointe. » Il insista auprès du comité du Sénat sur le fait que Bisson n'était pas plus communiste que son épouse (celle de Carter). Mais il savait que Bisson était l'un des éditeurs du journal pro-communiste *China Today*. On lui demanda s'il savait que Bisson avait jadis écrit dans le *Far Eastern Survey* de l'Institut qu'il existait deux instances de la Chine — une Chine féodale et une Chine démocratique, que Tchang était la Chine féodale et que la Chine communiste était démocratique. À cette question, Carter livra de nombreuses réponses très stupides [17].

Le Dr. Carter faisait preuve d'un zèle inépuisable. En 1947, Israel Epstein écrivit un ouvrage sous le titre *Unfinished Revolution in China*, un livre amer et violent fortement biaisé en faveur de la Chine communiste. Carter fut satisfait de l'avoir lu. Il écrivit à l'éditeur qu'« il était de la plus haute importance qu'il le fît lire... par le secrétaire d'État George Marshall, les sénateurs Vandenberg, Morse et Ives, John Foster Dulles et John Carter Vincent... Le livre est tellement empli d'... admiration envers le peuple chinois [il s'agissait des Chinois rouges]... Bien sûr, de nombreuses personnes affirmeront qu'Epstein plaide d'une manière particulière... Je pense que c'est sans doute vrai, mais je pense qu'il plaide pour une analyse du monde plus sensée que nombre d'autres observateurs. » Et d'ajouter : « J'entends dire que le *Times* de New York

16. Ibid.
17. Ibid.

a demandé à Owen Lattimore de critiquer le livre. J'espère que les autres publications agiront avec la même sagesse. »[18] Le *Times* de New York employa bien Lattimore à cette tâche. Il répondit aux attentes. Il se montra satisfait de l'ouvrage. Le *Herald-Tribune* suivit avec une accolade semblable[19]. Lattimore écrivit qu'Epstein s'était préparé une place aux côtés des distingués Edgar Snow et Theodore White[20]. Le *Daily Worker* et *New Masses* s'alignèrent sur le *Times* et le *Herald-Tribune*.

Pour couronner le tout, une lettre surprenante fit son apparition. Au mois de juillet 1938, Lattimore eut une suggestion des plus intéressantes, qu'il soumit au flexible Carter. À ce moment-là, l'Institut disposait d'une dotation de 90 000 $ de la part de la Fondation Rockefeller, pour mener une étude. Carter s'en occupait. Et Lattimore écrivit à ce sujet à Carter :

> Je pense que vous étiez assez méfiant quant à renverser autant la section chinoise de l'étude à Asiaticus, Hanseng et Chi. *Ils vont mettre au jour les aspects radicaux essentiels, mais on peut compter sur eux pour le faire avec le bon doigté.*[21]. (Emphase ajoutée par l'auteur.)

Que signifiait Lattimore en affirmant cela ? Pourquoi voulait-il mettre au jour les « aspects radicaux essentiels » ? Et pourquoi voulait-il s'assurer qu'ils seraient mis au jour « avec le bon doigté » ? Que pouvait-il énoncer, hormis l'idée que les éléments radicaux se verraient assurés d'obtenir une forte influence, mais que celle-ci serait exercée de manière subtile, sournoise, et efficace ? Lattimore exprimait également son admiration envers Carter pour s'être montré aussi « méfiant ». Qu'est-ce que cela signifiait ? Que Carter, en positionnant ces trois Rouges au bon endroit, pourrait être certain que la frange radicale obtiendrait une forte influence,

18. Ibid., 14 août 1951.
19. *Herald-Tribune* de New York, 29 juin 1947.
20. *Times* de New York, 22 juin 1947.
21. Auditions du comité McCarran, 25 juillet 1951.

sans devoir en exercer lui-même la responsabilité directe. Voilà qui était astucieux — « méfiant, » disait Lattimore. Carter réfuta être méfiant ou avoir positionné ces trois personnages en cet endroit à cet effet. Mais pour quel autre effet les avait-il choisis ? Carter reconnut à la barre des témoins que par cette lettre, Lattimore lui avait demandé d'insister sur la ligne communiste. Il insista sur le fait qu'il n'en avait pas eu l'intention, mais ne disculpa pas Lattimore. Et nous pouvons être certains que Lattimore savait parfaitement bien à qui il écrivait.

La lettre de Lattimore se poursuit en affirmant qu'en raison des divers pays impliqués dans l'étude, la « bonne position de notation différait selon les pays » mais « mon pressentiment est qu'il sera rentable de rester derrière la position communiste chinoise officielle. » [22]

Aurait-il pu se montrer plus explicite ? M. Lattimore ou M. Carter n'envisageaient guère que cette lettre, conservée par le docteur dans une grange de sa maison de campagne, pourrait jamais finir entre les mains d'un comité du Sénat. Dans sa lettre, Lattimore avertissait qu'en se positionnant « derrière la position communiste chinoise officielle, » il faudrait s'y prendre sans heurs, que cela devrait être réalisé « depuis une position assez reculée pour ne pas être couverte par la même marque — mais assez en avant par rapport aux Libéraux chinois actifs pour être remarquable. » Il voulait également effrayer les Libéraux britanniques — pourquoi, on ne le sait pas — mais « pour l'URSS — soutenir leur politique internationale dans son ensemble, mais sans utiliser leurs slogans, et par-dessus tout sans leur donner, à eux ou à quiconque, l'impression de soumission. » [23] Que faut-il de plus pour établir l'utilisation qui était faite de l'IPR ?

Le sénateur McCarthy a lancé sa première attaque contre Lattimore sur la base du fait, entre autres choses, qu'il était un agent

22. Ibid.
23. Ibid.

d'espionnage communiste. Lattimore a plus ou moins survécu du fait de cette accusation irréfléchie. Nul ne s'attarde sur le fait que McCarthy a presque immédiatement retiré cette accusation — affirmant qu'il craignait être allé trop loin. Par la suite, il a accusé Lattimore de jouer la ligne communiste russe. Je n'accuse Lattimore, ni ici, ni ailleurs, d'être un agent d'espionnage communiste. Mais j'affirme qu'il a depuis le début soutenu la ligne communiste en Asie, et *qu'ici, nous le trouvons écrivant au Dr. Carter et l'exhortant, en des termes parfaitement explicites, à agir exactement ainsi.*

La défense de Carter a été pathétique, pour dire les choses sobrement. Il a commencé par réfuter avoir écouté les conseils de Lattimore. Mais il a placé les trois gentlemen dont les noms avaient été cités par Lattimore à la commission d'étude. En outre, a-t-il expliqué en relation à l'emploi d'un autre Communiste en plus, pourquoi ne pas employer un universitaire soviétique, puisque les Russes étaient nos alliés ? Il a fallu lui indiquer que ce cas particulier s'était produit en 1940, alors que la Russie n'était pas notre alliée, mais celle de Hitler. [24]

Le sénateur Ferguson a demandé au Dr. Carter si, dans cette lettre, Lattimore ne lui demandait pas de suivre la ligne communiste.

Carter a répondu à cela : « Il me semble qu'il supposait que je le faisais. » Il insista, cependant, sur le fait qu'il avait refusé les propositions de Lattimore. [25]

Il n'importe pas que Lattimore fût ou non un membre du parti communiste, ou qu'il fût communiste ou pas. Le seul point à établir est de savoir s'il a soutenu ou non les objectifs des Communistes chinois. Il s'agit d'un fait au sujet duquel cinq personnes ont témoigné sous serment qu'il avait été identifié à leur attention au sein du parti, comme communiste. Alexander Barmine, un ancien

24. Ibid.
25. Ibid.

général rouge, a juré qu'à Paris on lui avait dit de considérer Lattimore comme « l'un de nos hommes. » Elizabeth Bentley affirme que Golos, dirigeant de l'espionnage rouge aux États-Unis, lui avait appris que Lattimore était communiste. Whittaker Chambers a affirmé qu'il était également informé au sein du parti que Lattimore était communiste. Louis Budenz a juré que lorsqu'il était éditeur du journal communiste *Daily Worker*, on lui avait dit de considérer Lattimore comme communiste. Le Dr Karl A. Wittfogel, jadis communiste, puis repenti, a exprimé des doutes à l'idée que Lattimore fût membre du parti, mais jura qu'il suivait avec persistance la ligne communiste.[26] Ces éléments sont impressionnants. Pour les réfuter, il faut qualifier tous ces gens de parjures. Ou peut-être pouvons-nous conclure que les dirigeants communistes qui ont classifié Lattimore comme communiste l'ont fait sur la pure supposition fondée sur son accord général avec leurs objectifs. Cependant, nous devons toujours revenir sur la théorie sur laquelle j'ai insisté, à savoir que Lattimore fût ou non communiste n'est pas le point vital. Le sujet est : a-t-il promu la ligne communiste chinoise ? Et les preuves qui l'indiquent sont accablantes. Il a consacré toutes ses énergies à faire progresser la réussite finale des Rouges chinois sur Tchang.

Nous le voyons à l'œuvre dans ses livres. Ses deux ouvrages, au cours des années cruciales — *Making of Modern China* et *Solution in Asia* — ont reçu les éloges de tous les critiques pro-communistes. Maxwell Stewart a submergé de louanges le premier de ces ouvrages dans *Nation*, et Edgar Snow, A.T. Steele, T.A. Bisson, Richard Watts et Maxwell Stewart ont claironné leurs éloges du second livre, respectivement au sein du *Times*, du *Herald-Tribune*, du *Saturday Review of Literature*, du *New Republic* et de *Nation*.

Lattimore lui-même était un critique industrieux. Il a loué *China's Wartime Politics*, du pro-communiste Lawrence K. Rosinger, et il a affirmé d'un autre livre du même auteur qu'il était « idéal

26. Ibid. 31 juillet, 7, 14, 16, 22, 23 août 1951.

pour le lecteur qui veut une opinion émise par un expert. » Il a chaudement recommandé *Challenge of Red China*, écrit par un notoire espion rouge qui était membre du réseau Sorge au Japon — Guenther Stein. Il a affirmé de l'ouvrage d'Israel Epstein, *Unfinished Revolution in China* : « Lorsqu'il plaide son affaire, les arguments s'empilent en tas. » Jack Belden a écrit *China Shakes the World* et Lattimore a affirmé que l'ouvrage prouvait « que la libération qui sortait de la révolte rouge était réelle. » [27] En toute honnêteté, ces éléments ne sont-ils pas suffisants pour justifier la croyance selon laquelle Lattimore était convaincu de la justesse de la cause rouge en Chine ?

Il était éditeur de *Pacific Affairs* et définissait la politique de cette publication. Il y favorisait les auteurs promulguant la ligne communiste. Lorsqu'il présenta sa démission, son successeur, choisi avec son accord, fut Michael Greenberg, un membre du parti communiste. Comme exemple du contenu de *Pacific Affairs*, l'espion russe Guenther Stein a écrit six articles en ce sens. [28] Et Lattimore devint membre du conseil éditorial du notoire magazine *Amerasia*. Cette opération *Amerasia* est tellement étrange qu'elle mérite une attention particulière.

27. N. Y. *Herald Tribune Books of the Week*, 17 décembre 1944 ; 15 juillet, 14 octobre 1945 ; 23 octobre 1949 ; *N. Y. Times Book Review*, 22 Juin 1947.

28. McCarran Committee Hearings, 9 août 1951.

Chapitre 15

L'affaire Amerasia

Ce récit atteint un point haut d'absurdité avec l'épisode connu sous le nom d'affaire *Amerasia*. Le nom de Philip Jaffe nous est déjà familier, auteur d'un ouvrage pro-communiste propulsé en avant par des critiques embauchés par le *Times* de New York, le *Herald-Tribune*, *Nation*, le *New Republic* et le *Saturday Review of Literature*. M. Jaffe était un vieil apologiste communiste, dirigeant d'une société de carte de vœux, et éditeur du magazine *Amerasia*. Il avait été intime avec Earl Browder, qui l'avait ciblé pour influencer l'opinion publique étasunienne et la faire pencher du côté de la Chine rouge. On ne saurait affirmer qu'il aurait maintenu le secret sur ses allégeances. Il avait commencé sa mission en 1934 avec un magazine du nom de *China Today*, avec une lettre parue en seconde page signée « Yours for a Soviet China », par Malcolm Cowley, alors critique littéraire pro-communiste pour le *New Republic*.

En 1937, Jaffe apparut en premier plan dans une publication périodique dénommée *Amerasia*. Celle-ci a poursuivi son existence jusque 1945, avec une faible circulation, ne suffisant pas à couvrir les frais d'imprimerie. Cette année-là, elle se trouva impliquée dans un incident à peine croyable. Parut en ses pages un long récit qui,

selon les services de l'Office of Strategic Services (OSS) du général William Donovan, était une copie presque mot pour mot reproduite depuis un document top secret du gouvernement. Comment ce document avait-il pu fuiter ? Le problème fut confié à Frank B. Bielaski, dirigeant du service d'enquêtes de l'OSS. Il pénétra les bureaux du magazine, à la tête d'un groupe d'agents de l'OSS, en crochetant la serrure. Il y découvrit, sur les bureaux et dans les dossiers, un nombre alarmant de documents encore marqués du sceau *top secret* du département d'État, et d'autres départements. On y trouvait des documents des renseignements militaires, des renseignements de la Navy, du bureau de la censure, des renseignements britanniques, de l'*Office of Strategic Services* et du département d'État. L'affaire fut remise au FBI. Le 6 juin 1945, ses agents, après avoir travaillé trois mois durant sur l'affaire, firent une descente dans les bureaux d'*Amerasia*.

Ils y découvrirent 1800 documents du gouvernement. Ils avaient été dérobés depuis les archives secrètes de nombreuses agences de guerre du gouvernement. Si ces documents avaient été des feuilles blanches, un crime aurait déjà été commis. Mais ce n'étaient pas des feuilles blanches. Il s'agissait de documents hautement confidentiels portant les sceaux de diffusion restreinte du gouvernement. Le FBI arrêta par conséquent Philip Jaffe, Kate Louise Mitchell, Mark Gayn, John Stewart Service et Emanuel Larsen, ces deux derniers appartenant au Département d'État. Fut également arrêté Andrew Roth, qui avait été chercheur en chef pour *Amerasia*. Lorsque ce gars, Roth, était entré à la Navy, des questions avaient été soulevées parce qu'il était signalé comme communiste. Mais les renseignements de la Navy étaient que « le fait qu'un homme était communiste n'était pas un obstacle, car nous étions en paix avec la Russie. » Cependant, l'officier naval responsable ordonna qu'il fût envoyé là où il provoquerait le moins de dégâts. On lui accorda un poste de lieutenant, et on l'envoya, parmi tous les endroits possibles, aux renseignements de la Navy, comme officier de liaison entre la Navy et le département d'État, un poste depuis lequel, s'il

le souhaitait, il pouvait provoquer les plus gros dégâts.

Mark Gayn figurait parmi ces journalistes qui ont tant écrit au sujet de l'Asie dans *Collier's*. Kate Louise Mitchell avait figuré au personnel de l'IPR entre 1933 et 1940, comme secrétaire de Carter, et après cela, elle avait mené des recherches pour le compte de l'Institut. Elle donnait des conférences pour une école communiste de New York. [1] John Stewart Service était l'un des dirigeants du département d'État en Chine. Tous ces faits ont été portés à la connaissance d'un grand jury, qui, le 10 août, mit en accusation Jaffe, Larsen et Roth. Service, Mitchell et Gayn ne furent pas inquiétés.

Comment le gouvernement aurait-il pu disposer d'éléments plus édifiants que ceux-ci ? À ce stade, la lune de miel entre les États-Unis et la Russie prenait fin. Pourtant, voici qu'un officier des renseignements de la Navy (Roth), un agent de recherche du département d'État (Larsen), ainsi qu'un important officier du département d'État (Service) se trouvaient impliqués de manière au moins douteuse avec deux Communistes déclarés qui s'occupaient d'un magazine pro-communiste, dont les bureaux étaient emplis de documents secrets volés au département d'État ainsi qu'à d'autres administrations, parmi lesquelles les renseignements militaires et ceux de la Navy. Le citoyen étasunien le plus loyal trouvé dans une telle posture aurait sans aucun doute dû être poursuivi, et l'aurait été. Parmi ces documents, on trouvait des rapports militaires donnant des informations secrètes sur l'emplacement et la disposition des armées nationalistes chinoises — un sujet de la plus haute importance pour les dirigeants militaires communistes en Chine.

Il ne s'agissait pas d'une affaire où un seul document secret se trouvait égaré. Il s'agissait d'un bureau tout entier empli de documents en provenance de plusieurs départements — un vol qui n'avait pu être mené que par de nombreux intervenants, et sur une

1. *State Department Loyalty Investigation* par le sous-comité du comité aux relations étrangères du Sénat, 1950 ; p. 232 of Report.

longue période de temps.

Mais le trait le plus stupéfiant de cette affaire fut son apogée. Les mises en accusations de départ furent annulées. En lieu et place des accusations d'espionnage, l'accusation de « conspiration en vue de détourner » fut déclarée contre Jaffe, Larsen et Roth. Puis, l'avocat de Jaffe et celui du gouvernement se mirent d'accord pour une procédure de justice accélérée. L'avocat du gouvernement ne parla guère. L'affaire fut expliquée au tribunal par l'avocat de Jaffe. Les défenseurs ne pensaient pas à mal ; ils ne s'étaient pas montrés déloyaux ; il s'agissait d'éditeurs — peut-être trop zélés dans leur volonté de publier les faits, mais également soucieux de ne pas commettre d'erreurs — ce n'était guère qu'une affaire de journalisme excessivement zélé. Imaginez un journaliste loyal ordinaire, subtilisant 1800 documents secrets du gouvernement, uniquement pour vérifier que son article est exact ! L'avocat du gouvernement s'aligna sur cette position. Rien ne fut dit au juge au sujet de la carrière de Jaffe, de ses connexions communistes, de la nature de ses compagnons. Le juge n'entendit en réalité que peu de choses relatives à cette affaire. Il infligea à Jaffe une amende de 2500 $. Larsen s'en sortit avec une amende de 500 $. L'affaire contre Roth déboucha sur un non-lieu. Lorsque le tribunal entama la procédure consistant à présenter l'affaire à l'agent de probation — chose qui aurait rapidement mis les faits au jour — le gouvernement exprima l'espoir que l'affaire pourrait être pliée sans autre délai, et c'est ce qui se produisit. Bien entendu, toute cette procédure fantastique se produisit suivant des ordres en provenance de Washington. [2]

Alors, où se trouvait la vérité dans l'affaire *Amerasia* ? Les faits présentés ici vont jeter une lumière très éclairante sur le prétentieux *Institute of Pacific Relations*. De fait, cette chose dénommée *Amerasia* a été projetée et organisée par l'*Institute of Pacific Relations*,

2. Pour un récit très complet de l'affaire *Amerasia*, se reporter à l'excellente suite écrite par Frederick Woltman pour le *New York World-Telegram* (publié sous forme de pamphlet par le N.Y. World-Telegram, 1950).

un fait qui n'a été mis en lumière que récemment.

À la barre des témoins, devant le comité McCarran, Frederick Vanderbilt Field a témoigné qu'il avait discuté avec les associés de l'IPR du projet de lancer *Amerasia* en 1937. Il a affirmé : « Mon argument en faveur du lancement du magazine était un de ceux que je considère comme d'un poids considérable à l'époque (c'est-à-dire, pour l'IPR), et consistait à dire que plusieurs d'entre nous, au cours de nos nombreuses années de travail pour l'*Institut*, avaient développé certaines idées. Nous étions intéressés à l'idée de tirer des conclusions depuis les recherches, et de mener d'autres recherches. L'une des meilleures manières de s'assurer que l'*Institut* pourrait rester dans le domaine de la recherche et éviter de devenir politique était d'établir une organisation où nous pourrions ouvrir la soupape pour faire sortir la pression hors de l'organisation. Il s'agissait de l'un des arguments les plus puissants, et je pense qu'il a convaincu les gens de l'Institut de la pertinence d'entreprendre cette action. »[3]

En d'autres termes, les dirigeants professionnels de l'Institut convinrent avec le Communiste Field que, puisque l'Institut devait continuer de prétendre à mener des recherches objectives, ce serait une bonne idée d'établir une autre organisation, ostensiblement séparée de l'Institut, une organisation au sein de laquelle la pleine puissance de leur propagande pourrait être exploitée. Y a-t-il quelqu'un pour supposer que les membres entretenaient le moindre doute quant à la nature de la vapeur qui allait se trouver expulsée au travers du magazine *Amerasia* ?

Amerasia fut alors établi, avec la pleine approbation des dirigeants de l'Institut. Cette entité appartenait non pas uniquement à Jaffe, mais bien conjointement au communiste Field ainsi qu'à Jaffe, Field détenant les intérêts et lui accordant son contrôle. Field a témoigné détenir 50 % des actions, et Jaffe 49 %. Le conseil du comité McCarran a demandé à Field : « Un grand nombre de vos

3. Auditions du comité McCarran, 26 juillet 1951.

associés de l'IPR figuraient au conseil éditorial d'*Amerasia*, n'est-ce pas ? » Field a répondu « oui, » et il a nommé Owen Lattimore, Kate Mitchell, Harriet Moore, T.A. Bisson, Benjamin Kizer, un administrateur de l'Institut, et Philip Jaffe, qui est également membre de l'Institut et un contributeur à son périodique. Lorsque Field mena sa tentative pour entrer dans les renseignements de l'armée, il demanda l'aide de Carter. Carter essaya de l'aider — en connaissance de tout ceci. Et il répondit à cet appel en nommant Field président du conseil éditorial d'*Amerasia*, en compagnie d'Owen Lattimore et de William T. Stone, désignés comme membres du conseil. Il n'y eut aucune modification dans la détention des actions de ce magazine entre 1937 et 1943, lorsque Field démissionna et que Jaffe lui succéda. [4]

Essayez de méditer ceci. Voici que le secrétaire exécutif de l'IPR, connaissant les principales personnalités actives professionnellement au sein de l'IPR — à savoir Carter, Jessup *et al.* — établissait une organisation dont l'activité consistait ostensiblement à faire usage des éléments recueillis par l'IPR d'une manière qui n'était pas convenablement ouverte à l'IPR. Mais ce n'était pas du tout la fin des choses. *Amerasia* était distribué à faible échelle, de manière insignifiante. Il s'agissait à peine d'un magazine. Il s'agissait d'une façade, se faisant passer pour un magazine, pouvant être utilisée comme cache pour les documents secrets du gouvernement et comme chambre de compensation pour les informations secrètes en provenance du gouvernement. Field, secrétaire de l'*American Council* de l'IPR, était propriétaire et président du conseil éditorial. Le Dr. Carter, qui savait tout ceci, essaya de faire entrer Field dans les renseignements de l'armée, alors qu'il dirigeait *Amerasia*, qui allait devenir une agence visant à prendre possession des documents secrets volés au gouvernement. En scrutant les traces laissées par l'IPR, nul ne peut douter que cette organisation a joué un rôle puissant au sein de notre département d'État. Et il n'est

4. Ibid., 25 et 26 juillet 1951.

pas déplacé ici de noter qu'Alger Hiss devint membre du conseil de l'IPR.

Nous avons vu que le communiste Field était le véritable dirigeant et soutien financier de l'*American Council* de l'IPR, ainsi que le fondateur d'*Amerasia*. Voilà qui est assez stupéfiant. Mais ce qui se produisit au Japon défie véritablement l'entendement. Le major général Charles A. Willoughby, dirigeant des renseignements de l'armée au Japon, a témoigné sous serment que le conseil de l'IPR au Japon était utilisé par les Russes comme réseau d'espionnage.

Ceci nous amène à deux étranges personnages — Hozumi Ozaki et Kimikazu Saionji. Ils apparurent à la conférence de l'IPR de 1936 à Yosemite, l'un comme secrétaire et l'autre comme officier de l'IPR pour le Japon. Ozaki était un journaliste de première importance, qui jouissait des relations les plus étroites avec les dirigeants du cabinet japonais. Son associé le plus proche était Saionji, secrétaire du Conseil japonais de l'IPR. Ce jeune homme était le fils adopté d'un célèbre général japonais, le prince Saionji. Le fils devint consultant du ministère japonais des affaires étrangères. Il disposait d'un libre accès aux cercles sociaux et dirigeants les plus élevés, et jouissait d'une intimité spéciale avec le premier ministre, le prince Konoye. Il introduisit Ozaki dans ces cercles, et les deux hommes — Ozaki et Saionji — devinrent membres de ce qui fut appelé le « groupe de petit-déjeuner » de Konoye, qui était une sorte de groupe d'experts japonais. Chacun de ces deux hommes — Ozaki et Saionji — étaient des agents secrets russes, et membres du célèbre réseau d'espions Sorge, Saionji étant une sorte d'Alger Hiss japonais. On trouvait, étroitement associé à ces deux personnages, Ushiba, le prédécesseur de Saionji, comme secrétaire de l'IPR japonais. Cette description de ces trois hommes étant posée, nous pouvons distinguer le sens de la note qui suit, rédigée par le Dr. E.C. Carter, à destination de Frederick Vanderbilt Field :

> Cher Fred : Comme vous le savez, nous avons commencé au début de l'automne dernier à essayer d'amener un

> homme du rang d'Ushiba, Matsukata et Saionji à rejoindre le secrétariat international [de l'IPR]. [5]

Je n'affirme pas que le Dr. Carter avait connaissance des activités de trahison d'Ushiba et de Saionji au Japon. Je ne cite ce texte que comme preuve de l'inévitabilité que Carter soit entré en contact de personnes comme Ushiba, Saionji, Hiss, Field, Harriet L. Moore, ainsi que de nombreux autres, et qu'il ait recherché leur camaraderie.

Agnes Smedley, auteur de *Battle Hymn of China* était membre de ce réseau d'espionnage Sorge, ainsi que Guenther Stein, qui était un contributeur constant aux publications de l'IPR. Il écrivit quelque 21 articles pour *Pacific Affairs* et *Far Eastern Survey*, les journaux officiels de l'IPR.

Richard Sorge était un journaliste allemand converti au communiste, qui dirigea ensuite un réseau d'espionnage russe au Japon. L'Allemagne était l'alliée du Japon, et Sorge se rendit officiellement au Japon en tant qu'attaché de l'ambassade d'Allemagne. Il était également correspondant acrédité de l'un des journaux allemands les plus en vue. Ainsi, il disposait d'une carte blanche dans les cercles gouvernementaux et journalistiques. Ses exploits d'espion sont devenus célèbres, bien qu'il finît par se faire détecter, arrêter, et envoyer à la potence. Plusieurs de ses associés furent arrêtés avec lui, dont Ozaki et Saionji. Ozaki, qui était en réalité le second homme après Sorge, trouva également la mort sur la potence. Saionji fut condamné à trois années de prison, mais du fait des connexions dont disposait sa puissante famille, il bénéficia d'une peine avec sursis. Le récit complet de cette aventure est exposé par une confession réalisée par Sorge, peu de temps avant son exécution. Le général Willoughby fut récipiendaire de cette confession et a expliqué en détail et sous serment toute l'histoire face au sous-comité à la sécurité intérieure de McCarran au Sénat. Il a été

5. Ibid., 9 août 1951.

confirmé par le témoignage de Mitsuada Yoshikawa, le procureur qui a mené le procès de Sorge, Ozaki et Saionji. [6]

Le fonctionnement central de ce réseau présente un intérêt tout particulier pour nous. En 1941, la Russie titubait sous les coups des légions nazies de Hitler. Staline avait besoin de tous les soldats qu'il pouvait trouver, et cela l'amena à un dilemme en Sibérie. Il disposait d'un certain nombre de divisions en Sibérie orientale. Mais il savait que le Japon avait assemblé une armée de 1 300 000 hommes qui avaient été entraînés et équipés dans un certain but. Il savait que le principal objectif du Japon était de trouver des ressources supplémentaires. Le Japon pouvait en trouver en poussant au Nord, vers la Sibérie, ou bien au Sud — c'est-à-dire jusqu'aux Philippines et sur les îles du Pacifique — ce qui impliquerait une guerre contre les États-Unis. Il fallait que Staline sût dans quelle direction le Japon allait attaquer. Le général Willoughby a témoigné : « On pourrait dire que sur la base des informations livrées par cet agent superbement compétent, la situation russe sur le front ouest allait dépendre d'une question de vie ou de mort. Sorge leur a apporté la réponse. » Il obtint cette réponse en passant par Ozaki et Saionji. Le Japon descendrait vers le Sud. La cible serait les Philippines, et les États-Unis seraient impliqués. Ce faisant, la mission de Sorge fut accomplie et il écrivit à Moscou pour demander à être rapatrié. Son opérateur radio le convainquit de différer l'envoi de ce message. Cela lui fut fatal. Trois jours plus tard, on l'a arrêté, et il a fini par être exécuté.

À chaque étape, certains de ces auteurs et dirigeants du département d'État que nous avons passés en revue se présentèrent aux endroits où ils pouvaient être les plus efficaces, faisant progresser des conseils correspondant aux objectifs russes. Nous savons que la Russie voulait liquider l'Empereur du Japon et faire de la Corée un satellite communiste. En 1944, le Dr. Karl Wittfogel, qui avait abandonné le parti communiste des années plus tôt, parla à

6. Ibid., 20 août 1951.

Lattimore, et celui-ci lui affirma que le Mikado devait être défait et que pour autant que la Corée fût concernée, « la meilleure solution serait de laisser la Russie s'en emparer. » Mais trois années plus tard, Lattimore écrivit à Wittfogel pour réfuter avoir proféré ces affirmations. Wittfogel lui écrivit : « Abandonner la Corée, c'est votre parole contre la mienne. Mais détrôner le Mikado, vous soutenez cela dans votre livre *Solution in Asia.* » Wittfogel ne savait apparemment pas que Lattimore, par la suite, avec un cynisme froid, avait également exhorté à ce que nous laissions la Corée tomber sans donner l'impression que nous l'avions poussée. La main de Lattimore était visible partout. Lors d'une conférence ultérieure du département d'État, il soumit un programme en dix points comprenant la reconnaissance du gouvernement communiste chinois, leur remettant Formose et Hong Kong, et affirmant qu'aucune aide ne devait être accordée aux armées de Tchang. Le gouverneur Harold Stassen, qui était présent lors de la conférence, a témoigné de tout ceci sous serment. [7]

Il est difficile de croire que si peu de personnes, si peu connues, dénuées d'influence politique sur la nation dans son ensemble, purent accomplir tant de choses. Le truc consiste à accaparer des positions où l'information peut être contrôlée, où les politiques peuvent être constituées — pénétrer les points stratégiques desquels on peut contrôler les leviers qui gouvernent l'information, l'opinion et les politiques. Considérons le cas d'Alger Hiss au département d'État et de Harry Dexter White au département du Trésor. Hiss était à Yalta, White à Québec, où des décisions remodelant le monde furent prises pour répondre aux plans russes. Ce groupe de personnes comptait 35 ou 40 hommes et femmes, pas plus — la plupart d'entre eux des auteurs ou des journalistes, certains d'entre eux des membres du parti communiste ou des agents de quelque appareil communiste, nombre d'entre eux étaient des dupes. Ils parvinrent à écrire la plupart des livres, et la plupart des critiques,

7. Ibid., 7 août et 1er octobre 1951.

tout en prenant leur place dans des positions de l'importance stratégique la plus élevée dans divers départements du gouvernement — département d'État, de la guerre, de la Navy, OWI et d'autres agences sensibles. Pensez au pouvoir de Lauchlin Currie en tant que conseil du président, au sein de son propre département exécutif aux affaires d'Extrême-Orient — Currie, qui était de l'IPR et avait été identifié par Elizabeth Bentley comme membre du groupe communiste Silvermaster à Washington. Pensez à Hiss, disposant d'un haut poste au sein du *Policy Comitee* du département d'État. Pensez à Lattimore, conseiller auprès de Tchang Kaï-tchek — sur la recommandation de Currie — à un moment critique, conseiller auprès du département d'État, conseiller auprès de Wallace lors de sa visite en Sibérie et en Chine. Pensez à Frederick Vanderbilt Field, secrétaire exécutif de l'IPR, à John Carter Vincent, dirigeant de la division Extrême-Orient du département d'État, et à une pléthore d'autres personnages dont nous pourrions énoncer les noms. Il s'agit des hommes et femmes qui étaient capables de modifier la trajectoire de l'histoire et de nous embringuer dans le nœud fantastique dans lequel nous nous retrouvons en Extrême-Orient.

Qu'importe le nombre de personnes témoignant de ces faits, qu'importe le nombre de preuves qui sont produites pour soutenir ces témoignages, et qu'importe la respectabilité des témoins. Il reste toujours la réponse inévitable — cet homme ou cette femme ment. Budenz, Wittfogel, Bentley, Chambers — tous des menteurs. Stassen — qui fait le récit de la conférence du département d'État au cours de laquelle Lattimore a répété ses projets favoris pour l'Asie — est qualifié de menteur. Vandenberg, qui a entendu Acheson et Jessup exhorter le président à abandonner Tchang et qui a menacé de les dénoncer face au Sénat s'ils s'en sortaient sans dommages, doit également être qualifié de menteur. Tout homme, toute femme qui a osé livrer quelque élément de preuve de cette poussée en avant par ceux que j'ai nommés, en vue d'installer un gouvernement communiste en Chine, reçoit un flot de harcèlement. Il faut faire preuve de beaucoup de courage pour lever la voix contre eux.

Vous serez voué à l'enfer, non seulement par les architectes de ce désastre, mais aussi par nombre des journaux et magazines qui leur ont ouvert leurs pages au moment où ils faisaient progresser leurs coûteux desseins.

Mais heureusement, le jeu est presque terminé. Les vastes désastres en Europe ainsi qu'en Asie, et tout particulièrement en Corée, et les budgets de défense révoltants contre le monstre que ces hommes ont contribué à édifier amènent à notre peuple un intervalle de sobriété, de questionnement et de reconsidération.

Chapitre 16

Le grand échange

Jusqu'ici, nous avons vu la manière dont l'esprit public fut modelé avec l'aide du gouvernement. Il serait plus exact d'affirmer que le peuple fut drogué. Alors que la guerre montait vers son apogée, le public, dans les cinémas, applaudissait les images héroïques de Staline à l'écran. Les agents de Staline aux États-Unis avaient déjà beaucoup œuvré. À Québec, le plan Morgenthau en vue de ruiner l'Allemagne à l'issue de la guerre, plan qui avait été préparé par un agent communiste au sein de notre gouvernement, avait fait l'objet d'un dessous-de-table de six milliards et demi de dollars, consentis à Churchill pour le contraindre à l'accepter, au titre d'aide d'après-guerre à l'Angleterre. L'agent soviétique qui avait réalisé cela fut presque immédiatement récompensé par le haut poste d'assistant-secrétaire au Trésor, devenant ainsi membre de ce que l'on appelle le petit Cabinet. À Téhéran, Roosevelt avait déjà accepté que Staline s'emparât de la Lettonie, de la Lituanie, de l'Estonie, ainsi que de la Pologne jusqu'à la ligne Curzon.

Désormais, trois jours après sa quatrième investiture présidentielle, Roosevelt prenait le départ pour Yalta, en Crimée, pour y tenir sa dernière conférence avec Staline. À ce moment-là, Hitler

avait été expulsé hors de Russie, de Roumanie, de Bulgarie et de Grèce, de France et de Belgique, de tous les États baltes, d'Albanie, de la plus grande partie de la Hongrie, et d'une grande partie de la Yougoslavie et de presque toute l'Italie. Les Allemands ne tenaient plus que l'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie, ainsi que de petits morceaux de Yougoslavie et d'Italie du Nord.

Churchill, Staline et Roosevelt se rencontrèrent à Yalta à partir du 2 février 1945. Leurs objectifs étaient (1) de déterminer les conditions de la reddition allemande, (2) de statuer sur le sort des pays libérés, (3) de convenir des conditions de la victoire en Asie, et (4) de s'accorder sur la forme des Nations Unies.

Le Grand Échange allait désormais être consommé. Roosevelt n'escomptait que deux concessions importantes de la part de Staline. Il voulait Staline aux Nations Unies. Tel était le Grand Dessein de Roosevelt. Il voulait également que Staline entrât en guerre comme allié contre le Japon. Le Grand Dessein de Staline est désormais apparent. Il voulait voir l'Allemagne démembrée et paralysée à jamais. Il voulait s'emparer de tous les équipements industriels pouvant être sortis d'Allemagne, et voulait recruter une gigantesque armée d'esclaves allemands pour les faire travailler en Russie une fois la paix conclue. Et à Québec, ce projet, écrit par un agent communiste étasunien, fut mis en forme. Il voulait s'emparer d'autant de portions de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, des États baltes et des Balkans que le crédule Roosevelt lui permettrait. En Asie, il voulait la Corée, et il voulait une Chine communiste où il pourrait élaborer ses nouveaux projets d'agression une fois la guerre terminée. Et il voulait que le Japon connût le même destin que celui qu'il avait prévu pour l'Allemagne. Il s'agissait d'un dessein malveillant — une saisie bien plus conséquente que celle de Hitler. Et le projet comprenait, autre autres choses, une clause selon laquelle les États-Unis, qui ne voulaient rien pour eux-mêmes, se verraient demander de collaborer à la trahison de tant de pays que nous avons œuvré à sauver, y compris nos propres alliés.

À Yalta, Staline reçut tout ce qu'il était venu demander. Roose-

velt également eut ce qu'il voulait — les Nations-Unis, avec Staline en leur centre, disposant d'un veto lui permettant de paralyser les actions de l'Occident ; il fit également entrer Staline dans la guerre contre le Japon — qui, comme cela est désormais tout à fait évident, fut la source de la plupart de nos problèmes d'aujourd'hui en Asie. Considérons de nouveau la carte de l'Europe et de l'Asie en figure 1.1 et voyons ce que reçut Staline. Et souvenons-nous, en regardant la grande tache répandue sur deux continents entiers, que ce fut la puissance des États-Unis qui rendit cela possible, et que Franklin D. Roosevelt ainsi que notre Département d'État y consentirent. Qui aujourd'hui resterait assez aveuglé par les préjugés politiques pour réfuter cela ?

Que pouvons-nous à présent penser des hommes des États-Unis qui rendirent cela possible ? Comment expliquerons-nous le curieux obscurcissement au sujet de la Russie qui était au fond de tout ceci ? Se peut-il que ces hommes soient devenus les victimes de la fausse propagande qu'ils avaient répandue sur les esprits de notre peuple ? Roosevelt a affirmé à William C. Bullitt « que Staline... ne veut rien d'autre que la sécurité de son pays, et je pense que *si je lui donne tout ce qui est en mon pouvoir et ne lui demande rien en retour, noblesse oblige*, il n'essayera d'annexer aucun endroit et œuvrera avec moi pour une démocratie et une paix mondiales. » [1] Pouvez-vous citer le nom de quiconque fut dupe de la fausse propagande sur la Russie, déchaînée sur notre pays, qui aurait pu se faire plus complètement embrigader par celle-ci que l'homme qui autorisa cette propagande, et protégea les hommes qui la mitonnèrent et la distribuèrent ? Cette épouvantable erreur commise par Roosevelt fut à la source de l'ensemble.

Contemplez le cadre de Yalta. Il y avait M. Roosevelt, à la santé brisée, épuisé, et qui parcourait ses derniers pas incertains, qui l'amèneraient à la tombe sous quelques mois. Il avait expli-

1. « How We Won the War and Lost the Peace », par William C. Bullitt, Life, 30 août 1948.

qué sa reddition au plan Morgenthau, à Québec, plus d'une année auparavant, sur la base de l'idée qu'il était tellement fatigué qu'il n'avait pas réalisé ce qu'il était en train de faire. Sur son chemin pour Yalta, il était tellement las et faible qu'il dépensa le plus gros de son temps dans sa cabine. De fait, son état, physique et mental, était désespéré à ce moment-là. La main de la mort pesait sur lui. Doté de facultés réduites, abandonné par ses énergies, il donna un spectacle choquant, assis face à un Staline à la volonté de fer. Son conseiller le plus proche et le plus fidèle, Harry Hopkins, était à ses côtés, mais dans un état de faiblesse tel qu'il passait le plus clair de son temps au lit. Mais, hélas, bien plus terrifiant que tout ceci, tout comme, à Québec (où le sort de l'Allemagne fut décidé), son principal conseiller avait été Harry Dexter White, l'assistant au secrétaire du Trésor, un membre de l'appareil d'espionnage russe à Washington, à présent, à Yalta, se trouvait avec lui Alger Hiss, présent lors des réunions secrètes avec Staline, et qui est désormais en prison pour parjure, après avoir réfuté son travail d'espionnage rouge. Méditons sur ce fait déroutant. L'accord de Yalta, qui amena à tant de problèmes, fut rédigé par Sir Gladwyn Jebb, qui représentait le Royaume-Uni, par Andreï Gromkyo, qui représentait la Russie, et par *Alger Hiss, qui représentait les États-Unis.* Je n'ai connaissance d'aucun autre incident de l'histoire des États-Unis pouvant être comparé à celui-ci.

Cependant, il est approprié ici de rappeler au lecteur qu'exactement comme Staline fut érigé en grand, héroïque et charitable personnage par notre propagande, Roosevelt a lui aussi été transformé en superman suivant le même processus. Il faut pourtant toujours garder à l'esprit que les bévues historiques qui nous ont fait perdre une guerre pourtant gagnée par nos soldats et notre magnifique système industriel furent les gaffes de Franklin D. Roosevelt, ainsi que l'étrange suite de conseillers qu'il avait rassemblée autour de lui. Le président Truman présente sa propre suite d'erreurs, que je n'excuse absolument pas. Mais ce n'est que lui faire justice que d'affirmer que toutes les redditions choquantes furent

consenties par Roosevelt avant que Truman prît ses fonctions au bureau ovale. La tentative de Sumner Welles de soutenir la proposition voulant qu'à Yalta, tout s'était bien passé, mais qu'après cela, l'ensemble du splendide édifice de paix érigé par Roosevelt fut gâché par James F. Byrnes et Harry Truman, constitue une invention outrageuse. [2] Lorsque M. Truman prit ses fonctions, et que M. Byrnes devint secrétaire d'État, les dégâts étaient déjà faits. Ni lui, ni le secrétaire Byrnes ne savait quoi que ce fût au sujet d'une liste d'accords secrets que Roosevelt avait consentis, particulièrement ses redditions face à la Russie en Asie, qui ne furent jamais rendues publiques, jusqu'à ce que la Russie se mît à les exposer.

Je ne prétends pas disculper le président Truman de la charge de ses propres bévues commises après cela, la plus grave étant de s'appuyer sur le général George Marshall et sur Dean Acheson comme conseillers. Quant au secrétaire Byrnes, il a rapidement pris conscience de l'étendue et de la complexité des arrangements secrets consentis par Roosevelt, et du curieux ensemble de conseillers et de camarades qui s'alignaient autour de Truman — si bien qu'il démissionna et retourna sans faire de bruit à la vie civile. Le même chœur rouge qui avait harcelé Grew s'était désormais tourné vers Byrnes, chacun de ses membres avec son poison.

Lorsque Roosevelt repartit de Yalta, il pensait avoir obtenu une grande victoire. Il avait fait adhérer la Russie aux Nations Unies, et lui avait fait rejoindre la guerre en Asie. Staline avait entre les mains des territoires occupés par une population représentant le double de celle de la Russie, et disposait de l'assurance que nous allions oblitérer de manière permanente l'Allemagne ainsi que le Japon. Observons maintenant le résultat !

Roosevelt donna à la Russie la Pologne, jusqu'à la ligne Curzon, et accepta l'incorporation des trois pays baltes. Pour le reste, il convint de laisser Staline tenir des élections dans ce qui restait de la Pologne, en Tchécoslovaquie, en Autriche, en Hongrie, en Yougo-

2. *Seven Decisions That Shaped History*, Sumner Welles (N. Y., 1951).

slavie, en Roumanie et en Bulgarie. Staline organisa ces élections. Ce furent bien entendu la sorte d'élection que tout homme sensé aurait attendu de la part de Staline. La Hongrie catholique, la Pologne catholique et la Tchécoslovaquie catholique, par une forme d'alchimie spirituelle, se prononcèrent de manière écrasante pour élire des dirigeants marionnettes des Russes. Et il en alla de même partout ailleurs. Toutes ces nations, dont l'invasion par Hitler nous avait emplis d'horreur, ont disparu derrière ce rideau noir qui dissimule les sombres procédures de la tyrannie à laquelle Roosevelt les a cédés.

Et qu'en est-il du Pacifique ? Staline convint d'entrer dans la guerre du Pacifique dans les trois mois suivant la reddition de l'Allemagne. Mais il avait fixé un prix à cela, comme toujours. Les Nations Unies devraient livrer du carburant, des moyens de transports et des équipements pour 1 250 000 hommes, 3000 chars, 5000 avions, et diverses autres exigences. Cela allait accorder à Staline une armée de 1 250 000 soldats russes aux frontières de la Mandchourie. J'ignore comment n'importe quel Étasunien, connaissant l'histoire russe et communiste, et familier de la lutte qui se déroulait en Chine, aurait pu accepter d'introduire plus d'un million de soldats russes dans le problème complexe de la Chine, alors même que la guerre touchait à sa fin. Une explication est qu'à ce moment-là, Roosevelt était loin d'être en possession de ses moyens. N'y avait-il personne de disponible pour comprendre ce problème ? Il y avait bien quelqu'un qui le comprenait — Alger Hiss — qui se trouvait aux côtés de Roosevelt, et qui était avec lui lorsqu'il tint sa rencontre secrète avec Staline. C'est quelque peu difficile à digérer, mais c'est ainsi.

Staline entretenait encore d'autres attentes. Il voulait établir certains aspects politiques de la participation de la Russie à la guerre du Pacifique. Il demanda les îles Kourile, l'internationalisation du port de Dairen, l'île de Sakhaline, et un bail pour utiliser Port Arthur comme base navale. Et il voulait une propriété conjointe avec les Chinois sur les voies ferrées de Mandchourie, avec

une pleine reconnaissance des intérêts fondamentaux de la Russie sur ces voies ferrées. Il voulait les ports de Mandchourie. Il voulait les voies ferrées. Si Roosevelt avait jamais lu quoi que ce fût au sujet de l'histoire russo-asiatique, il aurait su que la Russie voulait la Mandchourie, et bien plus. Staline voulait le droit de s'emparer d'Allemands et de les faire travailler comme esclaves. Tout ceci fit l'objet d'accords secrets, qui ne furent rendus publics que bien plus tard, lorsque la Russie en revendiqua l'application. La Russie voulait quatre voix à l'Assemblée de l'ONU. Elle en obtint trois. Nous en avons obtenu une seule. Ces accords, selon Sir William Beveridge, furent convenus « lors d'un sombre moment de colère et de confusion. »[3] Puis, après avoir pratiqué toutes ces redditions, Roosevelt rentra à Washington pour célébrer un triomphe frauduleux. Deux mois plus tard, il était mort, et après un mois de plus, l'Allemagne allait rendre les armes[4].

3. Cité par William Henry Chamberlin dans *The European Cockpit* (N.Y., 1947), p. 144.

4. Le lecteur qui s'intéresse à un récit complet de ces conférences, ici évoquées rapidement, trouvera le sujet traité en détail, avec une étude détaillée de la maladie, du décès de Roosevelt, et de leur relation avec ces conséquences tragiques, dans l'ouvrage du même auteur Le Mythe Roosevelt (New York, 1948), également traduit par nos soins.

Chapitre 17

La guerre de Chine

L'Allemagne capitula le 6 mai 1945. Le 14 août qui suivit, le Japon capitula à son tour. Notre guerre en Asie avait pris fin. Du côté de la Chine, la guerre contre l'envahisseur japonais avait pris fin. Mais la guerre contre la Russie se poursuivit.

Que le lecteur se souvienne qu'au début du présent ouvrage, j'ai souligné l'importance, dans le cadre du présent récit, de comprendre le fait que la Chine était engagée dans deux guerres. À présent, cette deuxième guerre — contre la Russie — allait se poursuivre avec une violence accrue. Et cette guerre, à notre honte éternelle, fut perdue par la Chine. C'est pratiquement seuls que les États-Unis avaient libéré la Chine de l'envahisseur japonais. À présent, les États-Unis allaient livrer la Chine aux mains de l'envahisseur russe. La Chine est sous le sombre nuage du monde communiste, et par suite de notre aveuglement et de notre folie, nous sommes retournés en Asie avec une armée, et nous sommes désormais engagés dans une guerre contre la même Russie à laquelle nous abandonnâmes les Chinois.

Nous avons vu la campagne de propagande massive dans laquelle les esprits du peuple étasunien furent drogués pour rendre

possible cette reddition. Cependant, il faut ici témoigner de la suite de bévues historiques qui firent que la poussée lancée contre les esprits des Étasuniens fut achevée sur le terrain par nos alliés malheureux, le peuple chinois.

Avant que nous puissions comprendre la phase finale de cette tragédie, il faut consacrer quelques pages pour décrire les événements de la guerre qui faisait désormais rage entre le gouvernement chinois et les révolutionnaires communistes.

Qu'il me soit permis de rappeler que la technique de ce plan était simple. De toute évidence, nous ne pouvions pas déclarer frontalement la guerre à Tchang Kaï-tchek et devenir ouvertement les alliés de la Russie dans l'infamie. Par conséquent, la stratégie consista à contraindre Tchang Kaï-tchek à faire entrer les Communistes dans son gouvernement. La Russie savait que si elle parvenait à ceci, il ne faudrait pas longtemps pour qu'œuvrant au sein du gouvernement, les Communistes chinois en prennent le pouvoir.

La subtilité diabolique de cette poussée pour l'« unité en Chine » est désormais à portée de compréhension de chacun. Aux yeux de notre peuple, cela ressemblait à une proposition raisonnable — que tous les Chinois s'unissent contre un ennemi commun : les Japonais. Nous avions face à nous deux partis politiques luttant l'un contre l'autre au lieu de se battre contre le Japon. Et il fut rendu visible que les Communistes voulaient l'unité pour se battre contre le Japon, mais que Tchang Kaï-tchek ne s'intéressait qu'à lutter contre son propre peuple.

Après la défaite des Japonais, le peuple étasunien n'avait plus sous les yeux d'« ennemi commun ». Tout argument prônant l'« unité en Chine » pour lutter contre cet ennemi était devenu caduque. Mais il existait un autre ennemi — la Russie. Après 1945, l'unité en Chine signifiait que le gouvernement chinois allait s'unir avec les agents de l'ennemi. Cela signifiait que la Chine devait arrêter de se battre contre son ennemi, se soumettre à lui, et partager avec ses agents satellites chinois le contrôle de la Chine.

Ce n'était pas une affaire d'union entre deux partis politiques.

Le parti de Mao Zedong n'était pas un parti politique. Tchang n'était pas opposé à l'unité contre les Japonais. Il fit offre sur offre aux Communistes en vue d'une union. Mais il insistait sur le fait qu'ils entrent dans son gouvernement, non pas comme un gouvernement séparé, mais comme des Chinois loyaux jusqu'à la victoire. Ils insistaient pour entrer comme gouvernement séparé, et évoluer au sein du gouvernement de Tchang avec leurs propres armées révolutionnaires intactes. Lorsque Tchang pratiqua une coalition en 1937, c'est exactement ce qu'ils firent. Lors de l'invasion japonaise, en 1937, les armées communistes utilisèrent l'invasion japonaise pour infiltrer toutes les régions les plus exposées de la Chine.

Le plan qu'ils suivirent fut la simplicité même. Si la Russie pouvait mettre en œuvre le frauduleux projet d'« unité », que pourrait-il se produire une fois le Japon expulsé de Chine ? La Mandchourie serait alors débloquée, et la Sibérie russe aurait accès aux frontières chinoises avec un accès rapide à la Mandchourie ainsi qu'à d'autres régions chinoises. À ce stade, les Communistes n'auraient guère de problèmes. Ils disposeraient d'un pied dans la porte au sein du gouvernement, qu'ils pourraient s'employer à perturber et paralyser, et ils disposeraient de leur armée, intacte, avec la Russie présente immédiatement de l'autre côté de la frontière, capable de les renforcer avec des conseillers militaires et des munitions. Ils pourraient alors pratiquer en Chine ce qu'ils avaient pratiqué en Yougoslavie, et Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Roumanie, et en d'autres lieux.

Sur la base de cette vision rapide du projet, considérons brièvement ce qui s'est produit. Il n'est pas du tout utile de tenter de décrire les opérations militaires qui marquèrent la guerre entre le gouvernement chinois et les révolutionnaires. Une simple scène suffit pour planter le décor des manœuvres politiques qui ont amené au naufrage du gouvernement chinois.

En 1943, la position du gouvernement était épineuse. Le Japon occupait la Mandchourie, à l'extrême-Nord, et sur l'ensemble de la côte, jusqu'à la ville de Canton. Les régions les plus productives de

la Chine étaient aux mains de l'ennemi. Les Communistes chinois tenaient un petit ensemble de provinces du Nord. Le gouvernement occupait le reste de la Chine. La Russie ne pouvait envoyer aucune aide depuis le Nord, car elle était totalement prise dans sa propre guerre contre l'Allemagne. Nous n'allions envoyer que fort peu d'aide, car c'était l'ensemble des côtes chinoises qui étaient tenues par les Japonais. Les Japonais avaient fermé la route de Birmanie. Ainsi, Tchang Kaï-tchek se trouvait totalement séparé des approvisionnements extérieurs, à l'exception de ce qui put être amené par voie aérienne par le général Chennault avec son célèbre pont au-dessus de la bosse.

Peu après Pearl Harbor, Roosevelt avait envoyé le général Joseph W. Stilwell à Tchang en tant que conseiller militaire. Stilwell s'engagea dans l'ouverture de la route de Birmanie, une chose logique à faire. Cependant, il subit l'une des plus déplorables défaites avec cette opération, défaite pour laquelle il ne mérite aucune critique. Mais cette défaite consuma son esprit et ses émotions. Après cela, il n'eut plus qu'une seule idée en tête, ouvrir de nouveau la route de Birmanie, et se remettre de la défaite qu'il avait subie. Ouvrir la route de Birmanie devint un objectif en soi, qui masqua le plus grand problème de la Chine.

En Chine, à Chungking, on trouvait une petite junte de dirigeants du département d'État et de correspondants — presque tous passionnément engagés dans la cause des Communistes, bien que ces dirigeants et correspondants ne fussent pas tous communistes. Certains l'étaient ; la plupart des autres n'étaient que des scribouillards superficiels et des bureaucrates captivés par la vision de cette vaste chose — le Meilleur des Mondes. La dispute entre Stilwell et Tchang, centrée sur l'entreprise birmane, éclata avec une violence choquante de la part de Stilwell, et son quartier général devint le lieu de ralliement de tous les éléments perturbateurs du département d'État et autres journalistes. Le comportement peu élégant de Stilwell amena en fin de compte à son retrait en octobre 1944.

Il fut remplacé par le général Albert C. Wedemeyer. Wedemeyer était l'exact opposé de Stilwell, un stratège bien entraîné spécialisé en planification militaire, un gentleman urbain et prévenant, et l'un des soldats les plus compétents de l'armée, qui s'attira rapidement la pleine confiance du Generalissimo. La stratégie de Wedemeyer était l'exacte opposée de celle de Stilwell. Son objet fut de réorganiser les armées sur une base plus efficace, et d'essayer de nettoyer autant que possible les armées japonaises de la côte, pour rendre accès à un port à la Chine. Une ville comme Canton, d'après lui, valait dix routes de Birmanie. Le général Chennault était aligné sur ce point.

Tchang Kaï-tchek insista pour maintenir les armées communistes dans un espace aussi réduit que possible. Contrairement à nos correspondants et à nos stratèges du département d'État, Tchang adopta la vision selon laquelle il avait deux guerres à combattre — que les Communistes n'étaient pas des alliés, et ne pouvaient pas le devenir ; il s'agissait d'ennemis aussi implacables que les Japonais. Tout au long de la guerre, les Communistes utilisèrent toute l'énergie et toute la puissance qu'ils purent rassembler pour s'infiltrer dans toutes les régions de Chine détenues faiblement tenues par les Japonais. Ils s'employèrent à cela car tant que les armées japonaises détenaient l'ensemble de la côte de la Chine — une vaste bande de terre — ces derniers ne pouvaient contrôler que les voies ferrées reliant les grandes villes entre elles. En dehors des voies ferrées, les Communistes parvinrent à pénétrer peu à peu, s'installant dans les villages et les régions rurales. Tchang, une fois Wedemeyer arrivé, fit usage des moyens militaires à sa portée pour les coincer là où ils étaient — une décision des plus logiques, pourvu que l'on comprenne ce qu'étaient ces Communistes. Il s'agissait d'ennemis du gouvernement chinois, exactement comme les Japonais.

Ainsi en étaient les choses en Chine lorsque la guerre prit fin en 1945. La fin de la guerre accorda leur opportunité aux Communistes. À ce stade, les Japonais quittèrent la Chine. Au Nord, les Communistes étaient désormais en contact facile avec leurs sou-

tiens, le gouvernement communiste russe et ses armées en Mandchourie, juste de l'autre côté de la frontière. À partir d'ici, l'histoire est simple. La Russie conseilla activement les armées communistes chinoises, et les approvisionna. Les États-Unis abandonnèrent l'armée républicaine. Nous connaissons la fin de cette histoire.

De la reddition japonaise à la chute de la république — c'est-à-dire entre août 1945 et décembre 1949 — la guerre fit rage entre les armées de Tchang Kaï-tchek, et celles de Mao Zedong. Ce sont les causes politiques sous-jacentes à ce désastre qui nous intéressent.

Ces causes politiques ont consisté d'une suite de bévues épouvantables par notre gouvernement. Ces bévues ont surtout été produites conjointement par deux hommes — le général George C. Marshall et le secrétaire d'État Dean Acheson. Il est cependant juste d'affirmer que leurs bévues furent parallèles à cette autre série qui remonte à la Maison-Blanche, au moment où Franklin D. Roosevelt était président. Il ne fait aucun doute que le département d'État y trempa également.

Il n'est pas facile de comprendre les raisons de fond de cet étrange comportement de la part de notre gouvernement. Il est certain que notre département d'État avait pris sa décision sur l'idée que nous pourrions nous entendre avec la Russie communiste une fois la guerre achevée, et que nous pourrions lui faire confiance comme partenaire sincère pour la paix. Nous savons désormais que cela fut une erreur tragique. Cependant, les hommes qui commirent cette erreur sont presque tous encore en poste au département d'État.

Afin de rester bref, je m'abstiens de présenter un récit de la lutte militaire entre le gouvernement chinois républicain et les armées communistes. Il suffit de noter que lorsque les Japonais se retirèrent de Chine, l'armée de Tchang Kaï-tchek était bien plus conséquente et occupait une zone de la Chine bien plus grande que celle des Communistes. Pourtant, au mois de décembre 1949, après quatre années de guerre contre Tchang menée par les Communistes, soutenue par la Russie et notre département d'État, Tchang et son

gouvernement furent éjectés de Chine continentale et réfugiés à Formose, et le communisme engloutit l'ensemble de la Chine continentale ainsi que la moitié de la Corée.

Cette tragédie, comme je l'ai dit, a été le fruit d'une suite de bévues historiques que l'on peut attribuer au général Marshall et au secrétaire Acheson. Il n'est pas facile de comprendre les raisons de fond de leur étrange comportement. Et il n'est pas facile non plus de déterminer dans quelles proportions chacun d'eux fut responsable de ce partenariat catastrophique. Cependant, le récit de ces erreurs est celui du grand triomphe du communisme en Asie, peut-être plus grand encore que son triomphe en Europe.

Nous pouvons désormais amener ce conte mélancolique à sa fin, en pratiquant une brève description de ces erreurs.

Chapitre 18

Les bévues qui ont provoqué la perte d'un continent

Alors que la guerre approchait de son terme, il était clair que le « plus grand blanchiment de l'histoire », prédit par le sénateur LaFollette, avait été assuré. Nous pouvons supposer que quelques faits racines sont établis par les éléments produits au cours des pages précédentes. L'un d'entre eux est que notre gouvernement s'était auto-convaincu que la Russie, ainsi que ses dupes chinois, étaient dignes de confiance et pouvaient constituer des partenaires sincères dans un monde pacifique. L'autre est que notre gouvernement, s'était au travers d'une puissante campagne de propagande dans la presse, les livres, la radio, les cinémas, et au travers des agences gouvernementales, lancé dans l'entreprise de vendre cette idée au peuple étasunien.

En résultante de ces deux erreurs basiques, une suite de bévues fut commise par notre gouvernement, qui ont découlé sur la perte de la Chine, sur la possible perte du Japon et d'autres pays, ainsi que sur une guerre en Corée.

Il est difficile de s'exprimer avec certitude sur la provenance

de ces notions fatales. Mais plusieurs choses sont désormais bien nettes. La première est que Roosevelt avait adopté ces idées presque immédiatement après qu'on les lui présenta. La seconde est qu'elles furent complètement avalées par le général George Marshall et le secrétaire Dean Acheson. Il ne fait aucun doute que ces trois hommes furent les associés consentants et volontaires dans l'apaisement de la Russie, le sacrifice de la Chine, de la Corée, et en fin de compte, peut-être de toute l'Asie.

Bévue numéro un

À la source de tant des pires gaffes commises en Chine, se trouva la décision prise par notre gouvernement de contraindre ce qu'il dénomma « l'unité en Chine. » Nous avons déjà vu que ce slogan avait été inventé par les dirigeants soviétiques en 1943, lorsqu'ils constatèrent que la défaite allemande était inévitable, et qu'ils portèrent leur attention sur leurs projets suspendus en Asie.

Les Japonais occupaient la Mandchourie et toutes les côtes de la Chine. Tchang Kaï-tchek disposait d'une très grande armée, mais mal équipée. Les Communistes chinois n'occupaient que quelques provinces au Nord. La Russie était alors intéressée par l'idée de bloquer de nouvelles prises de possessions par les Japonais en Chine. Elle était également intéressée à introduire ses dirigeants et armées communistes au sein du gouvernement nationaliste. C'est cela qu'elle appelait l'unité. Il s'agissait d'un slogan soutenable tant que le Japon occupait la Chine. Mais au mois d'août 1945, lorsque le Japon capitula et se mit à évacuer la Chine, ce slogan perdit toute pertinence. De fait, les Communistes chinois et la Russie, une fois le Japon vaincu, ne s'intéressèrent plus à l'« unité en Chine », sauf en des termes qui permettraient aux hommes politiques rouges et aux soldats rouges de pénétrer le gouvernement pour le faire vaciller, et en fin de compte en prendre le contrôle.

Qui est familier avec l'histoire de la stratégie et des tactiques

communistes sait que les Communistes ont développé une méthode très efficace permettant à de petites minorités compactes de perturber les actions de la majorité. Tchang Kaï-tchek avait mené cette lutte contre les Communistes durant des années. Il savait ce que nous savons désormais aux États-Unis. Nous avons subi une brève période d'unité avec un très petit nombre de Communistes dans notre pays durant la guerre. Il n'y a désormais plus personne — apparemment, pas même Henry Wallace, leur principale dupe — pour continuer d'entretenir des illusions à cet égard. Nous qui voulions que Tchang Kaï-tchek fît entrer les Communistes dans son gouvernement mettons désormais nos Communistes étasuniens en prison.

Malgré tout ceci, Tchang Kaï-tchek resta toujours prêt, avec les pressions que nous avons exercées, à laisser entrer les Communistes chinois dans son gouvernement au titre de parti politique, en jouissant du niveau d'influence que leurs nombres permettaient. Mais les Communistes chinois ne furent jamais prêts à entrer au gouvernement comme parti politique, sur la base de leur force numérique. Ils voulaient entrer en bloc, et avec leur armée intacte. Ils ne voulaient pas s'unir avec le gouvernement. Ils comptaient l'envahir.

Le Dr. Walter Judd, jadis médecin missionnaire en Chine, et désormais membre du Congrès, a énoncé la proposition d'une méthode d'unité raisonnable lors d'un *Town Meeting of the Air Debate*, le 27 décembre 1945. Il a affirmé que « si les Communistes acceptent de devenir un parti politique dénué d'armée autonome et que Tchang refuse d'établir un gouvernement démocratique avec un statut légal et égal pour tous les partis », alors Tchang devrait être condamné. Mais « s'il est prêt à établir un tel gouvernement, et que les Communistes ne sont pas prêts à abandonner leur armée et leur administration séparées, et à devenir une opposition loyale, au lieu d'une rébellion armée, alors leurs faux-semblants seront ex-

posés. »[1]

Tchang appela de fait à une Assemblée Nationale qui mit en branle une machine en vue de préparer et d'établir la constitution d'une république libre au sein de laquelle tous les partis seraient représentés. Les Communistes firent, durant un temps, preuve de collaboration. Mais ils ne furent jamais sérieux dans cette démarche, et finirent par dénoncer l'ensemble du projet, et refusèrent de participer aux élections.

Dans le cadre de l'ensemble du programme rouge, les harcèlements les plus déchaînés furent lancés contre Tchang Kaï-tchek dans nos journaux, nos magazines, ainsi que ces livres et programmes radio que nous avons déjà évoqués plus avant dans le présent ouvrage. Bien sûr, le gouvernement nationaliste avait ses défauts. La Chine est un vieux pays, qui n'a pas d'expérience en matière de gouvernement représentatif. Elle était en train d'émerger dans la douleur et le désastre de ses anciennes manières féodales. Elle hébergeait des intérêts égoïstes, des intérêts extrêmement réactionnaires, et des intérêts visionnaires. Tchang se tenait au milieu de tous ces éléments antagonistes, et essayait avec une patience presque incroyable d'établir l'ordre dans un gouvernement républicain, non sans constamment se trouver opposé à une force militaire.

Il s'agissait bien sûr d'une guerre civile. Le général Marshall et notre département d'État demandèrent que Tchang mît fin à la guerre civile en se rendant aux rebelles et en faisant entrer intacte leur armée dans son gouvernement. Quand nous considérons aujourd'hui ce positionnement, nous comprenons que ce fut l'idée la plus monstrueusement folle qui pénétra jamais l'esprit d'un homme d'État sensé. Comment un gouvernement met-il fin à une guerre civile ? Il ne peut réaliser cela qu'en abdiquant ou en écrasant les

1. Auditions tenues par le Comité du Sénat sur les forces armées, et du Comité aux affaires étrangères (dénommé pour la suite sous le nom d'*Enquête Mac Arthur*, 7 juin 1951.

rebelles. Mais Tchang avait interdiction de tenter d'écraser les rebelles par la force sous peine d'être désarmé. Le général Marshall insista pour que Tchang fît confiance aux Communistes. Il affirme désormais qu'il savait depuis le début qu'il s'agissait de Communistes. Il affirma plus d'une fois aux Étasuniens en Chine que l'accusation était ridicule — qu'il ne s'agissait que de « réformateurs agraires ». Mais Tchang savait, comme chacun ayant été familier avec l'étrange code moral tordu des associations communistes le sait désormais, que l'on ne peut pas leur faire confiance. Notre département d'État devait l'apprendre par la suite. En 1950, après que nos politiques aient forcé la défaite de Tchang et l'établissement des Soviétiques chinois, le département d'État écrivit au sénateur Knowland de Californie en réponse à une requête, au cours de laquelle il répudia chaque affirmation stupide qu'il avait fait pour les Rouges en tordant le bras de Tchang.

Il affirma :

> Les dirigeants chinois ont trahi leur promesse de long terme de démobilisation ; et ont au lieu de cela accru leurs forces. Pékin a également rompu ses promesses d'améliorations sociales et économiques. Dans les grandes villes dépendant de ressources importées, le chômage augmente. Le régime n'a pas allégé le fardeau du peuple. Il l'a augmenté. [2]

Pourtant, durant la lutte, nous avons trouvé nos sympathisants communistes — auteurs, journalistes, ainsi que certains hommes d'État et dirigeants du département d'État — nous divertissant avec les récits des choses merveilleuses que les Communistes faisaient en demandant à Tchang de faire les mêmes choses, et pardessus tout baisser les impôts, pendant que nous menacions le gouvernement de lui couper nos aides s'il osait s'opposer aux rebelles par les armes.

2. Ibid, 2 juin 1951.

Après la défaite du gouvernement républicain chinois — grâce au département d'État et au général Marshall — et son expulsion hors de Chine, notre département d'État se mit à apercevoir de la lumière. Les soi-disant « réformateurs agraires » étaient désormais devenus de vrais Communistes, et à en croire le secrétaire Acheson, « le satellite le plus grand et le plus important du gouvernement soviétique. » [3]

Plus impressionnant, M. Dean Rusk, assistant secrétaire d'État en charge de la division Extrême-Orient, affirma dans un discours le 18 mai 1951 ce que les critiques du gouvernement avaient affirmé depuis le début, ce qui les avait exposés à se faire qualifier de « fascistes. » Nous ne pouvons ici que citer certaines sections de ce discours :

> L'indépendance de la Chine est gravement menacée. Dans le monde communiste, il n'y a de la place que pour un seul maître... Combien de Chinois, dans une communauté puis dans une autre, sont-ils détruits du fait qu'ils aiment la Chine davantage que la Russie soviétique ? Les libertés du peuple chinois sont en train de disparaître. Procès menés par la foule, massacres de masse, bannissement et travaux forcés en Mandchourie et en Sibérie... La paix et la sécurité de la Chine sont en train d'être sacrifiées par les ambitions de la conspiration chinoise. La Chine a été amenée par des maîtres étrangers dans une aventure d'agression étrangère.

Puis vient cette affirmation stupéfiante :

> Mais nous pouvons affirmer une chose : Si les Chinois agissent pour affirmer leur liberté en concordance avec leur destinée, en accord avec leurs propres desseins historiques, ils peuvent compter sur un soutien considé-

3. Ibid.

> rable de la part des peuples libres d'autres parties du monde.

Nous vivons certes au bon moment pour parler de « soutien ». Lorsque les Chinois ont essayé d'élaborer cette destinée sous Tchang Kaï-tchek, ils se sont vus affirmer que nous ne leur apporterions aucune aide, sauf s'ils acceptaient dans leur gouvernement la même collection d'assassins et de tyrans communistes que ceux qui gouvernent désormais la Chine et qui ont tiré sur des garçons étasuniens en Corée. M. Rusk profère ensuite cette affirmation ridicule : « Nous pouvons dire à nos amis en Chine que les États-Unis ne consentiront pas à ce qui est contraint contre leur gré. » Voilà une sombre comédie pour vous — une sorte de comédie cependant très amère et aigre. Et en fin de compte, l'assistant secrétaire Rusk affirme :

> Nous ne reconnaissons pas les autorités de Pékin pour ce qu'elles affirment être. Il ne s'agit pas du gouvernement de la Chine. Ils ont échoué à la première épreuve. Ils ne sont pas chinois... Nous reconnaissons le gouvernement nationaliste de la République de Chine, en dépit du fait que le territoire qui reste sous son contrôle est fortement réduit. [4]

Réduit n'est pas le bon terme. Le gouvernement nationaliste a été chassé hors de Chine sous nos harcèlements, nos injures et nos refus de l'aider, et il a pris refuge sur la petite île de Formose au large des côtes chinoises. À présent, affirme M. Rusk, « nous estimons qu'il représente avec davantage d'autorité les visions du grand corps du peuple de Chine, surtout leur demande d'indépendance de la part de tout contrôle étranger. » Puis il conclut : « Ce gouvernement va *continuer* de recevoir une aide importante de la part des États-Unis. » (Texte mis en emphase par l'auteur.)

4. Ibid.

Confronté à ces éléments lors des auditions MacArthur, M. Acheson a affirmé : « M. Rusk ne pensait pas qu'il exposait un quelconque changement dans une politique établie par le président et suivie par le département. » [5] De quoi remporter un prix pour le culot le plus pur et le plus véritable.

Bévue numéro deux

Avant même cette intrusion majeure dans les affaires de la Chine, le général Marshall a commis une grave erreur en envoyant le général Joseph W. Stilwell en Chine, comme conseiller militaire auprès de Tchang Kaï-tchek. Stilwell était un vieux soldat présentant de nombreuses qualités humaines et propres aux soldats. Il connaissait la Chine, où il avait déjà été en poste un certain temps. Mais il était tout à fait inconscient de son étrange monde de dialectiques et de stratégie communistes. Il manquait de tact, à un point pathétique. Il s'agissait bel et bien d'un partenaire irascible, intolérant, et acide. Il y avait un monde entre ce vieux guerrier borné et le grave et réservé Generalissimo oriental.

Lorsque Stilwell se rendit en Chine en 1942, il se jeta dans la lutte pour la route de Birmanie qui faisait alors rage. Il eut à en subir une cuisante et, comme il l'énonça, « humiliante défaite. » La guerre de Chine, après cela, fut masquée à ses yeux par l'immensité de sa propre guerre contre les Japonais — afin de nettoyer cette souillure sur la réputation de Joe Stilwell.

Lorsqu'il arriva en Chine, il tomba — comme chacun — dans cette tumultueuse et virulente cabale des dirigeants du département d'État et des correspondants d'actualités, dont presque tous s'étaient faits les protagonistes enfiévrés des « réformateurs agraires » dirigés par Mao Zedong, ainsi que les critiques amers et âpres du général Tchang Kaï-tchek. L'un de ces dirigeants en Chine — John P. Davies, dont nous avons déjà parlé — lui fut assigné en tant

5. Ibid.

que conseiller. Freda Utley, qui était sur place, affirme qu'Agnes Smedley, une vieille championne lyrique des dirigeants rouges chinois, fascinait Stilwell.[6] Ce dernier et Tchang ne tombaient jamais d'accord sur rien. Le Generalissimo refusa résolument d'autoriser une nouvelle expédition en Birmanie, car il pensait que cela serait sans espoir, sauf à recevoir des renforts amphibies. Ce positionnement amena Stilwell à déclencher une dispute amère. Il afficha son mépris pour le Generalissimo auprès des correspondants et des philosophes, au niveau du quartier général du département d'État, qui lui tinrent lieu de public en admiration. Les rapports des relations malheureuses entretenues par Stilwell en Chine atteignirent même les oreilles de Roosevelt. Harry Hopkins rédigea à l'époque une note :

> Le président a fait part de sa forte insatisfaction quant à la manière dont l'ensemble du jeu se déroulait en Chine. Il a affirmé que Stilwell détestait évidemment les Chinois, et que ses câblogrammes sont sarcastiques vis-à-vis des Chinois, et que ce sentiment est sans aucun doute connu du Generalissimo.[7]

Roosevelt décida de faire rentrer Stilwell au pays, mais Marshall le défendit. Sherwood, le biographe de Hopkins, a écrit que Marshall lui avait affirmé que son seul désaccord d'importance avec Hopkins était au sujet de Stilwell. Sherwood ajoute qu'« il constituait absolument un embêtement pour Roosevelt, et qu'à de nombreuses reprises, il se trouva sur le point de le faire rentrer au pays. »[8]

Pourtant, malgré tout ceci, Stilwell finit par persuader Tchang de lancer une nouvelle expédition en Birmanie. En outre, il maintint sa demande d'être nommé commandant-en-chef de toutes les armées de Tchang. Au cœur de cette situation, le général Patrick

6. *The China Story*, Freda Utley (Chicago, 1951), p. 106.
7. *Roosevelt and Hopkins*, par Robert E. Sherwood (N. Y., 1948), p. 739.
8. Ibid, p. 740.

J. Hurley débarqua depuis Washington muni d'une demande émise par le président, à l'initiative de Marshall, pour que Stilwell fût nommé commandant-en-chef. Stilwell écrivait beaucoup de choses dans son journal, et en date du 12 septembre 1944, il a écrit triomphalement : « Tchang Kaï-tchek accepte de nommer Joseph W. Stillwell [au poste de commandant-en-chef] et de lui accorder sa pleine confiance. » [9] Mais il y eut quelque retard, et quelques jours plus tard, il a confié à son journal : « Nous sommes en lutte contre la Cacahuète. » [10] C'était ainsi qu'il désignait Tchang. En fin de compte, Stilwell reçut un câble, émis par Roosevelt à destination de Tchang, à faire remettre à ce dernier en personne par Stilwell. On n'a jamais su ce que ce message contenait. Hurley le lut et essaya de dissuader Stilwell de le remettre à Tchang. Mais Stilwell le remit en personne à Tchang. Il fait part de l'événement dans son journal :

> Enfin... FDR s'est exprimé clairement... avec un pétard dans chaque phrase... « Mettez-vous au travail, sans quoi ! »... J'ai remis ce paquet d'épice à la Cacahuète et il s'est affaissé avec un soupir. Le petit bougre s'est pris le harpon en plein plexus solaire, qui l'a traversé de part en part. Le coup est franc. Mais avant de virer au vert et de perdre ses facultés de s'exprimer, il n'a pas sourcillé. [11]

Puis il écrivit un poème à ce sujet dans son journal :

9. *The Stilwell Papers* (N. Y., 1948), p. 328.
10. Ibid, p. 330.
11. Ibid, p. 333.

I've waited long for vengeance —
At last I've had my chance.
I've looked the Peanut in the eye
And kicked him in the pants...

The little bastard shivered
And lost the power of speech.
His face turned green and quivered
And he struggled not to screech...

For all my weary battles
For all my hours of woe
At last I've had my innings
And laid the Peanut low. [12]

Mais Stilwell avait mal estimé son hôte. Quelques semaines plus tard, il se retrouva à ajouter dans son journal : « La hache tombe. Un message de George Marshall... Je suis rappelé au pays... ainsi FDR a abandonné. Chacun est horrifié au quartier-général. » [13] Cela désigne la clique du département d'État et des journalistes. Mais à Washington, Marshall n'avait pas abandonné aussi facilement. L'amiral Leahy explique ce qui s'est produit. Le Generalissimo a écrit à Roosevelt qu'il « était prêt et impatient à répondre aux désirs de Roosevelt » pour qu'un officier étasunien commandât toutes les armées chinoises. Mais il insistait sur le fait qu'« il doit s'agir de quelqu'un en qui je puisse avoir confiance... L'officier doit être capable d'une coopération franche et sincère, et le général Stilwell s'est avéré manquer ostensiblement de ces qualifications indispensables. » [14] L'amiral Leahy écrit que même après ceci, Marshall fit une tentative pour dissuader Roosevelt, mais sans succès. Stilwell lui-même exposa son sentiment dans un autre poème après sa chute, dans un langage que nous ne pouvons reproduire (bien

12. Ibid., p. 334.
13. Ibid., p. 345.
14. *I Was There* (Leahy), p. 271.

qu'il apparaisse dans ses documents posthumes) et disparut de la scène.

Bévue numéro trois

La plus grande de toutes les bévues en Asie fut sans doute la décision prise par Roosevelt de faire entrer Staline dans la guerre contre le Japon. S'il avait eu la moindre connaissance au sujet de l'histoire de la Russie, il aurait su que rien n'aurait pu maintenir Staline hors de cette guerre s'il pouvait disposer d'une porte ouverte pour y entrer. De fait, Staline avait exprimé son intention d'entrer en guerre à plusieurs reprises. En 1943, il avait affirmé à Hull à Moscou qu'il participerait à l'effort pour vaincre le Japon. Il en avait fait la promesse « sans engagement » et sans qu'on lui demandât, et il avait dit à Hull que celui-ci pouvait en informer Roosevelt. [15] À une autre occasion, il avait affirmé à Averell Harriman, notre ambassadeur en Russie, que « le Japon était l'ennemi historique de la Russie et sa défaite finale était essentielle aux intérêts russes », si bien qu'« elle finirait par y entrer. » [16] En une autre occasion, le maréchal affirma au général Hurley qu'il allait assister les États-Unis contre le Japon, [17] et en 1944 il répéta à Harriman qu'il entrerait « pourvu que les États-Unis contribuent à établir les réserves pour 60 divisions en Sibérie » et, bien entendu, « pourvu que les aspects politiques de la participation russe aient été clarifiés. » [18] De fait, le secrétaire Acheson, lors de son témoignage face à l'enquête MacArthur, reconnut que « la participation ou l'intervention russe en Mandchourie est une chose que nul n'aurait eu le pouvoir d'empêcher. » [19].

15. *Memoirs of Cordell Hull*, p. 1309.
16. *The Strange Alliance*, John R. Deane (N. Y., 1947), p. 226.
17. *I Was There*, p. 147.
18. *The Strange Alliance*, p. 247.
19. *MacArthur Inquiry*, 4 juin 1951

Si Roosevelt en avait su autant que ce que ses sbires lui imputaient, il n'aurait pas ignoré que la chose la plus importante de toutes était de tenir Staline hors de la guerre en Asie. Staline allait désirer y entrer ne serait-ce que pour toucher sa part du butin. On trouvait aux États-Unis pléthore d'hommes qui connaissaient ce sujet, et qui auraient pu exposer avec précision à Roosevelt ce que voulait la Russie. Cependant, lorsque certains d'entre eux ouvraient la bouche, on les qualifiait immédiatement de « fascistes. »

Staline était déterminé à isoler Roosevelt de tout conseil qui l'aurait détourné de lui, au point de réussir à lui faire tenir une réunion secrète au cours de laquelle la Russie convint d'entrer en guerre. Roosevelt, malade, usé, ignorant de l'histoire soviétique, fut une proie facile. Staline, de son côté, savait précisément ce que voulait Roosevelt. Il y avait le groupe Silvermaster, à Washington, qui utilisait Harry Dexter White, l'assistant au secrétaire du Trésor, comme l'un de ses principaux agents. Il y avait Alger Hiss, haut-placé dans la Division des affaires politiques du département d'État. Chacun d'eux savait ce que Roosevelt avait à l'esprit. Et Staline n'était pas sans savoir ce qu'ils savaient. Je sais qu'il est difficile pour les Étasuniens de croire que de telles choses sont vraies, mais il ne s'agit plus de simples présomptions. On dispose de toutes les preuves.

L'Étasunien normal ne comprend pas l'énergie inépuisable qui a mené les dirigeants russes et leurs dupes dans ce pays. Quelqu'un a dit que la force du communisme réside dans la continuité de ses activités. Il existe un élément écrasant de drame dans les rêves qu'il entretient, sa passion dévorante pour faire avancer ces rêves, sa cruauté incessante dans les méthodes — meurtres, sang, violence, conspiration, vengeance — tout cela exalté, depuis le niveau de la méchanceté jusqu'à l'éther élevé de justice enflammée, du fait de la splendeur de ce grand rêve. Il s'agit précisément du même désordre humain qui fit sortir des fanatiques religieux avec des flammes, épées, et toute la panoplie d'outils de torture afin de punir et exterminer les hérétiques. Il s'agit d'une forme d'idéalisme

pernicieux, consumé en frasques glorifiées, qui pousse l'esprit de ses disciples dans une activité chaude et incessante. Par conséquent, pendant que les saints du Kremlin et de Yenan, avec leurs agents installés aux plus hauts niveaux à Washington, complotaient et s'escrimaient à trouver des moyens d'agir, notre président, embrasé d'une pure vanité, ainsi que les hommes plus ou moins normaux et mal informés qui l'entouraient, constituaient autant de valets entre les mains de Staline. Dans l'intervalle, nos méprisants je-sais-tout, que ce soit par pure ignorance ou en résultante de quelque chose de pire, nous ont assuré que « les Communistes sont devenus un parti de paysans... L'Union soviétique est du côté de la démocratie » (Owen Lattimore dans *Solution in Asia*, p. 108) et « l'Union soviétique ne peut pas entretenir de tendances expansionnistes » (Edgar Snow dans *Battle for Asia*, p. 300). Et nos agents pas très malins de Washington ont gobé tout cela.

Nous avons, dans un chapitre précédent, souligné l'histoire des objectifs à long terme entretenus par la Russie en Mandchourie, en Mongolie et au Xinjiang. Le jeu en Asie était une lutte entre le Japon et la Russie pour la péninsule de Guandong et la Mandchourie. La Russie avait volé ces régions à la Chine, et le Japon les vola à son tour à la Russie. Le plan entretenu par Staline consistait à entrer en guerre au moment le plus proche possible de la fin de course du Japon, d'entrer en Mandchourie, et de reprendre autant de terrain qu'il le pourrait. Roosevelt convint qu'il devrait avoir Port Arthur, Dalian, les îles Kourile, Sakhaline et le contrôle des voies ferrées mandchoues. Mais Staline n'avait pas la moindre intention de laisser le gouvernement nationaliste chinois récupérer la Mandchourie. Il prit donc ses dispositions, avec le consentement de Roosevelt, pour disposer d'une armée de 1 250 000 soldats soviétiques totalement équipés par les États-Unis, et perchés à la frontière mandchoue au moment où les Japonais allaient se rendre, prêts à faire mouvement, et à s'emparer de tout ce qu'ils pourraient. Roosevelt ne comprit-il pas qu'il allait livrer le reste aux Communistes chinois ? Il ne pouvait y parvenir que s'il entrait dans la

guerre japonaise. Et, bien sûr, c'est ce qu'il fit.

À Yalta, Staline connaissait précisément l'état du Japon. Il était en paix avec ce pays. Il disposait d'une énorme ambassade à Tokyo, et des consuls sur l'ensemble du territoire japonais. Et nous pouvons être certains qu'il disposait également de pléthore d'agents secrets sur place. Il savait que le Japon était au bout du rouleau. Il savait que le jour des comptes était proche. De fait, à la veille de Yalta, le ministre japonais des affaires étrangères avait proposé à l'ambassadeur de Russie à Tokyo la possibilité de convenir d'un règlement. Staline ne communiqua pas cela à ses alliés.

George Marshall, pour une quelconque raison qui l'égare dès lors qu'il s'éloigne du champ de l'organisation militaire, s'est convaincu que les Japonais se battraient jusqu'au dernier — une chose qu'aucune nation n'a jamais faite, même si beaucoup d'entre elles ont menacé de le faire. Il a insisté pour que l'on prépare une invasion terrestre du Japon, avec une armée de 2 000 000 d'hommes et avec un nombre ahurissant de pertes évaluées. Et il a insisté sur l'idée qu'il nous fallait la Russie en guerre pour gagner — pour se battre contre l'immense armée de Guandong dont le Japon disposait en Mandchourie. Il ne savait apparemment pas ce qu'il aurait dû savoir, et que d'autres savaient — que cette armée était tristement abîmée par des prélèvements envoyés sur d'autres champs de bataille du vaste conflit du Pacifique. L'amiral Nimitz et le général MacArthur avaient assuré à Roosevelt à Hawaï, juste après l'investiture de quatrième mandat de Roosevelt, qu'aussitôt qu'ils s'empareraient des Philippines et des îles Mariannes, le Japon serait désespérément coupé des approvisionnements et qu'il lui faudrait se rendre. [20] Mais Marshall resta intransigeant.

L'amiral Leahy affirme que Marshall ne semblait pas comprendre que la *Navy* avait battu le Japon. [21] [22]. Edward Stettinius affirma

20. *I Was There*, pp 245-259.

21. Ibid.

22. On peut également se reporter à ce sujet au passionnant ouvrage de Russell Grenfell, également traduit par nos soins, *La chute de Singapour*, NdT

connaître l'« immense pression appliquée sur le président par nos dirigeants militaires pour amener la Russie dans la guerre en Extrême-Orient. » Il affirma que dès 1943, au Caire, Harry Hopkins fit apparition avec un document de la part des militaires, exhortant que la Russie entrât en guerre parce qu'« avec la Russie comme alliée contre le Japon, la guerre peut se terminer en moins de temps et à moindres pertes en vie et en ressources. » D'un point de vue politique, il n'aurait pu exister aucun argument en faveur de l'entrée en guerre de la Russie. Cependant, d'un point de vue militaire, cela paraissait plus raisonnable en 1943. À Yalta, en 1945, c'était absurde. Pourtant, Stettinius affirme que dès que Roosevelt arriva à Yalta, le général Marshall tint une session secrète avec lui. Aucun délégué ne sut rien à cet égard. Le véritable accord sur l'entrée en guerre de la Russie fut convenu par la suite, au cours d'une session secrète entre les seuls Staline et Roosevelt. Lorsque, par la suite, le secrétaire Stettinius interrogea Roosevelt au sujet de cette rencontre secrète, Roosevelt l'envoya sur les roses en répondant qu'il s'agissait d'une affaire militaire qui devait rester à ce niveau. [23] Ainsi, c'est jusqu'au secrétaire d'État qui fut tenu hors du secret. Pour autant que je puisse en juger, Hiss était le seul à être au courant. Les accords conclus à Yalta furent rédigés par un comité représentant la Grande-Bretagne, la Russie et les États-Unis. Ce comité était composé de Sir Gladwyn Jebb, d'Andreï Gromyko et d'Alger Hiss. Par qui étions-nous représentés ?

L'amiral Leahy a écrit dans ses mémoires :

> Ma ferme opinion était que notre guerre contre le Japon avait progressé jusqu'au stade où je fus convaincu que sa défaite n'était qu'affaire de temps et d'usure. Par conséquent, nous n'avions pas besoin de l'aide de Staline pour vaincre notre ennemi dans le Pacifique. L'ar-

23. *Roosevelt and the Russians*, Edward R. Stettinius, Jr. (N. Y., 1949), p. 90.

> mée n'était pas alignée sur cette position, et Roosevelt était prêt à négocier cela avec Staline.[24]

L'amiral King, dans une lettre envoyée à un comité du Sénat, a affirmé qu'il « croyait » que le Japon aurait pu et dû être vaincu sans invasion de ses îles principales. Il affirma, « Lorsque le président m'a interrogé au sujet de concessions à accorder au premier ministre Staline pour le faire entrer dans le jeu, j'ai répondu que je ne lui céderais que la moitié de l'île de Sakhaline, et ce uniquement pour ménager sa susceptibilité. » En addition, le général H.H. Arnold, dirigeant de l'*Air Force*, a affirmé dans ses mémoires qu'il avait envoyé l'un de ses officiers à Yalta informer Roosevelt que les Japonais étaient déjà à genoux, et que l'aide russe n'était pas du tout nécessaire.

Un point que les apologistes de Marshall se plaisent à soulever est qu'au moment de Yalta, personne ne savait si la bombe atomique allait fonctionner ou non. Pourtant, le général Leslie R. Groves, qui dirigeait le projet de la bombe atomique, était certain à 99 % de sa réussite, et affirmait que la première bombe serait prête au mois d'août 1945 et que celle-ci serait extrêmement puissante.

Marshall était chef d'État-Major de l'armée. Bien sûr, comme nous le savons désormais, et comme nous le verrons dans le détail, ce fut l'immense armée communiste de la frontière sibérienne, par nous équipée à des prix colossaux, qui pénétra en Mandchourie cinq jours avant la reddition du Japon, s'empara de la Mandchourie, laissa les Japonais rendre les armes aux Communistes chinois, et pour la première fois, les positionna comme une puissante machine de guerre. À la racine de tout ceci se trouvait le fait qu'au département d'État, on ne trouvait aucun expert politique sur la région russo-asiatique, ni sur l'histoire et les techniques communistes, pour guider les généraux. Marshall recevait ses instructions à cet égard de la part de notre département infesté de Rouges et de Roses.

---

24. *I Was There*, p. 293.

À la barre des témoins, le secrétaire Acheson a réfuté qu'aucun homme membre du département d'État vît d'un bon œil les Communistes. Pourtant, nous savons que jusqu'en 1947, il y avait plus d'une centaine d'hommes au département qui étaient tellement nuisibles qu'un conseil de loyauté, après enquête à leur sujet, les contraignit à quitter l'organisation, en raison de risques de sécurité avérés. Pour autant, cette action ne fit pas disparaître tous ceux qui préféraient les Communistes en Chine au gouvernement nationaliste. Nous en avons vu les preuves, et nombre de ces hommes sont restés au sein du Département. Se présentant à la barre des témoins après Acheson, le général Hurley, qui avait été dépêché en Chine comme envoyé personnel du président Roosevelt, fut interrogé à ce sujet. Il répondit en produisant une lettre par lui écrite au mois de novembre 1945 au président Truman :

> Ce n'est pas un secret que la politique étasunienne en Chine n'a pas reçu le soutien de tous les hommes dont la carrière se déroulait au sein du Département. Les employés des services des relations étrangères étaient du côté du parti armé des Communistes chinois, et du bloc impérialiste des nations dont la politique était de maintenir la Chine divisée en interne. Nos diplomates professionnels n'ont eu de cesse de souffler aux Communistes que mes tentatives d'empêcher l'effondrement du gouvernement nationaliste ne représentaient pas la politique des États-Unis. Ces mêmes professionnels ont ouvertement conseillé au parti armé communiste de décliner l'unification de l'armée communiste chinoise avec l'armée nationaliste, sauf si les Communistes chinois en avaient le contrôle.

Hurley d'ajouter : « J'ai demandé le rapatriement des hommes qui y faisaient carrière, et qui s'opposaient à la politique étasunienne sur le théâtre de guerre chinois. Ces diplomates professionnels furent renvoyés à Washington et placés dans les divisions

Extrême-Orient et Chine du Département d'État, pour me tenir lieu de superviseurs. Certains de ces mêmes hommes de carrière que j'ai fait renvoyer ont été nommés conseillers au Commandant Suprême en Asie. » [25]

Les hommes nommés par Hurley pour rentrer aux États-Unis étaient George Atcheson Jr., chargé d'affaires auprès de l'ambassade des États-Unis, John P. Davies Jr., consul puis second secrétaire, Fulton Freeman et Arthur Ringwalt, secrétaires, John Stewart Service, Raymond P. Ludden, Hungerford B. Howard, Edward E. Rice et Philip D. Sprouse. Pour preuve de l'affirmation de Hurley selon laquelle après qu'ils furent renvoyés à Washington, certains d'entre eux furent nommés comme superviseurs de Hurley, John Carter Vincent nomma Ringwalt chef de la Division Chine, avec pour principaux assistants Edward E. Rice et Fulton Freeman. John Stewart Service fut nommé chef de la section promotions et placement du Département. Atcheson fut envoyé comme conseiller auprès du général MacArthur. Ludden, Howard et Spouse furent renvoyés en Chine dans le service consulaire.

Bévue numéro quatre

Il nous faut à présent considérer le dernier coup écrasant porté par le général Marshall à la république chinoise. Avant la reddition japonaise, le général Hurley se rendit en Chine comme envoyé du président. Il amena Tchang Kaï-tchek à inviter les Communistes à entrer en discussion en vue d'une fin de la guerre civile. Une conférence politique et consultative fut planifiée, où les Communistes envoyèrent une vaste délégation. Le général Hurley quitta alors la Chine et le général Marshall fut dépêché comme envoyé du président Truman à la fin de l'année 1945.

L'une des toutes premières actions menées par le général Marshall fut d'informer les deux parties que *si* ils pouvaient convenir

25. *MacArthur Inquiry*, 4 juin 1951.

d'un plan d'unité, les États-Unis contribueraient par des aides matérielles et financières. La menace était clairement énoncée : s'ils ne procédaient pas à cette unification, le gouvernement chinois n'obtiendrait plus aucune aide de notre part. Sous cette pression, une déclaration commune fut énoncée par les dirigeants nationalistes et communistes, prévoyant la fin de toute action militaire durant les négociations. Un représentant de chacun des deux camps, avec pour président le général Marshall, prit place autour d'une table pour discuter du projet. Mais la trêve ne dura pas longtemps. Bien sûr, on accusa le gouvernement nationaliste. Dans les pages du *Times* de New York, Nathaniel Peffer écrivit que les « Nationalistes avaient sabordé la trêve. » [26] C'était faux. Lorsque la trêve fut ordonnée, les Communistes tenaient 57 comtés. Une année plus tard, ils en avaient 310 — ce qui indiquait qu'ils avaient profité de la trêve pour s'étendre, ce qui constituait une violation de cette trêve. Le rapport du Congrès de Bolton a établi un catalogue impressionnant des ponts, gares ferroviaires et autres installations détruits par les Communistes durant cette période. [27]

Le général Marshall imposa rapidement un embargo — qu'il qualifia lui-même sous ce nom, pour faire suite à sa menace de couper tout approvisionnement au gouvernement, celui-ci n'étant parvenu à aucun accord avec les Communistes. Aucune aide d'aucune nature ne put parvenir à la Chine jusqu'à l'été 1947. La guerre prit fin le 14 août 1945. Au mois de décembre 1946, le président Truman reconnut n'avoir apporté aucune aide militaire depuis le jour de la victoire. Et voici que Marshall avait coupé toute aide jusqu'au mois d'août 1947. Ainsi, c'est pendant deux années que la Chine fut coupée de toute aide de notre part.

John Carter Vincent, qui dirigeait alors la division Extrême-Orient du département d'État, exposa ainsi sa philosophie :

26. N. Y. *Times Sunday Magazine*, 1er mai 1949.

27. Bolton Report, House Committee on Foreign Affairs (Sub-Committee No. 5) on Communism in China (1948).

> Je pense qu'il est dangereux d'investir des capitaux privés ou publics dans des pays dont le gouvernement gaspille sa substance en armements excessifs, où existe le facteur de guerre civile, où des penchants vers l'accaparement du gouvernement excluent les entreprises étasuniennes et où des concepts anti-démocratiques contrôlent le gouvernement. [28]

Analysons ce plaidoyer si particulier. Il n'impliquait aucune question d'investissement. La question était de savoir si nous allions ou non aider le gouvernement chinois à s'armer pour lutter contre une rébellion communiste. Il s'agissait d'une question à traiter sur des principes totalement distincts des investissements en affaires. La Chine se trouvait en guerre civile, qui voyait un mouvement guidé, financé et armé par la Russie communiste s'employer à renverser par la force le gouvernement chinois, et amener cet immense pays dans le monde communiste. Le Département d'État reconnaît désormais que la Russie s'emploie à cette tâche. La question était levée — était-il sage de laisser le gouvernement nationaliste chinois écraser la rébellion rouge chinoise, ou devions-nous laisser cette rébellion parvenir à ses fins ? Ces problèmes reposaient sur quelques grands principes, dénués de lien avec des considérations d'investissements immédiats.

Pour ce qui est du gaspillage par la Chine de sa substance en achat d'armements, ce pays ne disposait pas d'armements, dépendait de nous pour en obtenir, cependant que nous refusions de lui en livrer. Le point qui était soulevé était que lorsqu'un pays se fait attaquer par des révolutionnaires, il doit « gaspiller sa substance en armements. » L'alternative, bien entendu, est que dans ce cas de figure, le pays doit se rendre aux révolutionnaires. Il s'agit d'une affirmation malhonnête. En 1950, les Coréens du Nord ont attaqué les Coréens du Sud. Ces derniers ont résisté. N'ont-ils pas en cette instance gaspillé leur substance en armements ? Devrions-

28. Allocution face au *Foreign Trade Council*, 12 novembre 1946.

nous aider un pays dans ce cas de figure ? Cette affirmation est véritablement un plaidoyer patent en faveur des Communistes, ce qui montre bien la position adoptée par notre Département d'État.

La Chine n'avait obtenu aucune aide depuis le jour de la victoire (le 14 août 1945), et nous disposons du témoignage du général Marshall établissant qu'après cela, elle n'en obtint toujours aucune jusque 1947, lorsque l'embargo fut levé. Puis, selon ses dires, il n'y eut jusque 1948 qu'un seul contrat commercial d'importance conclu par le gouvernement chinois. Quant aux armes et munitions, un seul achat important fut réalisé — 139 millions de cartouches de fusils. Le gouvernement chinois récupéra également 150 avions C-46. En 1948, il essaya d'acquérir davantage de munitions depuis les Mariannes, mais M. Acheson, lors de son témoignage ne dit pas si celles-ci furent jamais livrées. D'autres personnes ont par ailleurs indiqué que cette dernière tentative avait été en pratique inutile. [29]

Puis, au mois d'avril 1948, le Congrès adopta le *China Aid Act*, prévoyant une dotation de 125 000 000 $ pour une assistance militaire. Acheson a affirmé que l'ensemble en fut livré à la fin de l'année 1949. Il en prend pour preuve le *White Paper*. Mais ce document ne fait référence qu'à 60 000 000 $ expédiés jusqu'au mois de mars 1949. Acheson essaya de jeter de la poudre aux yeux du Comité du Sénat en lançant simplement avoir donné à la Chine 2 000 000 000 $ depuis le jour de la victoire. Mais cette affirmation ne résista pas à l'examen. Il lui fallut admettre que nous avions en réalité envoyé 747 000 000 $, et que sur cette somme, 335 000 000 $ avaient servi à transporter des soldats pour recevoir la reddition des Japonais. Le plus gros montant qu'il put racler depuis ses statistiques s'éleva à 430 000 000 $. Et il reconnaît qu'après 1948, toutes les livraisons furent expédiées à Formose, destination envisagée pour la fuite du gouvernement. [30] Il est parfaitement ridicule de voir Acheson essayer d'un côté de surévaluer les aides accordées à la Chine,

29. *MacArthur Inquiry, 5 juin 1951.*
30. Ibid.

pendant que l'un de ses subordonnés les plus hauts placés profère des excuses face à notre échec à envoyer une aide adéquate.

Pendant que le secrétaire Acheson était en train de témoigner au cours des célèbres auditions MacArthur, Owen Brewster, sénateur du Maine, produisit le rapport du colonel L.B. Moody, officier de l'*Army Ordnance Corps*, qui avait pratiqué une étude des besoins militaires de la Chine et de nos livraisons, sur l'une de nos missions. Quelques extraits de son rapport suffisent à en dire long. Il a énoncé :

— L'inévitable défaite de l'armée nationaliste a fait suite à son déficit en matière d'armes d'infanterie et surtout en munitions, et de la supériorité communiste pour ces éléments.

— L'aide militaire aux Chinois implique par-dessus tout des armes d'infanterie et des munitions, et il s'agit « précisément des éléments que les États-Unis ont systématiquement refusés, retardés ou limités. On ne fera référence qu'en passant aux milliards de cigarettes moisies, aux fusils hors d'état de fonctionnement, aux bombes déficientes et aux véhicules du Pacifique, mis hors service, qui ont été additionnés aux autres aides, réelles ou supposées énoncées par le Département d'État, aux déclarations communistes ou de gauche visant à créer l'impression que nous avions livré au gouvernement nationaliste des centaines de millions ou des milliards de dollars d'équipements de combat utilisables. » [31]

Le secrétaire Acheson avait témoigné au sujet des munitions laissées par les Marines lorsqu'ils avaient débarqué de Chine. Le colonel Moody a affirmé qu'à leur départ, les éléments en question représentaient 6 jours d'utilisation pour leurs armes de calibre 30. L'étude du colonel Moody a estimé qu'en total de ce qui avait été amené depuis diverses bases du Pacifique, trois pour cent seulement étaient des équipements terrestres nécessaires, deux pour cent

31. Ibid.

étaient des équipements aériens utiles, et que parmi tout cela, tout n'était pas en état de fonctionnement. Il a estimé qu'au total, les munitions chinoises et étasuniennes pour les fusils et les pistolets mitrailleurs, produits en 1948, ne s'élevaient qu'à quelque 63 jours d'utilisation en opérations actives. [32]

Bien sûr, le prétexte selon lequel notre gouvernement livrait des munitions aux Nationalistes tout en énonçant publiquement leurs raisons de ne pas le faire ne fait qu'exposer le caractère mensonger de l'argument. La pure vérité, comme nous l'avons vu, est que lorsque les Japonais se sont rendus, l'armée nationaliste chinoise dépassait largement en nombre l'armée révolutionnaire rouge. C'est alors que l'armée de 1 250 000 hommes de Staline fit son apparition, équipée de fusils, d'avions, de chars, de munitions, et d'autres éléments de combat étasuniens, et que l'équilibre se mit à s'infléchir. À présent, les Communistes chinois avaient entre les mains les immenses quantités de munitions abandonnées au Nord par les Japonais. Après cela, l'armée russe se trouvait à leur frontière nord, et était en mesure de leur livrer non seulement des armes et des munitions, mais aussi des conseils militaires.

Telle était la situation en 1945. Puis, en 1946, le général Marshall coupa les armes et les approvisionnements de l'armée nationaliste. Les livraisons ne reprirent que presque deux années plus tard, et l'équilibre avait alors complètement changé. Même alors, ce que nous avons envoyé ne constitua qu'une distribution pingre. La conclusion de cet épisode fut que les Communistes s'emparèrent des provinces l'une après l'autre, et finirent par chasser le gouvernement nationaliste de Chine, qui se réfugia à Formose.

Durant cette période — c'est-à-dire, de 1945 à 1946 — le général Marshall était chef d'État-Major, et de 1946 à 1947, envoyé spécial du président en Chine, puis encore secrétaire d'État. C'était lui, plus que tout autre homme, qui était responsable de cette politique. Était-ce parce qu'il était communiste ? On ne peut sans

32. Ibid.

doute pas trouver dans notre pays quelqu'un de plus éloigné de cela que le général Marshall. Était-ce par stupidité ou ignorance ? Bien sûr que non. Mais il est certain qu'il ne savait rien — de manière choquante et pathétique — des techniques sombres, subtiles, amorales et éhontées qui constituent la stratégie révolutionnaire communiste. En difficulté dans un monde aussi étrange à ses yeux que celui de la stratégie militaire serait à mes yeux, il tomba inévitablement entre les mains des hommes du département d'État à Washington et en Chine.

Walter George, le sénateur de Géorgie, un homme patient et prévenant, a affirmé à Acheson, lorsqu'il était témoin lors des auditions de MacArthur, qu'en 1946, lorsque Marshall rentra de Chine, il (le sénateur George) avait demandé à Marshall s'il ne parvenait pas à la conclusion que la seule manière d'apporter quelque stabilité au gouvernement de Chine devait passer par une coalition ou intégration des forces. Selon le sénateur George : « La réponse du général Marshall, sur la base de son témoignage face au comité des Relations Étrangères, après sa nomination au poste de secrétaire d'État, lorsqu'il finit par rentrer, était qu'il ne savait guère qu'en penser à l'époque, que son esprit était tellement embrumé quant à ce qui devait ou non être réalisé. » Acheson répondit que cela correspondait à son propre souvenir de l'attitude de Marshall. [33]

Je pense que nous pouvons affirmer sans nous tromper qu'aucune confusion de cette nature n'existait en l'esprit de Staline. La pure vérité — et les Étasuniens, et surtout les hommes publics étasuniens, feraient bien d'en tenir compte — est qu'il existe une technologie très développée, complète et intégrée, élaborée par les techniciens communistes pour traiter les pressions politiques de toute nature. Ces techniciens restent inconnus des Étasuniens, y compris de la plupart des hommes publics. Ils sont tellement sournois, pernicieus, et pourtant si intelligents, et si éloignés de la mentalité étasunienne ordinaire, que les Étasuniens refusent le plus souvent

33. Ibid., 6 juin 1951.

de croire en leur existence. Il existe dans notre pays des hommes qui connaissaient ce sombre art. Ils ont essayé de lancer les signaux d'alerte durant la guerre, et après celle-ci. Mais ils ont été réduits au silence avec le cri de « Fasciste ». Il était très difficile pour eux de se faire entendre — pour importante que fût leur réputation. Les magazines, les radios et mêmes les éditeurs de livres leur ont fermé la porte. C'était un grave crime, et une forme de trahison pour le *Meilleur des Mondes* que d'énoncer les vérités que j'ai étalées ici et que notre peuple commence enfin, alors qu'il est bien tard, à faiblement distinguer.

Chapitre 19

Les deux guerres des États-Unis

La route de la Corée fut longue et tortueuse. Elle traversait l'Europe, rejoignait le Pacifique, passait entre les îles du Pacifique, jusqu'en Chine puis en Corée. Mais il ne faut pas croire que c'était la fin du trajet. La reddition de la Chine à la Russie soviétique ne fut guère que la fin d'un grand acte. La Corée était la porte ouvrant à l'acte suivant.

Lorsque la Chine disparut derrière le Rideau de Fer, la Russie se retrouva en possession de l'ensemble de la bande Nord de l'Asie, qui est plus étendue que tout le reste de l'Asie additionné. Elle était également en possession de l'ensemble de la côte Pacifique de l'Asie, du pôle à la frontière indo-chinoise. À un point situé vers le Nord de la Chine, restaient les îles principales constituant le Japon — une maigre bande de territoire hébergeant la population la plus énergique et d'une civilisation élevée de l'Asie — mais qui pouvait se retrouver englobée au sein de l'une des six provinces chinoises sans que nul ne s'en aperçoive.

Comme les Japonais constituent le peuple le plus vigoureux

du Pacifique, la Russie ne s'arrêtera absolument pas avant d'avoir conquis le Japon et de l'avoir amené dans l'orbite communiste. Privé de ses moyens de subsistance, il est difficile de voir comment le Japon pourra longtemps résister aux ruses de ses tourmenteurs communistes visant à le faire tomber. Si l'on considère une carte de l'Asie, on voit que l'ensemble des côtes océaniques sont aux mains de la Russie. Quelque part aux abords de la frontière Nord de la Chine, à une centaine de miles des côtes, se trouvent les petites îles japonaises. Et juste en face d'elles, exactement en dessous de la Mandchourie, et faisant saillie face au Japon, comme une dague vers lui pointée, se trouve la langue de terre que l'on appelle la Corée.

Si la Corée n'avait pas eu d'histoire au cours des vingt dernières années, quiconque un tant soit peu familier de la philosophie et des intentions soviétiques aurait su sans qu'on ait eu à lui dire que la Russie allait lorgner sur ce pays. Une fois la guerre terminée, la Russie entra en Mandchourie avec notre connivence. À présent, comme M. Acheson a dû lui-même l'admettre, la Russie détache la Mandchourie, la Mongolie extérieure et le Xinjiang — toute la partie Nord de la Chine — de la Chine. Supposer que la Russie ne voudrait pas la Corée pour boucler ce vol relèverait de la pure simplicité d'esprit. N'y avait-il personne au Département d'État connaissant l'histoire de la Corée, de la Chine et de la Russie ? Où se trouvaient tous ces mages — les Hull, les Stattinius, les Harriman, les Hopkins, les Acheson, ces hommes extraordinaires qui en savaient tant — mais qui ne savaient pas ce qu'un grand nombre de journalistes étasuniens auraient pu leur dire : que la Russie disposait déjà de plans en bonne et due forme pour le devenir de la Corée ?

Lorsque la Russie déclara la guerre au Japon le 8 août, ses armées firent un trajet en Mandchourie et au travers de la péninsule de Guandong, directement vers la Corée. Elles furent en Corée en cinq jours. Nos soldats n'y arrivèrent qu'un mois plus tard. On nous a dit que la Corée avait été divisée au niveau du 38ème parallèle en

deux secteurs, nord et sud — les Russes occupant le secteur Nord au-dessus du 38ème parallèle et les Étasuniens le secteur Sud en dessous de ce parallèle. Ni la manière dont ce partage fut décidé, ni le pourquoi de ce partage n'ont jamais été divulgués. Un récit à dormir debout au sujet d'un accord militaire, particulièrement pratique pour accepter la reddition des Japonais, a été avancé. Ce récit est faux et on en a la preuve. La division du territoire coréen avait été convenue longtemps à l'avance, car, comme pour de nombreux autres accords, la Russie savait ce qu'elle faisait, alors que nos agents ne le savaient pas.

Dès que les Russes pénétrèrent en Corée, leurs intentions furent évidentes. Ils y envoyèrent une armée de 200 000 à 250 000 hommes. Dès qu'ils furent sur place, ils se mirent à armer les Communistes coréens. Un mouvement communiste coréen existait depuis des années. Comme en Mandchourie, les jeunes radicaux coréens furent équipés avec les armes qui avaient été retirées aux Japonais. Une milice forte, bien disciplinée et complètement armée, composée de 150 000 hommes fut rapidement mise sur pied. Elle fut entraînée, apprit la discipline et reçut l'instruction nécessaire à constituer une force locale puissante, disponible une fois les armées soviétiques retirées. [1]

Le Dr. Syngman Rhee, qui avait dirigé durant des années le gouvernement coréen provisoire en exil, rentra au pays et œuvra à organiser une république en Corée du Sud. Il voulait que le pays soit unifié. Et il voulait une constitution et des élections. Mais en Corée du Nord, il n'y avait aucune volonté d'élections ou d'unité selon ces termes. Il n'y avait en réalité rien d'autre que des présages de problèmes. Mais notre département d'État s'était tellement drogué avec les opiacés qu'il avait concoctés pour le peuple qu'il ne se rendit compte de rien.

Dès le 31 août 1946, Harold J. Noble fit mention dans le *Saturday Evening Post* de tous les éléments problématiques en Corée. Il

1. *Korea Today*, George M. McCune (Cambridge, 1950), pp. 178-179.

écrivit :

> Avec la Corée entre les mains de la Russie, et avec les Russes qui s'infiltrent en Chine du Nord et du Centre avec une puissante cinquième colonne, il ne faudra pas patienter longtemps pour constater la création d'un puissant empire russe de l'ombre s'étendant des côtes Nord de la Sibérie et au moins jusqu'au fleuve Yangtsé.

Cet article parut sous un titre funeste — *Our Most Dangerous Boundary.* L'auteur indique que les Russes se sont établis en garnison en Corée du Nord avec une armée plus importante que celle déployée par les Étasuniens au Japon et en Mandchourie. Les soldats étasuniens positionnés en Corée du Sud répondaient à des fonctions de police. Les Russes étaient déployés en vue de pratiquer une invasion à tout moment. Là où, aux abords de la frontière, nous disposions d'une brigade dirigée par un caporal, les Russes avaient positionné un bataillon commandé par un officier expérimenté. Ils étaient équipés de transports motorisés, dont 90 % avaient été fabriqués aux États-Unis, mais qu'ils croyaient de fabrication russe. Les Russes ont établi un État policier en Corée du Nord et ont supprimé toutes les organisations politiques autres que le parti communiste. Bien sûr, ils en ont fait autant pour les sections communistes de la Chine. Pourtant, nous entendions un chœur de voix étranges au département d'État, dénonçant Tchang Kaï-tchek parce qu'il entretenait un « État monopartite. »

Le même auteur poursuivait en indiquant qu'avec leur armée communiste coréenne, importante et bien équipée, « au moment opportun pour ce programme, il faut s'attendre à ce que les Russes proposent un retrait conjoint des soldats étasuniens et russes du territoire coréen. Une fois les Étasuniens partis, les Communistes coréens domineront du fait de leur placement aux postes clés, et en utilisant les forces armées entraînées par les Russes. Au moment opportun, des émeutes seront lancées, les soldats communistes entraînés s'empareront des positions et des institutions stratégiques,

et sous 48 heures, les Communistes auront pris le contrôle complet de la ... péninsule coréenne. »

L'année suivante, en 1947, le général Albert Wedemeyer publia son célèbre rapport sur la Chine et la Corée. La partie coréenne en a été supprimée, et n'a été rendue publique que récemment. Dans ce rapport, le général Wedemeyer affirme :

> Les armées étasunienne et soviétique... sont à peu près égales, moins de 50 000 hommes de chaque côté, [mais] l'armée populaire (communiste) de Corée du Nord, équipée par les Soviétiques, disposant d'environ 125 000 hommes, est très supérieure à la force constabulaire de 16 000 Coréens établie par les États-Unis et dotée d'armes légères soustraites aux Japonais. L'armée populaire de Corée du Nord constitue une potentielle menace militaire envers la Corée du Sud, car il existe une forte possibilité que les Soviétiques retirent leurs armées d'occupation, déclenchant notre propre retrait. [2]

Wedemeyer poursuivait en avertissant que cela se produirait aussitôt qu'« ils seront certains que le gouvernement coréen fantoche du Nord et ses forces armées... auront réuni assez de force... pour mener à bien de manière fiable les objectifs soviétiques alors que les armées soviétiques seront retirées. » Il recommandait que nous organisions, équipions et entraînions une force d'éclaireurs sud-coréenne, semblable aux anciens éclaireurs des Philippines, sous le commandement d'un officier étasunien et encadrée par des Étasuniens, avec un programme de remplacement de ceux-ci par des officiers coréens. Cela pourrait contrecarrer l'armée populaire de Corée du Nord une fois retirées les armées étasunienne et soviétique, et « pourrait empêcher l'établissement par la force d'un gouvernement communiste. » [3]

2. *MacArthur Inquiry*, 6 juin 1951.
3. Ibid.

Il s'agissait de l'avertissement solennel, émis par un officier étasunien de haut rang, qui avait joui d'une opportunité exceptionnelle d'étudier ce problème et qui avait été envoyé en Extrême-Orient comme conseiller militaire de Tchang, puis par le président Truman pour évaluer de nouveau la situation. Lorsque l'on questionna Acheson au sujet de ce rapport durant les auditions MacArthur, il regarda froidement le sénateur et répondit sans ciller : « Certaines des prédictions du rapport ne se sont pas produites de la manière dont il [Wedemeyer] s'y attendait » et « toutes les recommandations ont été suivies… à l'exception d'une seule. » [4] Il faisait référence à la proposition de créer une armée sud-coréenne semblable à celle qui avait été constituée aux Philippines, c'est-à-dire, une armée en mesure de se mesurer à la force d'éclaireurs de Corée du Nord. Il s'agissait de la seule recommandation qui primait sur toutes les autres. Affirmer que toutes les recommandations sauf une avaient été suivies revenait à prodiguer une affirmation froide et impudente, tout à fait notable. Mais Acheson savait fort bien que les autres recommandations n'avaient pas non plus été suivies d'effet. Peu d'armes, voire aucune, n'avaient été envoyées. Le général Lyman L. Lemnitzer, chargé d'accomplir cette tache, a affirmé qu'avant le mois de juin 1950, lorsque l'attaque s'est produite, rien n'avait été envoyé, hormis du fil de fer pour une valeur de quelques centaines de dollars. [5]

Mais d'autres conseils avaient été prodigués, suivant un autre son de cloche, et dont la provenance avait toujours porté de manière puissante et même déterminante. Le trait de ce service peut se mesurer par la suggestion honteuse émise par Owen Lattimore (dans le journal de gauche *Compass*, de New York), selon qui nous devions donner à la Corée une « dotation de séparation » de 150 000 000 $, et « laisser tomber la Corée du Sud, mais sans laisser paraître que

4. Ibid.
5. Ibid.

nous l'avons poussée. » [6]

Richard H. Johnston, dans le *Times* de New York, édition du 3 juillet 1947, a indiqué que les militaires de Corée estiment « que la délégation étasunienne a reçu pour ordre d'accepter toute forme de gouvernement provisoire pour la Corée, en préparation d'un retrait facile. » Il a ajouté que le prestige étasunien « n'a jamais été plus bas » et que la plupart des Coréens, en dehors des Communistes, craignent de « se trouver confrontés à une grande opération de soldes. » Tout ceci était tout à fait conforme avec la ligne communiste suivant la reddition japonaise. Le 18 novembre 1945, William Z. Foster a affirmé au délégué de la Convention Nationale du parti communiste qu'« à l'échelle internationale, la tâche clé est de bloquer l'intervention étasunienne en Chine. » Le 4 décembre 1945, les Communistes ont organisé une « Mobilisation pour Quitter la Chine, » et les syndicats dominés par les Rouges ont organisé des grèves avec le même slogan.

Déjà, aux Nations Unies, les conditions appelant à l'attaque avaient été créées, avec une résolution ordonnant le retrait des armées russe et étasunienne. Les armées entamèrent leur retrait le 15 septembre 1948, ne laissant que 7500 Étasuniens munis d'armes légères. Restaient en Corée du Sud 16 000 Coréens et 7500 Étasuniens, deux groupes peu armés, face à 150 000 Communistes bien armés en Corée du Nord. Les Coréens du Sud ne furent pas autorisés à s'armer de manière adéquate, a affirmé le général Roberts, dirigeant de la mission militaire étasunienne en Corée, « les États-Unis craignant qu'ils puissent attaquer les Coréens du Nord. » [7] Acheson a affirmé que le retrait se produisit sur ordre des Nations Unies. Mais il a également reconnu ne pas avoir protesté. Ainsi se déroulèrent les événements, conformément aux prédictions du général Wedemeyer et de Harold J. Noble.

Après cela, le général MacArthur émit des avertissements pré-

6. New York *Compass*, 17 janvier 1949.
7. *MacArthur Inquiry*, 6 juin 1951.

sageant de problèmes imminents. Dans l'intervalle, d'étranges négociations avaient été tenues aux Nations Unies pour exclure la Chine nationaliste de l'organisation, et y faire siéger les Communistes chinois. Grande-Bretagne en tête, tous les pays d'Europe, hormis la Belgique, la Grèce et le Luxembourg, votèrent en faveur de cette proposition. Les États-Unis s'y opposèrent. La proposition fut mise en échec par les voix des républiques d'Amérique du Sud et des pays arabes. Mais les délégués des États-Unis ne combattirent pas vraiment, et Acheson annonça que si elle était adoptée, *les États-Unis n'y opposeraient pas leur veto.* Cela ne relevait pas du champ d'application du veto, selon lui. Désormais, il reconnaît que si.

Louis Johnson, qui était à l'époque secrétaire de la Défense du président Truman, a témoigné lors des auditions MacArthur que si le département d'État « reconnaissait » formellement le régime de Tchang Kaï-tchek, il n'avait aucune volonté réelle de le soutenir. *Il a déclaré que du début à la fin, Acheson avait adopté la position selon laquelle il ne voulait pas être associé avec le régime de Formose. Et il a constamment tenu une ligne hostile à la protection de Formose*[8].

Ainsi, à un moment de notre histoire où nous avions besoin par-dessus tout d'un gouvernement informé et résolu, étroitement identifié à la vie spirituelle des États-Unis, nous nous trouvions sans dirigeant. Pire, nous étions à la merci d'hommes qui se sont amourachés de valeurs et de formes de vie étrangères à notre nature. La clé de toute cette aventure cruelle réside dans deux situations fatales. La première fut la préoccupation de Roosevelt de trôner en majesté comme créateur d'un ordre mondial dont il serait le fondateur et le dirigeant. La seconde fut la détérioration rapide de ses facultés physiques et mentales, qui le mirent immédiatement en infériorité face à son antagoniste résolu et impitoyable du Kremlin, et firent de lui la proie de l'essaim d'ambitieux roses et rouges, et

8. *Ibid.*, 14 juin 1951.

de leurs étranges compagnons au sein du département d'État.

Nous pouvons ici revenir sur le dilemme déroutant qui fut celui de Tchang Kaï-tchek en Chine. Il était pris entre deux guerres — une guerre menée contre la Chine par le Japon, et une guerre menée contre la Chine par la Russie. Nos dirigeants refusèrent aveuglément de reconnaître cette situation, et insistèrent pour agir sur l'illusion consistant à voir la Chine ne lutter que contre les Japonais, la Russie étant à considérer comme une alliée. Puis il nous fallut bien soudainement et abruptement comprendre que nous aussi, à l'instar de la Chine, étions engagés dans deux guerres en Asie. L'une de ces guerres était menée contre notre ennemi commun, le Japon ; la seconde, contre notre ennemi commun, la Russie. À l'instar de nos alliés chinois, nous nous battions contre les Japonais. Mais durant tout ce temps, la Russie, avec son armée rouge satellite en Chine, se battait à la fois contre la Chine et contre les États-Unis. Hélas, la Chine est tombée. Le rideau sombre qui a été tiré avec notre consentement sur nos alliés malchanceux en Europe — la Pologne et la Tchécoslovaquie, ainsi que d'autres petits pays — est désormais tiré sur la Chine. Et ceci a été rendu possible uniquement du fait des alliés de la Russie — conscients et inconscients — aux États-Unis, au sein de notre gouvernement, et jusqu'à l'intérieur de notre département d'État.

Il se trouvait des traîtres au département d'État, et à des postes de pouvoir dans de nombreux départements du gouvernement. Nombre d'hommes que l'on enferme désormais en prison exerçaient une influence importante depuis ces positions clés, où les décisions sont prises. Il n'est pas facile de dévoiler la véritable affection morale et intellectuelle qui s'est emparée de l'esprit de tant d'hommes occupant des postes de pouvoir. Il est relativement aisé d'établir le diagnostic des hommes qui étaient des Communistes déclarés, ou des voyageurs semi-convaincus. Ils savaient ce en quoi ils croyaient, et ce qu'ils visaient à accomplir. Le problème consiste à définir la maladie qui a pu posséder l'esprit d'hommes qui n'étaient ni communistes, ni socialistes, mais qui purent se voir affligés d'un

certain désordre qui les a amenés à un point où ils ont considéré nos problèmes presque exactement de la même manière que les considéraient les Rouges, et les ont amenés à se faire les associés, pour certains trompés, pour d'autres aveugles, de l'ennemi.

Ces aberrations ont amené à une conception outrageusement fausse de la guerre, de ses objectifs, et de son sens. À leur tour, en menant l'attaque de propagande la plus gigantesque de l'histoire, ils ont œuvré à tromper le peuple étasunien au sujet de la guerre et de ses objectifs.

Le résultat est que la guerre n'est toujours pas finie pour nous. De fait, la guerre, dans ses aspects les plus dangereux, n'a véritablement fait que commencer. L'Allemagne, le Japon, et leurs divers alliés ont connu la défaite. Mais le véritable ennemi reste, et sa force a été considérablement accrue par notre aide, et son pouvoir s'étale sur toute l'Europe et l'Asie.

Cet ennemi est le communisme. Staline n'est guère que son prêtre le plus haut, et la Russie n'est guère que son Quartier Général. La guerre a été menée, et reste menée contre notre conception de la vie, et les généraux communistes savent qu'il n'existe qu'une seule place forte à attaquer et à prendre. Il s'agit des États-Unis d'Amérique. Ils savent également que cela ne pourra se réaliser uniquement par la guerre contre nos armées et sur les mers. Ils savent qu'il faut mener la guerre contre notre système de vie — notre système de gouvernement et notre organisation économique. Et ils savent que déjà, parmi nous, se trouve une armée de naïfs — dont certains sont instruits — qui sont venus pour nous enseigner la grande leçon de la « Bonne Vie. » Mais plus nombreux — bien plus nombreux — sont ces Étasuniens bernés, qui s'accordent avec cette philosophie malade et qui ont appris de l'Europe, de ses dictateurs rouge et noir – les Staline, les Hitler et les Mussolini — qu'il se trouve de nombreux groupes pouvant être intégrés à leurs armées de mécontents sociaux — toutes sortes de gens, bons ou mauvais pour la plupart d'entre eux bernés, qui peuvent se laisser attirer par les sirènes de leurs haines et de leurs appétits.

Pendant que nous nous armons face à la Russie, nous restons sans défense face aux ennemis de l'intérieur. Ce sont eux, et non les aviateurs, les soldats ou les bombardiers atomiques de Staline, qui nous détruiront. L'un des plus grands de tous les Étasuniens tint jadis un discours sur la « Perpétuation de nos institutions politiques. » Ce sont de ces institutions que nous tirons notre grande force, et la promesse de notre survie. Ce fut Abraham Lincoln qui affirma :

> Devrons-nous attendre qu'un géant militaire transatlantique traverse l'océan et nous écrase d'un coup ? Jamais ! Toutes les armées d'Europe, d'Asie, et d'Afrique, combinées avec tous les trésors de la terre (hormis les nôtres), avec à leur tête un Bonaparte, ne pourraient pas par la force venir se verser un verre en Ohio ou parcourir nos montagnes Blue Ridge après mille années... Alors, d'où faut-il s'attendre à voir provenir le danger ? Je réponds, s'il nous atteint jamais, il viendra de parmi nous ; il ne peut pas venir de l'étranger. Si la destruction est notre sort, nous devons en être les propres auteurs et les marqueurs décisifs. En tant que nation d'hommes libres, nous sommes voués à traverser les époques vivants, ou à mourir en nous suicidant. [9]

9. Discours face au *Young Men's Lyceum*, Springfield, Illinois, Janvier 1837.